

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES ÉMIS EN JANVIER ET FÉVRIER 2008

Directrice de la publication : Catherine Ahmadi-Ruggeri  
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez  
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative  
Mission de la coordination documentaire  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la Culture  
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires financières et générales  
Centre de documentation juridique et administrative  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Cabinet de la ministre**

- Page 7 Décision du 10 janvier 2008 relative à l'intérim des fonctions de directeur général du Musée national du sport.

### **Secrétariat général**

- Page 7 Arrêté du 23 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.
- Page 7 Arrêté du 23 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel.
- Page 8 Arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants de l'administration à la commission formation.
- Page 9 Arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants du personnel à la commission formation.
- Page 9 Arrêté du 26 février 2008 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel.

### **Direction de l'administration générale**

- Page 10 Arrêté du 26 septembre 2007 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2007, d'un concours exceptionnel interne pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil » (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 11 Arrêté du 15 novembre 2007 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2007, d'un examen professionnel exceptionnel pour l'accès au corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil » du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 11 Arrêté du 3 janvier 2008 approuvant le règlement intérieur du comité technique paritaire de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 13 Décision du 4 février 2008 portant inutilité d'un grenier sis 2, rue Pascal à Clermont-Ferrand (63 - Puy-de-Dôme).

Page 14 Décision du 22 février 2008 portant création d'une commission spécialisée sur les œuvres orphelines.

Page 14 Décision du 22 février 2008 portant création d'une commission spécialisée sur les prestataires de l'Internet.

### **Direction du livre et de la lecture**

Page 15 Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « SCRIB ».

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

Page 16 Arrêté n° 001 du 18 janvier 2008 portant classement au titre des monuments historiques de la « grande salle » de l'hôtel de Gérard, 3, rue Fénelon à Sarlat-la-Caneda (Dordogne).

Page 16 Arrêté n° 002 du 31 janvier 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancienne abbaye Saint-Jean à Sorde l'Abbaye (Landes).

Page 17 Arrête n° 003 du 13 février 2008 modifiant l'arrêté du 12 avril 1920 portant classement au titre des monuments historiques du Panthéon à Paris 5<sup>e</sup>.

Page 18 Arrêté n° 004 du 13 février 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de ville de Châtillon-en-Diois (Drôme).

Page 19 Arrêté n° 005 du 26 février 2008 portant classement au titre des monuments historiques du rocher gravé de Fornols à Campôme (Pyrénées-Orientales).

Page 19 Arrêté n° 006 du 26 février 2008 portant classement au titre des monuments historiques d'une partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard).

### **Direction des musées de France**

Page 20 Arrêté du 29 février 2008 portant nomination de membres de la Commission nationale d'évaluation (M. Hervé Lelièvre).

### **Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles**

Page 20 Arrêté du 11 décembre 2007 portant classement du conservatoire Henri Dutilleux de Maisons-Alfort parmi les conservatoires à rayonnement communal.

Page 21 Arrêté du 11 décembre 2007 portant classement de l'école intercommunale de musique du pays de Redon parmi les conservatoires à rayonnement intercommunal.

Page 21 Arrêté du 24 décembre 2007 portant classement du Conservatoire national de région en préfiguration parmi les conservatoires à rayonnement régional.

Page 21 Circulaire n° 2008/001 du 31 janvier 2008 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2007/2008.

**Centre des monuments nationaux**

- Page 54 Décision n° 2008-adm pôle PACA du 1<sup>er</sup> janvier 2008 portant délégation de signature.
- Page 55 Décision n° DS adm-2008 du 1<sup>er</sup> janvier 2008 portant délégation de signature.
- Page 55 Décision n° DRH1-2008 du 3 janvier 2008 portant délégation de signature.

**Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

- Page 57 Décision du 27 août 2007 portant délégation de signature.
- Page 63 Décision n° 0248-N du 27 août 2007 désignant le pouvoir adjudicateur et portant délégation de signature pour les marchés conclus par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
- Page 64 Décision n° 0249-N du 27 août 2007 portant délégation à la commission d'appel d'offres.
- Page 64 Décision du 26 novembre 2007 portant avenant n° 1 à la décision du 27 août 2007 portant délégation de signature.
- Page 65 Décision n° 0021-N du 8 janvier 2008 portant délégation à la commission d'appel d'offres.
- Page 65 Décision du 13 février 2008 portant avenant n° 2 à la décision du 27 août 2007 portant délégation de signature.

**Institut national de recherches archéologiques préventives**

- Page 66 Décision n° 2008-DG/08/001 du 22 janvier 2008 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège et aux directeurs interrégionaux et à leurs adjoints de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 77 Décision n° 2008/DAF-035 du 25 janvier 2008 relative à la fixation des tarifs standards hors taxes des modules de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 77 Décision n° 2008/DAF-036 du 25 janvier 2008 relative à la fixation des tarifs standards hors taxes des prestations et services rendus de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 78 Décision n° 2008/DAF-037 du 29 janvier 2008 portant création et organisation de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

**Musée du Louvre**

- Page 78 Décision n° DFJ/2008/01 du 1<sup>er</sup> février 2008 abrogeant la décision instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.
- Page 79 Décision n° DFJ/2008/02 du 1<sup>er</sup> février 2008 abrogeant la décision nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.
- Page 79 Décision n° DFJ/2008/03 du 21 février 2008 portant modification de la décision n° DFJ/2007/16 portant délégation de signature.

### **Musée d'Orsay**

- Page 80 Décision n° 2008-001 du 4 janvier 2008 portant délégation de signature.
- Page 84 Décision n° 2008-14 du 29 février 2008 portant règlement de la documentation et de la bibliothèque de l'établissement public du musée d'Orsay.

### **École du Louvre**

- Page 87 Décision du 9 janvier 2008 portant délégation de signature.

## **Mesures d'information**

- Page 89 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 104 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 106 Annexes de l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif à l'examen sur épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique dans les conservatoires classés par l'État et définissant le référentiel d'activités et de compétences de ce diplôme (arrêté publié au *J.O n° 28* du 2 février 2008).
- Page 111 Annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme (arrêté publié au *J.O n° 34* du 9 février 2008).
- Page 119 Annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme (arrêté publié au *J.O n° 34* du 9 février 2008).
- Page 124 Dérogations au délai vidéo.
- Page 127 Bulletin d'abonnement.

# Mesures de publication et de signalisation

## CABINET DE LA MINISTRE

### Décision du 10 janvier 2008 relative à l'intérim des fonctions de directeur général du Musée national du sport.

La ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports et la ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du sport et notamment ses articles D. 112-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 et par le décret n° 2006-1828 du 23 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2007 mettant fin aux fonctions du directeur général du Musée national du sport,

Décident :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M. Patrick Léon, conservateur en chef du patrimoine à l'inspection générale des musées, est chargé de l'intérim des fonctions de directeur général du Musée national du sport jusqu'à la nomination du successeur de M. Patrick Porte.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

La ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports,  
Roselyne Bachelot-Narquin  
La ministre de la Culture et de la Communication,  
Christine Albanel

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel, modifié par arrêté du 14 décembre 2007 et par arrêté du 17 décembre 2007 ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination (directions régionales des affaires culturelles),

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 2 de l'arrêté du 21 septembre 2007 susvisé est modifié comme suit : après les mots « Véronique Chatenay-Dolto », lire « directrice régionale des affaires culturelles de Nord - Pas-de-Calais » au lieu de « directrice régionale des affaires culturelles de Haute-Normandie ».

**Art. 2.** - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :  
La secrétaire générale,  
Christine Le Bihan-Graf

---

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

### Arrêté du 23 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des membres représentant l'administration au comité technique paritaire ministériel.

La ministre de la Culture et de la Communication,

### Arrêté du 23 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2006 modifié par l'arrêté du 30 janvier 2007 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, ensemble l'arrêté du 22 mars 2007 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation électorale organisée au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel ;

Vu l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommé en qualité de représentant titulaire du personnel au comité technique paritaire ministériel au titre du syndicat CGT Culture :

Luc Albessard, en remplacement de Philippe Crédeville.

**Art. 2.** - Est nommé en qualité de représentant suppléant du personnel au comité technique paritaire ministériel au titre du syndicat CGT Culture :

Georges Mouradian, en remplacement d'Alain Bonhomme.

**Art. 3.** - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :  
La secrétaire générale,  
Christine Le Bihan-Graf

### **Arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants de l'administration à la commission formation.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres représentants titulaires de l'administration à la commission formation, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Christine Le Bihan-Graf, secrétaire générale ;
- Catherine Ahmadi-Ruggeri, directrice adjointe de l'administration générale ;
- Colette Martin, responsable de l'observatoire des métiers et de la formation continue à la direction des musées de France ;
- Olivier Folliot, chef du secteur formation à la direction de l'architecture et du patrimoine ;
- Jean-Pierre Defrance, chef du bureau des métiers et de la formation à la direction des Archives de France ;
- Jean-François Chanal, responsable de la formation à la direction du livre et de la lecture ;
- Marie-France Pons, responsable de la formation à la direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Chantal Henry, responsable interrégionale de formation ;
- Monique Molliex, responsable de la formation au Centre des monuments nationaux ;
- Marie-Pascale Martin, chef du service des personnels au musée et domaine national de Versailles ;
- Hélène Mahé, chef du service organisations, métiers et formation au musée du Louvre ;
- Michel Netzer, chef du service des qualifications et de la formation à la Bibliothèque nationale de France.

**Art. 2.** - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration à la commission formation, à compter de ce jour et pour une durée de 3 ans, les personnes ci-après désignées :

- Olivier Noël, chef du service du personnel et des affaires sociales ;
- Geneviève Rialle-Salaber, sous-directrice des statuts et du développement professionnel et social.

**Art. 3.** - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :  
Par empêchement de la secrétaire générale :  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël



# **Arrêté du 19 février 2008 portant nomination des représentants du personnel à la commission formation.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 portant création d'une commission formation ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2007 fixant le nombre de sièges accordées aux organisations syndicales représentées à la commission formation,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel à la commission formation, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

\* au titre du syndicat CFDT-Culture :

- M<sup>me</sup> Catherine Steenkiste,
- M<sup>me</sup> Virginie Motte ;

\* au titre du syndicat SNAC-FSU :

- M. Alain Fayolle ;

\* au titre du syndicat SNAC-FO :

- M<sup>me</sup> Catherine Gourdain ;

\* au titre du syndicat SUD Culture :

- M<sup>me</sup> Hélène Dennis ;

\* au titre du syndicat UNSA :

- M<sup>me</sup> Irène Dumesnil-Lemarié ;

\* au titre du syndicat USPAC-CGT :

- M. Luc Albessard,
- M<sup>me</sup> Claire Chastagnier,
- M<sup>me</sup> Marie-Pierre Cordier,
- M<sup>me</sup> Véronique Harnay,
- M<sup>me</sup> Christine Patureau.

**Art. 2.** - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel à la commission formation, à compter de la date du présent arrêté et pour une durée de 3 ans, les personnes ci-après désignées :

\* au titre du syndicat CFDT-Culture :

- M<sup>me</sup> Évelyne Blanc-Janin,
- M<sup>me</sup> Michèle Ducret ;

\* au titre du syndicat SNAC-FSU :

- M<sup>me</sup> Monique Frambourg-Picard ;

\* au titre du syndicat SNAC-FO :

- M<sup>me</sup> Marie-Cécile Renault ;

\* au titre du syndicat SUD Culture :

- M. Tahar Benredjeb,
- M<sup>me</sup> Christelle Guyader ;

\* au titre du syndicat UNSA :

- M<sup>me</sup> Annie Estrella ;

\* au titre du syndicat USPAC-CGT :

- M<sup>me</sup> Betty Bimont,
- M<sup>me</sup> Fiona Djendeb,
- M<sup>me</sup> Alexandra Kardanou,
- M<sup>me</sup> Christelle Lavigne,
- M<sup>me</sup> Véronique Robert.

**Art. 3.** - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement de la secrétaire générale :

Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël

# **Arrêté du 26 février 2008 modifiant l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2006 modifié par l'arrêté du 30 janvier 2007 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, ensemble l'arrêté du 22 mars 2007 relatif à l'organisation de seconds tours de scrutin dans le cadre de la consultation

électorale organisée au ministère chargé de la culture ;  
Vu l'arrêté du 14 mai 2007 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel ;

Vu l'arrêté du 21 septembre 2007 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel, modifié par arrêté du 23 janvier 2008,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommé en qualité de représentant titulaire du personnel au comité technique paritaire ministériel au titre du syndicat CFDT Culture :

Christophe Pomez, en remplacement de Nathalie Tchenquela.

**Art. 2.** - La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère.

Pour la ministre et par délégation :  
La secrétaire générale,  
Christine Le Bihan-Graf

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

**Arrêté du 26 septembre 2007 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2007, d'un concours exceptionnel interne pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil » (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 93-1240 du 17 novembre 1993 modifié portant création du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps ;

Vu le décret n° 2006-1096 du 30 août 2006 organisant

des recrutements exceptionnels dans les corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage ;

Vu l'arrêté du 30 août 2006 fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves des concours exceptionnels prévus par le décret n° 2006-1096 organisant des recrutements exceptionnels dans les corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée, au titre de l'année 2007, l'ouverture d'un concours exceptionnel interne pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil » (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

**Art. 2.** - Le nombre de postes offerts est fixé à 22.

**Art. 3.** - Les demandes d'admission à concourir seront remises aux candidats du 1<sup>er</sup> au 26 octobre 2007 soit à la direction de l'administration générale - bureau des concours (182, rue Saint-Honoré - 75033 Paris cedex 01), soit par courrier (joindre une enveloppe de format 22,9 cm x 32,4 cm, timbrée à 2,11 euros), soit via Internet (<http://concours.culture.gouv.fr>).

Les dossiers d'inscription devront être déposés (exclusivement au bureau des concours, à l'adresse indiquée précédemment), complétés sur Internet ou adressés par la poste au plus tard, le 2 novembre 2007, terme de rigueur.

Toute demande de dossier hors délai, tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

**Art. 4.** - L'épreuve écrite d'admissibilité se déroulera le 11 décembre 2007, à Paris uniquement.

**Art. 5.** - La composition du jury fera l'objet d'un arrêté du ministre de la Culture et de la Communication.

**Art. 6.** - Le chef du service du personnel et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël

**Arrêté du 15 novembre 2007 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2007, d'un examen professionnel exceptionnel pour l'accès au corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil » du ministère de la Culture et de la Communication.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 93-1240 du 17 novembre 1993 modifié portant création du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps ;

Vu le décret n° 2006-1096 du 30 août 2006 organisant des recrutements exceptionnels dans les corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage ;

Vu l'arrêté du 30 août 2006 fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France prévu par le décret n° 2006-1096 organisant des recrutements exceptionnels dans les corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée, au titre de l'année 2007, l'ouverture d'un examen professionnel exceptionnel pour l'accès au corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil » du ministère de la Culture et de la Communication.

**Art. 2.** - Le nombre de postes offerts est fixé à 22.

**Art. 3.** - Les demandes d'admission à concourir seront remises aux candidats du 19 novembre au 14 décembre 2007 soit à la direction de l'administration générale - bureau des concours (182, rue Saint-Honoré - 75033 Paris cedex 01), soit par courrier (joindre une enveloppe de format 22,9 cm x 32,4 cm, timbrée à 2,11 euros), soit via internet (<http://concours.culture.gouv.fr>).

Les dossiers d'inscription devront être déposés (exclusivement au bureau des concours, à l'adresse indiquée précédemment), complétés sur Internet ou

adressés par la poste au plus tard, le 21 décembre 2007, terme de rigueur.

Toute demande de dossier hors délai, tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

**Art. 4.** - L'épreuve écrite d'admissibilité se déroulera le 31 janvier 2008, à Paris uniquement.

**Art. 5.** - La composition du jury fera l'objet d'un arrêté du ministre de la Culture et de la Communication.

**Art. 6.** - Le chef du service du personnel et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël

**Arrêté du 3 janvier 2008 approuvant le règlement intérieur du comité technique paritaire de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, modifié par le décret n° 2006-1453 du 24 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2003 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu le règlement intérieur type établi en application de l'article 20 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 susvisé ;

Vu la délibération du comité technique paritaire de l'administration centrale en date 14 décembre 2007,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le règlement intérieur du comité technique paritaire de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication, ci-annexé, est approuvé.

Pour la ministre et par délégation :  
Le chef du service du personnel et des affaires sociales,  
Olivier Noël

## Annexe

### **Règlement intérieur du comité technique paritaire de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du comité technique paritaire de l'administration centrale.

#### **I - Convocation des membres du comité**

**Art. 2.** - Le comité tient au moins deux réunions par an sur convocation de son président, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Dans ce dernier cas, la demande écrite adressée au président doit préciser la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Le comité se réunit dans le délai maximal d'un mois à compter du jour où la demande écrite a été reçue par le président.

**Art. 3.** - L'administration s'efforce, par tous moyens utiles, un mois au moins à l'avance, d'informer les membres du jour et de l'heure prévus de la prochaine réunion du comité technique paritaire placé auprès de la secrétaire générale.

**Art. 4.** - Le président convoque les membres titulaires et suppléants du comité. Il en informe, le cas échéant, leur chef de service. Les convocations sont adressées aux membres titulaires et suppléants du comité quinze jours avant la date de la réunion.

Tout membre titulaire du comité qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer immédiatement le président.

Au début de la réunion, le président communique au comité la liste des participants.

**Art. 5.** - Les membres suppléants de l'administration et du personnel qui n'ont pas été convoqués pour remplacer un représentant titulaire défaillant ont la possibilité d'assister aux séances du comité, mais sans pouvoir prendre part aux votes.

**Art. 6.** - Les experts sont convoqués par le président du comité quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion.

**Art. 7.** - L'ordre du jour de chaque réunion du comité est arrêté par le président. Il est communiqué aux membres titulaires et suppléants en même temps que les convocations.

À l'ordre du jour sont adjointes toutes questions relevant de la compétence du comité en application des articles 12 et 15 du décret n° 82-452 susvisé et dont l'examen est demandé par écrit au président du comité par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Ces questions sont alors transmises par le président à tous les membres du comité au moins quarante-huit heures avant la réunion.

Le comité, à la majorité des membres présents ayant voix délibérative, peut demander, à l'ouverture de la séance, la modification de l'ordre d'examen des questions inscrites à l'ordre du jour.

**Art. 8.** - La transmission des documents nécessaires à chaque séance est effectuée en même temps que la convocation.

S'ils ne peuvent pas être transmis en même temps que les convocations et l'ordre du jour, ces documents doivent être adressés aux membres du comité titulaires et suppléants, au moins huit jours avant la date de la réunion.

#### **II - Déroulement des réunions**

**Art. 9.** - Conformément à l'article 28, deuxième alinéa, du décret n° 82-452 du 28 mai 1982, le comité technique paritaire ne délibère valablement que si les trois-quarts au moins de ses membres sont présents lors de l'ouverture de la réunion.

Si les conditions de quorum ne sont pas remplies, une nouvelle convocation doit être envoyée dans les huit jours aux membres du comité qui siègent alors valablement si la moitié des membres sont présents.

**Art. 10.** - Après avoir vérifié que le quorum est réuni, le président du comité ouvre la réunion en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations du comité, ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

**Art. 11.** - Le secrétariat permanent du comité est assuré par l'un des représentants de l'administration. Il peut se faire assister par un ou plusieurs agents non membres du comité qui assistent aux réunions.

Le secrétaire adjoint est désigné au début de chaque séance par le comité conformément à la proposition émise par les représentants du personnel ayant voix

délibérative. Ce secrétaire adjoint peut être soit un représentant du personnel ayant voix délibérative, soit un représentant suppléant assistant, en vertu de l'article 22 du décret n° 82-452, aux réunions du comité sans pouvoir prendre part aux votes.

**Art. 12.** - Les experts convoqués par le président du comité en application du dernier alinéa de l'article 22 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 et de l'article 6 du présent règlement intérieur n'ont pas voix délibérative. Ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relative aux questions pour lesquelles ils ont été convoqués, à l'exclusion du vote.

**Art. 13.** - Le comité émet ses avis à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

Tout membre ayant voix délibérative peut demander qu'il soit procédé à un vote sur des propositions formulées par l'administration ou des propositions émanant d'un ou de plusieurs représentants du personnel ayant voix délibérative.

Il ne peut être procédé au vote sans que le président se soit assuré que tous les membres du comité qui souhaitent intervenir sur la question soumise aux suffrages aient pu le faire.

Le vote a lieu à main levée.

Les abstentions sont admises.

Aucun vote par délégation n'est admis.

**Art. 14.** - Le président peut décider une suspension de séance, le cas échéant à la demande de représentants du personnel. Il prononce la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

**Art. 15.** - Il est établi un procès-verbal de chaque réunion par le secrétaire permanent, assisté du secrétaire adjoint.

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, ce document indique le résultat et la répartition du vote de l'administration et de chacune des organisations syndicales représentées, à l'exclusion de toute indication nominative. Le procès-verbal de la réunion signé par le président et contresigné par le secrétaire ainsi que le secrétaire adjoint est transmis, dans un délai de deux mois, à chacun des membres titulaires et suppléants du comité.

L'approbation du procès-verbal de la réunion précédente constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux de séance du comité. Les procès-verbaux sont également en ligne sur l'Intranet du ministère après leur approbation.

**Art. 16.** - Dans un délai de deux mois après chaque réunion, le secrétaire du comité, agissant sur l'instruction du président, adresse par écrit aux membres du comité, le relevé des suites données aux questions traitées et aux avis émis lors des précédentes réunions.

**Art. 17.** - Afin de faciliter l'exercice de leur fonction, les membres titulaires et suppléants du personnel, ainsi que les experts convoqués par le président ont droit, sur simple présentation de leur convocation, à une autorisation spéciale d'absence.

La durée de cette autorisation comprend :

- les délais de route,
- la durée prévisible de la réunion,
- un temps égal à la durée prévisible de la réunion destiné à la préparation et au compte rendu des travaux du comité. Ce temps ne saurait être inférieur à une demi-journée, ni excéder deux journées.

**Art. 18.** - Le comité peut désigner en son sein des sous-comités pour une mission déterminée. Ces sous-comités doivent respecter la parité du comité technique paritaire. Ils peuvent demander à l'administration communication des documents nécessaires à leur mission. Ils sont présidés par le représentant de l'administration le plus ancien dans le grade le plus élevé.

**Art. 19.** - Un expert peut être désigné par le comité pour une mission déterminée. Si cet expert n'est pas membre du comité, il ne peut assister qu'à la partie de comité pour laquelle il a mission. Il ne peut prendre part au vote.

**Art. 20.** - Les documents utiles à l'information du comité, autres que ceux transmis avec la convocation, peuvent être lus et distribués pendant la réunion à la demande d'au moins un des membres du comité ayant voix délibérative.

### **Décision du 4 février 2008 portant inutilité d'un grenier sis 2, rue Pascal à Clermont-Ferrand (63 - Puy-de-Dôme).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du domaine de l'État ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication ;

Vu l'arrêté du 2 novembre 2005 portant délégation de signature à M<sup>me</sup> Catherine Ahmadi-Ruggeri, directrice adjointe de l'administration générale,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est déclaré inutile un grenier sous combles dit « grenier A1 » (Lot n° 218), sis à Clermont-Ferrand (63 - Puy-de-Dôme), 2, rue Pascal, représentant 3/10 000<sup>e</sup> d'un ensemble immobilier en copropriété cadastré IL 92.

**Art. 2.** - La mutation correspondante sera appliquée au tableau général des propriétés de l'État.

**Art. 3.** - La directrice adjointe de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
La directrice adjointe de l'administration générale,  
Catherine Ahmadi-Ruggeri

### **Décision du 22 février 2008 portant création d'une commission spécialisée sur les œuvres orphelines.**

Le président,

Vu l'arrêté du 10 juillet 2000 modifié portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 portant nomination du président et du vice-président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 modifié portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique ;

Vu la décision du président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique du 10 septembre 2007 modifiée portant création d'une commission spécialisée sur les œuvres orphelines,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé, auprès du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique, une commission spécialisée sur les œuvres orphelines.

**Art. 2.** - M<sup>e</sup> Jean Martin, avocat à la cour, est nommé président de ladite commission.

**Art. 3.** - Sont nommés membres de la commission :  
M. Alain Absire, M. Xavier Blanc, M. Emmanuel Boutterin, M. Olivier Brillanceau, M. Thierry Carlier, M. Vianney de la Boulaye, M. Emmanuel de Rengerve, M<sup>me</sup> Cécile Despringre, M. Thierry Desurmont, M. Laurent Duvillier, M<sup>me</sup> Isabelle Feldman, M. Bernard Lang, M. Patrice Laume, M<sup>me</sup> Laurence Marcos, M<sup>me</sup> Florence-Marie Piriou, M<sup>me</sup> Christiane Ramonbordes, M. Hervé Rony, M. Laurent Tardif, M. Idzard van der Puyl, M<sup>me</sup> Nicole Zmirou, M. Jorge Alvarez, M. Jean-François Debarnot, M<sup>me</sup> Valérie

Game, M<sup>me</sup> Marie-Dominique Heusse, M. Jean Lissarrague, M<sup>me</sup> Marie-Liesse Baudrez, M<sup>me</sup> Sylvie Delfante, M<sup>me</sup> Hélène de Montluc, M<sup>me</sup> Chantal Devillers-Sigaud, M<sup>me</sup> Laetitia Facon-Soret, M. Nicolas Guillou, M. Geoffroy Pelletier.

**Art. 4.** - M<sup>me</sup> Sophie-Justine Lieber, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommée rapporteur de la commission.

**Art. 5.** - Le secrétariat de la commission est assuré par la direction de l'administration générale (bureau de la propriété littéraire et artistique) du ministère de la Culture et de la Communication.

**Art. 6.** - La présente décision annule et remplace la décision du 10 septembre 2007 modifiée.

**Art. 7.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et exécutée par le président de la commission ainsi que le directeur de l'administration générale, chacun en ce qui le concerne.

Le président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique,  
Jean-Ludovic Silicani

### **Décision du 22 février 2008 portant création d'une commission spécialisée sur les prestataires de l'Internet.**

Le président,

Vu l'arrêté du 10 juillet 2000 modifié portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 portant nomination du président et du vice-président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique ;

Vu l'arrêté du 3 mai 2007 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique ;

Vu la décision du président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique du 3 décembre 2007 portant création d'une commission spécialisée sur les prestataires de l'Internet,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé, auprès du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique, une commission spécialisée sur les prestataires de l'Internet.

**Art. 2.** - M. Pierre Sirinelli, professeur des universités, est nommé président de cette commission.

**Art. 2 bis.** - M<sup>mes</sup> Joëlle Farchy et Josée-Anne Bénazéraf, professeurs des universités, sont nommées vice-présidentes de cette commission.

**Art. 3.** - Sont nommés membres de la commission : M. Jean Berbinau, M. Xavier Blanc, M. Emmanuel Boutterin, M. Olivier Brillanceau, M<sup>me</sup> Delphine Chassat, M<sup>me</sup> Karine Colin, M. Jean Delprat, M. Giuseppe de Martino, M. Emmanuel de Rengerve, M. Thierry Desurmont, M. Julien Dourgnon, M. Daniel Duthil, M. Laurent Duvillier, M<sup>me</sup> Isabelle Feldman, M. Frédéric Goldsmith, M. Marc Guez, M. Bernard Lang, M. Patrick Lantz, M. Patrick Laume, M<sup>me</sup> Marie-Françoise Marais, M. Marc Mosse, M<sup>me</sup> Marine Pouyat, M<sup>me</sup> Juliette Prissard-Eltejaye, M<sup>me</sup> Christiane Ramonbordes, M. Jérôme Roger, M. Hervé Rony, M. Benoît Tabaka, M. Laurent Tardif, M. Arnaud Valette, M. Idzard van der Puyl, M. Alexandre Archambault, M. Pierre Beaudouin, M. Jean-Marc Bordes, M<sup>me</sup> Katia Duhamel, M. Olivier Esper, M. Pascal Faure, M. Daniel Fava, M<sup>me</sup> Sylvie Forbin, M. Stéphane Grégoire, M. David Grosz, M<sup>me</sup> Christine Lai, M. Olivier Langlès, M<sup>me</sup> Sophie Pradère, M. Claude Rubinowicz, M. Jérôme Soulet, M. Christophe Stener, M<sup>me</sup> Isabelle Sussman-Chandler, M<sup>me</sup> Marie-Liesse Baudrez, M. Frédéric Bokobza, M<sup>me</sup> Chantal Devillers-Sigaud, M. Emmanuel Gabla, M. Nicolas Guillou, M<sup>me</sup> Hélène de Montluc, M. Michel Rabaud, M. Jean-Philippe Troubé.

**Art. 4.** - M. Alban de Nervaux, auditeur au Conseil d'État, est nommé rapporteur de la commission.

**Art. 5.** - Le secrétariat de la commission est assuré par la direction de l'administration générale (bureau de la propriété littéraire et artistique) du ministère de la Culture et de la Communication.

**Art. 6.** - La présente décision annule et remplace celle du 3 décembre 2007.

**Art. 7.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et exécutée par le président de la commission ainsi que le directeur de l'administration générale, chacun en ce qui le concerne.

Le président du Conseil supérieur de la propriété littéraire  
et artistique,  
Jean-Ludovic Silicani

---

## DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

**Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « SCRIB ».**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R. 1422-4 à R. 1422-13 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres I<sup>er</sup> à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la lettre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 18 janvier 2008 et portant le n° 1271603,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Un traitement automatisé comportant des informations nominatives, concernant l'activité des bibliothèques territoriales sur lesquelles s'exerce le contrôle technique de l'État prévu aux articles R. 1422-4 à R. 1422-13 du Code général des collectivités territoriales, dénommé « SCRIB », est mis en œuvre au ministère de la Culture et de la Communication (direction du livre et de la lecture).

**Art. 2.** - Le traitement automatisé a pour finalité l'exploitation statistique des informations collectées en vue de déterminer les tendances de la lecture publique sur l'ensemble du territoire, conformément aux articles R. 1422-4 à R. 1422-13 précités du Code général des collectivités territoriales.

**Art. 3.** - Les informations nominatives traitées sont les suivantes :

- Nom et prénom des responsables de bibliothèques ;
- Statut et grade des responsables de bibliothèques.

**Art. 4.** - Le destinataire des informations collectées est le ministère de la Culture et de la Communication (direction du livre et de la lecture, directions régionales des affaires culturelles et inspection générale des bibliothèques).

**Art. 5.** - La durée de conservation des données nominatives est de deux ans à compter de la collecte.

**Art. 6.** - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès de la direction du livre et de la lecture au ministère de la Culture et de la Communication, département des bibliothèques publiques et du développement de la lecture, bureau des bibliothèques territoriales.

**Art. 7.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur du livre et de la lecture,  
Benoît Yvert

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

### **Arrêté n° 001 du 18 janvier 2008 portant classement au titre des monuments historiques de la « grande salle » de l'hôtel de Gérard, 3, rue Fénelon à Sarlat-la-Caneda (Dordogne).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 26 novembre 1998 portant inscription au titre des monuments historiques en totalité à l'exclusion des parties modernes, de l'hôtel de Gérard, son jardin et la maison dite « maison Villate » situés 3, rue Fénelon à Sarlat-la-Caneda (Dordogne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites d'Aquitaine en date du 8 novembre 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 mars 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. de Gérard du Barry de Saint-Quentin, propriétaire, le 26 novembre 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la « grande salle » située au premier étage de l'aile est de l'hôtel de Gérard, 3, rue Fénelon à Sarlat-la-Caneda (Dordogne), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère particulièrement remarquable de son décor,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée au titre des monuments historiques la « grande salle » située au premier étage de l'aile est de l'Hôtel de Gérard, 3, rue Fénelon à Sarlat-la-Caneda (Dordogne), sur la parcelle n° 153 d'une contenance de 19a 95ca figurant au cadastre section BH et appartenant à M. de Gérard du Barry de Saint-Quentin, Guy, Pierre, Marie, né le 20 janvier 1950 à Le Pertre (Île-et-Vilaine), propriétaire gérant, époux de M<sup>me</sup> Law de Lauriston de Boubers, Ariane, Marie, Béatrice, demeurant ensemble à Fort Saint-Martin 24200 Vitrac (Dordogne).

L'intéressé en est propriétaire par acte de donation passé le 21 novembre 1992 devant M<sup>e</sup> Laurent, notaire à Sarlat-la-Caneda (Dordogne) et publié au bureau des hypothèques de Sarlat-la-Caneda (Dordogne) le 18 janvier 1993, volume 93P, n° 136.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne la « grande salle » à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 26 novembre 1998.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

### **Arrêté n° 002 du 31 janvier 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancienne abbaye Saint-Jean à Sorde l'Abbaye (Landes).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 31 août 1909 portant classement au titre des monuments historiques de l'église et du cloître de l'ancienne abbaye de Sorde l'Abbaye (Landes) ;

Vu l'arrêté en date du 19 novembre 1958 portant classement au titre des monuments historiques des mosaïques gallo-romaines situées dans le logis abbatial de l'ancienne abbaye Saint-Jean à Sorde l'Abbaye (Landes) ;

Vu l'arrêté en date du 26 janvier 1998 portant classement en totalité au titre des monuments historiques des bâtiments conventuels de l'ancienne abbaye Saint-Jean à Sorde l'Abbaye (Landes) ;

Vu l'arrêté en date du 23 octobre 1997 portant inscription au titre des monuments historiques en



totalité du logis abbatial de l'ancienne abbaye Saint-Jean de Sorde l'Abbaye (Landes) avec sa cour et ses dépendances (bordant celle-ci au nord) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine en date du 8 novembre 2006 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 24 mars 1997 ;

Vu les délibérations du 6 novembre 2006 et du 29 juin 2007 du conseil général du département des Landes propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des bâtiments de l'ancienne abbaye Saint-Jean de Sorde l'Abbaye (Landes), qui constituent l'un des meilleurs témoignages aquitains de l'activité architecturale des bénédictins de Saint-Maur, présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de leur importance historique et de leur qualité monumentale,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classées en totalité au titre des monuments historiques les parties suivantes de l'ancienne abbaye Saint-Jean à Sorde l'Abbaye (Landes) :

- l'ancien logis abbatial dit « Maison des abbés » et le bâtiment des dépendances, en face, situés sur la parcelle n° 144 d'une contenance de 13a et 15ca, ainsi que le sol de la cour intérieure correspondant à la parcelle n° 143, d'une contenance de 31a et 3ca (y compris le petit terrain d'assiette d'un édicule qu'il englobe, rattaché à la parcelle n° 144) ;

- Les anciens bâtiments conventuels avec l'emprise de l'ancien cloître, à savoir : le bâtiment situé sur la parcelle n° 284 d'une contenance de 1a 41ca, ainsi que les constructions et les sols correspondant aux parcelles n°s 139 d'une contenance de 5a 12ca, et 281 d'une contenance de 38a 95ca ;

- le sol de la parcelle n° 282 d'une contenance de 8ca, et de la parcelle n° 283 d'une contenance de 1a et 14ca.

Les parcelles n°s 143 et 144 appartiennent au département des Landes (département, n° Siret 224 000 018 000 16) par acte administratif du département des Landes du 3 février 2005, publié au bureau des hypothèques de Dax, le 8 février 2005, volume 2005P, n° 1154.

Les parcelles n°s 282 et 283 appartiennent à la commune de Sorde l'Abbaye (Landes, n° Siren 214 003 071) par actes reçus par M<sup>e</sup> Sicard, notaire à Peyrehorade (Landes), le 13 juin 1959, volume 1443, n° 15.

Les parcelles n°s 139, 281 et 284 appartiennent à la commune de Sorde l'Abbaye (Landes) par acte de donation reçu par M<sup>e</sup> Mounaix, notaire à Peyrehorade (Landes), le 28 décembre 1995 et publié au bureau des hypothèques de Dax, le 21 mars 1996, volume 1996P, n° 1703.

Toutes les parcelles mentionnées ci-dessus figurent au cadastre section AB.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 23 octobre 1997 susvisé, aux arrêtés de classement au titre des monuments historiques susvisés des 19 novembre 1958 et 26 janvier 1998, et en ce qui concerne le cloître, à l'arrêté de classement du 31 août 1909 également susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet des Landes, au maire de Sorde l'Abbaye, et au président du conseil général des Landes, le département étant propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

### **Arrêté n° 003 du 13 février 2008 modifiant l'arrêté du 12 avril 1920 portant classement au titre des monuments historiques du Panthéon à Paris 5<sup>e</sup>.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 12 avril 1920 portant classement au titre des monuments historiques du Panthéon à Paris 5<sup>e</sup> ;

Considérant la nécessité de préciser l'étendue du classement mentionné dans cet arrêté,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté susvisé est remplacé par l'article 1<sup>er</sup> ainsi rédigé :

« Est classé au titre des monuments historiques l'ensemble immobilier dénommé Le Panthéon, place

du Panthéon à Paris 5<sup>e</sup>, comprenant l'édifice, le sol de son enclos, et ses grilles, situé sur la parcelle n° 1 section BK du cadastre, d'une contenance de 1ha 12a 27ca, et appartenant à l'État, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956 et affecté au ministère de la Culture et de la Communication. »

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 3.** - Il sera notifié au préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris et au maire de Paris, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 004 du 13 février 2008 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de ville de Châtillon-en-Diois (Drôme).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 23 juillet 1992 portant inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures, de la cage d'escalier et de son décor ainsi que du beffroi de l'hôtel de ville de Châtillon-en-Diois (Drôme) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 23 janvier 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 12 septembre 1995 ;

Vu les lettres du 15 octobre 2007 de M<sup>me</sup> Martine Conte, et du 17 octobre 2007 de M. Christian Lambert propriétaires, portant adhésion au classement (parcelle n° 200) ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Châtillon-en-Diois, en date du 9 février 1996, portant adhésion au classement, la commune étant propriétaire (parcelle n° 199) ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;  
Considérant que la conservation des façades de l'hôtel de ville de Châtillon-en-Diois (Drôme) présente au point de vue de l'art un intérêt public en raison de la rareté et la qualité de leurs décors peints,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classées au titre des monuments historiques les façades est et sud ainsi que la toiture de l'hôtel de ville de Châtillon-en-Diois (Drôme), situé Place du Reviron sur les parcelles n°s 199 et 200 d'une contenance respective de 3ha 5ca et 90ca figurant au cadastre section AB et appartenant :

- pour la parcelle n° 199, à la commune de Châtillon-en-Diois depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

- pour la parcelle n° 200, à M. Christian Lambert, retraité né le 7 mai 1943 à Toulouse (Haute-Garonne), marié sous le régime de la séparation des biens pure et simple à Martine Celis, retraitée née le 11 avril 1946 à Paris 14<sup>e</sup> (Paris) et demeurant 210 bis, boulevard de la République, bâtiment C à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), et également à M<sup>me</sup> Martine Lambert, sans profession, née le 7 mars 1948 à Dakar (Sénégal), mariée sous le régime de la communauté légale de biens à Jean-Pierre Conte, ingénieur, né le 26 juin 1949 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) et demeurant 6, allée de Tiboulen à Sausset-les-Pins (Bouches-du-Rhône). Ceux-ci en sont propriétaires par acte du 9 février 2004 passé devant M<sup>e</sup> Christine Roussin, notaire à Die (Drôme) et publié à la conservation des hypothèques de Valence (Drôme) au volume 2004, n° 772.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne les parties classées à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 23 juillet 1992 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, et à M. Christian Lambert et M<sup>me</sup> Martine Conte également propriétaires, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 005 du 26 février 2008 portant classement au titre des monuments historiques du rocher gravé de Fornols à Campôme (Pyrénées-Orientales).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 28 mai 1990 portant inscription au titre des monuments historiques du rocher gravé de Fornols ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 20 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 5 juin 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le conseil municipal de Campôme, propriétaire, en date du 13 avril 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;  
Considérant que la conservation du rocher gravé de Fornols à Campôme (Pyrénées-Orientales) présente au point de vue de l'archéologie et de l'art un intérêt public en raison des gravures de plein air à représentation animale et géométrique qu'il porte, caractéristiques de l'art rupestre paléolithique,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé au titre des monuments historiques le rocher gravé de Fornols à Campôme (Pyrénées-Orientales) situé au lieu-dit Fornols Haut sur la parcelle n° 20 d'une contenance de 11ha 23a 60ca figurant au cadastre section B et appartenant à la commune de Campôme, identifiée sous le n° Siren 216 600 346.

Celle-ci en est propriétaire par acte administratif du 30 septembre 1983, publié au 2<sup>e</sup> bureau des hypothèques de Perpignan (Pyrénées-Orientales), le 26 octobre 1983, volume 3352, n° 21.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 28 mai 1990 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° 006 du 26 février 2008 portant classement au titre des monuments historiques d'une partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard).**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 3 avril 1980 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard) ;

Vu l'arrêté en date du 23 octobre 2006 portant classement au titre des monuments historiques d'une partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 28 novembre 2002 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 15 mars 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le conseil municipal de Saint-Dionisy, propriétaire, en date du 12 février 2008 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;  
Considérant que la conservation de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard) présente au point de vue de l'archéologie et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt exceptionnel de ce site occupé dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle avant JC,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classées au titre des monuments historiques, en totalité, les parcelles suivantes, partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard), figurant au cadastre, section AC, parcelles n°s 10, 13, 19, 20, 26 et 34 et appartenant à la commune de Saint-Dionisy (Gard) identifiée sous le n° Siret 213 00249 6000 15 d'une contenance respective de :

- 21a 43ca et 11a 46ca pour les parcelles n<sup>os</sup> 10 et 20 appartenant à la commune par acte de cession passé le 29 janvier 2007 devant M<sup>e</sup> Granier, notaire à Calvisson (Gard) et publié le 28 février 2007, volume 2007P, n<sup>o</sup> 8175 ;

- 43a 58ca, 24a 54ca et 14a 44ca pour les parcelles n<sup>os</sup> 13, 19 et 26 appartenant à la commune par don, acte passé le 12 décembre 2006 devant M<sup>e</sup> Thomas, notaire à Calvisson (Gard) et publié le 17 janvier 2007, volume 2007P, n<sup>o</sup> 1950 ;

- 10a 40ca pour la parcelle n<sup>o</sup> 34 qui appartient à la commune par arrêté municipal en date du 8 décembre 2006, publié le 6 mars 2007, volume 2007P, n<sup>o</sup> 8997.

Tous les actes étant publiés au 1<sup>er</sup> bureau des hypothèques de Nîmes (Gard).

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 3 avril 1980 susvisé et complète l'arrêté de classement du 23 octobre 2006 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

---

## DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

### **Arrêté du 29 février 2008 portant nomination de membres de la Commission nationale d'évaluation.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n<sup>o</sup> 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application du Code du patrimoine, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2003, modifié, portant désignation des membres de la Commission nationale d'évaluation ;

Vu la lettre de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 29 janvier 2008,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommé membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation, au titre des personnalités choisies pour leurs compétences scientifiques mentionnées au 2<sup>o</sup>) de l'article 12 du décret susvisé :

M. Hervé Lelièvre, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, chargé du domaine des collections « Sciences de la terre ».

**Art. 2.** - La directrice des musées de France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La directrice des musées de France,  
Francine Mariani-Ducray

---

## DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THÉÂTRE ET DES SPECTACLES

### **Arrêté du 11 décembre 2007 portant classement du conservatoire Henri Dutilleux de Maisons-Alfort parmi les conservatoires à rayonnement communal.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n<sup>o</sup> 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 5,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le conservatoire Henri Dutilleux de Maisons-Alfort, sis 85, rue Victor Hugo - 94700 Maisons-Alfort, est classé dans la catégorie des conservatoires à rayonnement communal pour une durée de sept ans à compter de la notification, par la ministre chargée de la culture, de la présente décision de classement.

**Art. 2.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Jean de Saint-Guilhem

**Arrêté du 11 décembre 2007 portant classement de l'école intercommunale de musique du pays de Redon parmi les conservatoires à rayonnement intercommunal.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 5,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'école intercommunale de musique du pays de Redon, sise 66, rue des Douves - 35605 Redon, est classée dans la catégorie des conservatoires à rayonnement intercommunal pour une durée de sept ans à compter de la notification, par la ministre chargée de la culture, de la présente décision de classement.

**Art. 2.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Jean de Saint-Guilhem

**Arrêté du 24 décembre 2007 portant classement du Conservatoire national de région en préfiguration parmi les conservatoires à rayonnement régional.**

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 5,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le Conservatoire national de région en préfiguration de la communauté d'agglomération de Toulon-Provence-Méditerranée, sis 20, rue Nicolas Peiresc - 83000 Toulon, est classé dans la catégorie

des conservatoires à rayonnement régional pour une durée de sept ans à compter de la notification, par la ministre chargée de la culture, de la présente décision de classement.

**Art. 2.** - Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Jean de Saint-Guilhem

**Circulaire n° 2008/001 du 31 janvier 2008 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2007/2008.**

La ministre de la Culture et de la Communication à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la circulaire fixant les conditions d'attribution des bourses d'études pour l'année universitaire 2007/2008 ainsi que les formulaires à remettre :

- aux élèves des conservatoires à rayonnement régional, des conservatoires à rayonnement départemental et établissements assimilés : l'École nationale supérieure de danse de Marseille, l'École supérieure de danse de Cannes ;
- aux étudiants du cycle d'enseignement supérieur en danse jazz du Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes ;
- aux étudiants des centres de formation au diplôme d'État de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants ;
- aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministre chargé de la culture, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du Code de l'éducation).

La présente circulaire reprend l'ensemble des dispositions de la circulaire n° 2007/003 du 22 janvier 2007 du ministère de la Culture et de la Communication et n° 2007/066 du 20 mars 2007 du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Je vous rappelle que les élèves qui poursuivent un cursus complet de formation dans plusieurs établissements (conservatoires à rayonnement régional, départemental) peuvent solliciter une bourse auprès de l'établissement qui assure l'enseignement dans la discipline dominante de référence, après accord

des deux directeurs (conservatoire à rayonnement régional ou départemental) sur la désignation de l'établissement référent pour la demande de bourse.

Cette circulaire fera l'objet d'une publication au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Je vous remercie de me faire parvenir le procès-verbal des commissions réunies à ce titre par vos services.

Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre  
et des spectacles,  
Jean de Saint-Guilhem

**Bourses d'études aux élèves des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille, École supérieure de danse de Cannes, Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes) - aux étudiants du cycle d'enseignement supérieur en danse jazz du Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes - aux étudiants des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, des Centres d'études supérieures de musique et de danse inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants - aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministre chargé de la culture et de la communication la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du Code de l'éducation).**

### Année scolaire 2007/2008

#### **Titre I - Conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux**

Les bourses sur critères sociaux octroyées par le ministère de la Culture et de la Communication sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études spécialisées suivies dans le cadre d'un cursus d'orientation professionnelle auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation familiale ou matérielle. Ces bourses sont attribuées, sous réserve de recevabilité de la demande, en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal appréciées sur la base d'un barème national.

Ce barème national détermine les ressources et les charges de la famille et les échelons de la bourse sur critères sociaux (de 0 à 5).

Les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives notamment aux études poursuivies, à l'âge et à la nationalité définies ci-dessous. Toutefois, certaines situations individuelles dont la spécificité n'a pu être prise en compte par le barème national, peuvent donner lieu, sous certaines conditions, à l'attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études dans les conditions prévues par la présente circulaire.

#### **I - Conditions d'études ouvrant droit à la demande de bourse sur critères sociaux**

##### A- Conditions générales

Peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux :

- les élèves des conservatoires à rayonnement régional, des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) inscrits en troisième cycle spécialisé et poursuivant un cursus de formation complet, conforme aux préconisations du schéma d'orientation pédagogique propre à chaque discipline. Ces conditions sont appréciées et attestées par l'équipe pédagogique ;
- les étudiants du cycle d'enseignement supérieur en danse jazz du Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes ;
- les étudiants des centres de formation au diplôme d'État de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants ;
- les personnes majeures suivant dans l'un des centres habilités par le ministre chargé de la culture, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du Code de l'éducation).

##### B- Conditions de cursus

Pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional, des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) :

a) Les élèves musiciens<sup>(1)</sup>, à l'exception des chanteurs, doivent être inscrits :

- en cycle spécialisé conduisant à la délivrance du diplôme d'études musicales (DEM) et suivre une formation complète dans le même établissement, telle qu'elle est définie dans le schéma d'orientation pédagogique du ministère de la Culture et de la Communication<sup>(2)</sup> ;

<sup>(1)</sup> à titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une sixième année de bourse pourra être accordée à l'élève musicien si son projet professionnel l'exige.

<sup>(2)</sup> y compris dans les conservatoires de la ville de Paris qui dispensent la formation conduisant au diplôme d'études musicales délivré par le conservatoire à rayonnement régional de Paris.

- en cycle d'enseignement professionnel initial de la musique conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle de musique (DNOP).

Pour les élèves de ces deux cycles, lorsque l'instrument est la discipline dominante, ils doivent suivre, régulièrement, un cours de pratique collective et un cours de culture musicale ;

- en cycle de perfectionnement ou cycle dénommé « cycle d'enseignement supérieur » et suivre une formation comportant, au minimum, la discipline dominante et une discipline complémentaire (qui peut être une pratique collective).

b) Les élèves chanteurs<sup>(3)</sup> doivent être inscrits exclusivement :

- dans le cursus des études de chant à partir de la seconde année (la 1<sup>re</sup> année constituant une période d'observation sur les aptitudes à la poursuite de ces études) : ils doivent suivre une formation complète dans l'établissement (chant, pratique collective, formation musicale ou culture musicale). Les candidats doivent indiquer dans le dossier de demande de bourse le cycle dans lequel ils sont inscrits.

c) Les élèves danseurs<sup>(4)</sup> doivent être inscrits exclusivement :

- en troisième cycle cursus A conduisant à la délivrance du diplôme d'études chorégraphiques (DEC). Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer deux disciplines chorégraphiques dont une principale ;

- en cycle d'enseignement professionnel initial de danse conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle de danse (DNOP) ;

- en cycle secondaire conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études chorégraphiques de l'École nationale supérieure de danse de Marseille ;

- en cycle supérieur conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études de l'École supérieure de danse de Cannes ;

- en classe d'insertion professionnelle de l'École nationale supérieure de danse de Marseille et de l'École supérieure de danse de Cannes ;

- en cycle d'enseignement supérieur en danse jazz du Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes.

d) Les élèves comédiens<sup>(5)</sup> doivent être inscrits exclusivement :

- en cycle d'orientation professionnelle dans les conservatoires à rayonnement régional et dans les conservatoires à rayonnement départemental, tel que défini par le schéma d'orientation pédagogique de l'enseignement initial du théâtre actualisé en 2005 et mis en place au sein d'établissements (ou regroupements d'établissements) d'enseignement artistique habilités par un accord formalisé avec l'État à délivrer, en fin de cycle, un diplôme d'études théâtrales (DET).

Les établissements appelés à proposer ce cycle aux étudiants sont les suivants :

. le conservatoire à rayonnement régional de Grenoble,  
. le conservatoire à rayonnement régional de Poitiers,  
. le conservatoire à rayonnement départemental d'Avignon,

. le regroupement des établissements d'enseignement artistique de : Le Mans et La Roche-sur-Yon, le conservatoire à rayonnement régional de Tours et le conservatoire à rayonnement départemental d'Orléans, le conservatoire à rayonnement régional de Saint-Denis de la Réunion et le conservatoire à rayonnement départemental de Noisiel-Val-Maubuée, le conservatoire à rayonnement régional de Rennes, le conservatoire à rayonnement départemental de la vallée de Chevreuse en lien avec l'école départementale de théâtre de Corbeil dans l'Essonne.

- en cycle d'enseignement professionnel initial de d'art dramatique conduisant à la délivrance du diplôme national d'orientation professionnelle d'art dramatique (DNOP).

Les établissements qui ont mis en place ce cycle sont :

. le conservatoire à rayonnement régional de Lyon,  
. le conservatoire à rayonnement départemental de Villeurbanne,  
. le conservatoire à rayonnement régional de Paris.

- en cycle professionnel du département d'art dramatique des conservatoires à rayonnement régional de Montpellier et de Bordeaux.

Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministre chargé de la culture, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du Code de l'éducation) peuvent bénéficier d'une bourse d'études :

<sup>(3)</sup> à titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une sixième année de bourse pourra être accordée à l'élève chanteur si son projet professionnel l'exige.

<sup>(4)</sup> à titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une sixième année de bourse pourra être accordée à l'élève danseur si son projet professionnel l'exige.

<sup>(5)</sup> à titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une cinquième année de bourse pourra être accordée à l'élève comédien si son projet professionnel l'exige.

Les candidats majeurs ayant réussi l'examen d'aptitude technique ou dispensés des épreuves de l'examen d'aptitude technique ou titulaires de l'unité de valeur technique et inscrits en formation à tout ou partie des unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse (d'une durée de 600 heures, réparties en 4 unités de valeur capitalisables) dans un centre de formation habilité par le ministre chargé de la culture et de la communication, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article L. 362-1 du Code de l'éducation.

La mention de l'obtention de cette bourse devra être portée sur le livret de formation du candidat, de même que les unités de formation pour lesquelles celle-ci a été attribuée.

## II - Conditions d'âge

Pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional, des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) :

- a) être né dans la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1983 au 31 décembre 1991, pour les élèves musiciens (hormis les chanteurs) ;
- b) être né dans la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1981 au 31 décembre 1991, pour les élèves chanteurs (classique, musiques actuelles, musiques traditionnelles) et les élèves des classes de composition électroacoustique ;
- c) être né dans la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1987 au 31 décembre 1995, pour les élèves danseurs ;
- d) être né dans la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1983 au 31 décembre 1991, pour les élèves comédiens.

Aucune dérogation à ces dispositions ne sera accordée aux élèves des conservatoires à rayonnement régional, des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes).

Ces conditions d'âge ne sont pas applicables :

- aux étudiants du cycle professionnel du département d'art dramatique des conservatoires à rayonnement régional de Montpellier et de Bordeaux ;
- aux étudiants de la classe d'insertion professionnelle de l'École nationale supérieure de danse de Marseille et de l'École supérieure de danse de Cannes ;
- aux étudiants du cycle d'enseignement supérieur en danse jazz du Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes ;

- aux étudiants des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique ;
- aux étudiants des Centres d'études supérieures de musique et de danse inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique et des centres de formation des musiciens intervenants ni aux personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la Culture et de la Communication, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du Code de l'éducation).

## III - Conditions de ressources

Les ressources ne doivent pas dépasser les plafonds fixés au titre II relatif aux critères sociaux d'attribution et au taux des bourses.

## IV - Conditions de nationalité

Les étudiants suivants peuvent percevoir une bourse sur critères sociaux :

- étudiants de nationalité française ;
- étudiants de nationalité étrangère possédant la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein et Norvège) ou de la Confédération suisse.

En application des articles 7 et 12 du règlement européen n° 1612/68 du 15 octobre 1968 (CEE), relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, les étudiants européens doivent remplir l'une des conditions suivantes :

- avoir précédemment occupé un emploi permanent en France, à temps plein ou à temps partiel. L'activité doit être réelle et effective et avoir été exercée en qualité de salarié ou de non salarié ;
- justifier que l'un des parents ou tuteur légal a perçu des revenus en France ;
- étudiants de nationalité étrangère en possession d'un certificat de réfugié délivré par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou d'un récépissé de la demande de titre de séjour qui vaut autorisation de séjour portant la mention « reconnu réfugié » délivré par la préfecture ou de la carte de résident en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) ;
- étudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dans ce cas, l'étudiant doit en outre être domicilié en France depuis au moins deux ans et attester d'un foyer fiscal de rattachement



(père, mère ou tuteur légal) en France depuis au moins deux ans. Cette dernière condition est appréciée au 1<sup>er</sup> octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est sollicitée ;

- les étudiants andorrans de formation française, dont les parents résident en Andorre.

Dans tous les cas, les étudiants étrangers répondant à l'une des conditions visées ci-dessus doivent en outre remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles relatives aux critères sociaux retenus pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

## **v - Catégories exclues du dispositif**

Sont exclus du bénéfice de ces bourses :

- les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires ou contractuels des fonctions publiques de l'État, territoriale ou hospitalière, en activité, en disponibilité, en congés sans traitement ;
- les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté ;
- les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle ;
- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou en congé individuel de formation ;
- les étudiants qui suivent des cours de mise à niveau linguistique dans un État étranger ;
- les étudiants originaires de certaines collectivités d'outre-mer pris en charge par le ministère de l'Outre-mer, conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988 portant application aux territoires d'outre-mer du régime des bourses d'enseignement supérieur et des prêts d'honneur du ministère de l'Éducation nationale et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989 portant réglementation des bourses d'enseignement supérieur accordées par le ministère des Départements et Territoires d'outre-mer à certaines catégories d'étudiants des territoires d'outre-mer.

Dans le cas d'une aide partielle du coût de sa formation (exemple : participation aux frais de déplacement), le demandeur doit fournir une attestation mentionnant le montant de l'aide accordée et l'organisme payeur (employeur, collectivité territoriale, ASSEDIC, FONGECIF, autre...).

## **vi - Cumul**

Une bourse sur critères sociaux est cumulable avec une bourse de mobilité, une bourse « Erasmus » ou une bourse accordée par une collectivité territoriale.

En revanche, elle n'est pas cumulable avec une bourse sur critères universitaires, une bourse de mérite, un prêt d'honneur (à l'exception d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux à l'échelon « zéro »), une bourse d'un autre département ministériel<sup>(6)</sup>, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

## **Titre II - Critères sociaux d'attribution et taux des bourses**

Les critères sociaux d'attribution des bourses sont applicables aux étudiants qui remplissent les conditions générales définies au titre I.

Les bourses sur critères sociaux n'ont pas pour objet de se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins. Ainsi, ces bourses constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des revenus de la famille et du nombre de points de charge. Les points de charge servent à déterminer le taux des bourses fixé chaque année en application d'un barème national.

## **I - Conditions de ressources**

### **A - Principe**

Les revenus retenus pour le calcul du droit à bourse sont ceux perçus durant l'année n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande de bourse et plus précisément, ceux figurant à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement.

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal.

En cas de déclaration fiscale séparée du candidat de ses parents, la pension alimentaire, éventuellement

<sup>(6)</sup> les élèves lycéens, inscrits en cycle spécialisé et boursiers de l'Éducation nationale reçoivent le complément qui aligne leur rémunération au niveau de la bourse culture à laquelle leur statut leur donne droit.

versée au candidat par ses parents, est prise en compte une seule fois lors du calcul.

Pour l'année universitaire 2007-2008, l'année de référence (n-2) est 2005.

### B - Dispositions relatives à l'année de référence (n-2)

À titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus. Ils sont examinés en tenant compte de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s), mesurée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

1) En cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint <sup>(7)</sup> est prise en compte à la suite d'un mariage ou d'une naissance récents.

2) En cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, à un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

### C - Dispositions particulières relatives aux revenus pris en compte

#### 1) Séparation de fait ou de corps

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus pris en compte sont ceux du parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. En l'absence d'un tel jugement les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application des dispositions du Code civil précitées. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse. Cependant, dans le cas de l'étudiant majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'étudiant ou de celui (ou ceux) qui lui versent directement une pension alimentaire. Par ailleurs, en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfant au moins, il sera alors possible d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

<sup>(7)</sup> sont considérés comme des conjoints, les personnes mariées, pacsées, vivant maritalement ou en situation de concubinage depuis deux ans, attestée par la mairie.

Enfin, dans les situations attestées par une évaluation sociale, révélant l'incapacité de l'un des parents à remplir l'obligation alimentaire telle que définie par le Code civil, une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pourra être accordée sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

#### 2) Remariage ou nouvelle union

En cas de remariage ou nouvelle union, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

#### 3) Cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas uniquement retenue

- l'étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité. Le couple, le conjoint ou le partenaire doit disposer de ressources mensuelles égales ou supérieures à 90 % du SMIC<sup>(8)</sup> permettant ainsi d'assurer leur indépendance financière. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal. Cette situation concerne l'étudiant français ou étranger. Ce dernier doit être domicilié en France depuis au moins deux ans. Cette dernière condition est appréciée au 1<sup>er</sup> octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est sollicitée.

Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, cette aide continue d'être allouée au titre de l'année universitaire en cours, même si, entre-temps ces revenus ont diminué, voire disparu, notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage ;

- l'étudiant, français ou étranger, ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal ;

- l'étudiant, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du Code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations ;

- l'étudiant orphelin : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché ;

- l'étudiant réfugié : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché ;

<sup>(8)</sup> soit: 904,85 euros = à 90 % du SMIC net mensuel ou 10 858,21 euros = à 90 % du SMIC net annuel.

- le candidat qui ne se déclare pas à la charge de ses parents doit justifier d'un revenu salarié égal au moins à 50 % du SMIC net <sup>(9)</sup> (pensions alimentaires exclues) et d'un logement indépendant. Le montant du loyer ne doit pas être supérieur aux montants des revenus. Il doit fournir des justificatifs de domicile (en cas de besoin, une enquête pourra être diligentée par les services sociaux de la ville), ainsi que son avis d'imposition ou de non imposition.

#### D - Situations particulières

La commission consultative mentionnée au B du II du titre III peut examiner, en vue de l'attribution d'une

<sup>(9)</sup> soit : 502,69 euros = à 50 % du SMIC net mensuel ou 6 032,34 euros = à 50 % du SMIC net annuel

bourse sur critères sociaux, certaines situations qui ne sont pas prises en compte dans le cadre des principes de calcul généraux permettant de déterminer la situation sociale du demandeur.

Il s'agit, en particulier :

- d'étudiants élevés par des grands-parents sans décision judiciaire ;
- d'étudiants dont les parents sont en situation de surendettement, de faillite, de dépôt de bilan ;
- d'étudiants dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles telle une baisse de revenus à la suite de catastrophes naturelles ou liée à la conjoncture économique notamment pour les professions agricoles.

## **II - Charges de l'étudiant et de sa famille**

<b><u>LES CHARGES DE L'ÉTUDIANT</u></b>	<b><u>POINTS</u></b>
- Candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière <sup>(1)</sup>	1 point
- Candidat boursier, marié ou lié par un PACS, dont les ressources du conjoint sont prises en compte .....	1 point
- Candidat boursier atteint d'une incapacité permanente (non pris en charge à 100 % dans un internat) <sup>(2)</sup> .....	2 points
- Candidat boursier souffrant d'un handicap physique .....	2 points
- Candidat boursier, étudiant à plus de 30 km <sup>(*)</sup> et à moins de 250 km de sa commune de résidence <sup>(3)</sup> .....	2 points
- Candidat boursier, étudiant à plus de 250 km <sup>(*)</sup> de sa commune de résidence .....	3 points
<sup>(*)</sup> aller simple	
- Enfant(s) à charge du candidat boursier <sup>(4)</sup> .....	Nombre X 1 point
<b><u>LES CHARGES DE LA FAMILLE</u></b>	
- Parent isolé <sup>(5)</sup> .....	1 point
- Enfant(s) à charge étudiant dans l'enseignement supérieur (à l'exclusion du candidat boursier) <sup>(6)</sup> .....	Nombre X 3 points
- Autre(s) enfant (s) à charge (à l'exclusion du candidat boursier) <sup>(7)</sup> .....	Nombre X 1 point

<sup>(1)</sup> L'attribution de point de charge en faveur du candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des décrets n° 79-845 du 26 septembre 1979, n° 81-328 du 3 avril 1981 et n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant des protections particulières aux enfants de certains militaires, magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'État et personnels employés par les collectivités locales.

<sup>(2)</sup> Cette incapacité doit avoir été reconnue par la commission des droits et de l'autonomie des handicapés.

<sup>(3)</sup> Le domicile de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est la commune de résidence du couple qui sert de référence.

<sup>(4)</sup> Lorsque l'étudiant est rattaché au foyer de ses parents ou de son tuteur légal, le point de charge s'ajoute aux charges de ces derniers. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute à ses charges.

<sup>(5)</sup> Conformément à l'article L. 524-2 du Code de la sécurité sociale, sont considérés comme parents isolés, les personnes veuves, divorcées, séparées, abandonnées ou célibataires qui assument seules la charge effective et permanente d'un ou plusieurs enfants résidant en France. Sur la déclaration fiscale du foyer, la situation de parent isolé est identifiée par la lettre « T ».

<sup>(6)</sup> L'étudiant considéré doit être inscrit dans l'enseignement supérieur au cours de l'année durant laquelle une bourse est sollicitée. La notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps ou à distance par le Centre national d'enseignement à distance ou par télé-enseignement organisé par les universités (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante. Les points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge inscrit dans l'enseignement supérieur à l'étranger à l'exclusion de l'étudiant boursier.

<sup>(7)</sup> Est considéré à charge de la famille, l'enfant rattaché fiscalement aux parents ou au tuteur légal y compris celui issu de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage attestés par la mairie.

### **Titre III - Traitement des demandes de bourses**

#### **I - Modalités de dépôt des demandes**

Le dépôt des demandes se fait auprès de l'établissement, du centre de formation ou du centre habilité, dans lequel le demandeur poursuit ses études de musique, de danse ou d'art dramatique.

Les intéressés doivent remplir le dossier et y joindre l'ensemble des pièces justificatives exigées.

#### **II - Examen des dossiers**

##### **A- Premier examen**

1 - Les dossiers déposés dans les centres de formation ou des centres habilités sont examinés par les responsables pédagogiques et administratifs. Ces derniers portent une appréciation détaillée et motivée sur chacune des demandes et transmettent les dossiers à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le ....., délai de rigueur (date à compléter par les directions régionales des affaires culturelles).

2 - Les dossiers déposés auprès des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes) sont examinés par une commission d'établissement.

La commission d'établissement est composée comme suit :

- le maire ou son représentant ;
- le directeur de l'établissement ou son représentant ;
- deux professeurs choisis par les professeurs ;
- deux représentants des parents d'élèves choisis par les associations locales ;
- un représentant du bureau d'aide sociale de la mairie ou l'assistante sociale de l'établissement.

Elle examine les demandes et arrête une liste de candidats classés par échelon décroissant et par ordre alphabétique.

Elle transmet à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le ....., délai de rigueur (date à compléter par les directions régionales des affaires culturelles), les dossiers de demandes accompagnés du procès-verbal de réunion et de la liste des candidats classés par échelon décroissant et par ordre alphabétique mentionnée ci-dessus.

##### **B - Examen par une commission régionale**

Les dossiers de demande de bourse sont instruits au niveau régional par une commission consultative spécialisée réunie à l'initiative du directeur régional

des affaires culturelles.

Elle comprend :

- le préfet de région ou son représentant ;
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant ;
- le conseiller pour la musique et la danse et le conseiller théâtre ;
- l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques et de l'action culturelle dans la spécialité musique, l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques et de l'action culturelle dans la spécialité danse et l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques et de l'action culturelle dans la spécialité théâtre, correspondants territoriaux ;
- le délégué régional de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves des conservatoires ;
- un représentant des associations locales de parents d'élèves ;
- deux directeurs d'établissement : conservatoires à rayonnement régional, conservatoires à rayonnement départemental, centres de formation professionnelle (centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, Centres d'études supérieures de musique et de danse, centres de formation des musiciens intervenants, Écoles supérieures de danse ou théâtre) ;
- deux représentants des professeurs des conservatoires à rayonnement régional et des conservatoires à rayonnement départemental désignés par les instances syndicales représentatives ou des professeurs des centres de formation concernés.

Les représentants des professeurs ne doivent pas appartenir aux mêmes établissements que les deux directeurs susmentionnés.

Le préfet de région peut décider d'inviter à titre consultatif toute personne qualifiée dont l'avis est de nature à éclairer les décisions de la commission.

Après examen du dossier, la commission se prononce sur l'attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études. Elle émet un avis d'attribution avec indication du taux proposé ou un avis de non-attribution.

La décision d'attribution d'une bourse est notifiée au candidat par le préfet de région.

En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les décisions de refus

d'attribution, de retrait ou réduction d'une bourse d'études sur critères sociaux doivent être obligatoirement motivées et indiquer les voies et délais de recours (recours administratifs et recours contentieux).

## **Titre IV - Conditions de maintien et de renouvellement**

### **I - Conditions de maintien**

Le paiement de la bourse est soumis aux obligations d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

En application des dispositions du décret n° 51-445 du 16 avril 1951 relatif au paiement des bourses d'enseignement supérieur, les étudiants doivent être inscrits et assidus aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation. Le candidat titulaire d'une bourse sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Les contrôles afférents à l'assiduité aux cours et à la présence aux examens sont opérés sous la responsabilité des chefs d'établissement.

Les étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'assiduité aux cours et de présence aux examens sont tenus au reversement des sommes indûment perçues. Il appartient cependant aux services compétents de demander à l'étudiant des informations complémentaires avant de lancer la procédure relative à l'émission d'un ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse.

Lorsqu'un étudiant titulaire d'une bourse doit interrompre ses études au cours de l'année scolaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'informer les services de gestion des bourses et de leur transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant l'année considérée.

### **II - Conditions de renouvellement**

Pour les élèves des conservatoires à rayonnement régional, des conservatoires à rayonnement départemental et des établissements assimilés (École nationale supérieure de danse de Marseille et École supérieure de danse de Cannes), la bourse est attribuée annuellement pour une période de neuf mois.

Un étudiant élève musicien, chanteur, danseur ne peut recevoir une bourse que 5 fois au cours de ses études « cycle spécialisé ». À titre exceptionnel cependant et après demande du candidat soutenue par le directeur de l'établissement auprès de la commission régionale,

une sixième année pourra être accordée à l'étudiant si son projet professionnel l'exige, et cela, même si ses études sont prolongées au-delà de 5 ans ou si l'élève s'inscrit dans une autre discipline.

Un élève comédien ne peut recevoir une bourse que 4 fois au cours de ses études. À titre exceptionnel et après demande du candidat soutenue par le directeur de l'établissement auprès de la commission régionale, une cinquième année pourra être accordée à l'étudiant si son projet professionnel l'exige.

Dans le cas d'inscription en cycle de perfectionnement, cette bourse ne peut être attribuée que deux fois sur les cinq années de référence.

Pour les étudiants des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique, des Centres d'études supérieures de musique et de danse inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique et du diplôme d'État de professeur de danse et des centres de formation des musiciens intervenants, les bourses sont renouvelables une fois dans les mêmes conditions que pour leur attribution.

Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère de la Culture et de la Communication, la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (article L. 362-1 du Code de l'éducation), les bourses peuvent être renouvelées une fois, si les modalités de l'organisation des études le justifient (formation dispensée sur 2 ans).

## **Titre V - Allocation d'études**

La commission consultative spécialisée mentionnée au B du II du titre III peut décider d'attribuer une allocation d'études (dossier social étudiant), correspondant à l'un des échelons (de 1 à 5) des bourses sur critères sociaux, aux étudiants qui se trouvent en situation :

- de rupture familiale avec leurs parents, situation qui doit être attestée par une évaluation sociale établie par l'assistante sociale ;
- d'indépendance familiale avérée. Cette situation est appréciée à partir d'un dossier, comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante, complété par les services sociaux.
- de demeurer seul sur le territoire français et dont les revenus déclarés de la famille résidant à l'étranger ne permettent pas d'apprécier le droit à bourse. Cette situation concerne les étudiants français ou ressortissants d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, d'un État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

- de difficultés particulières non décrites au présent titre.

les conditions ayant permis l'ouverture du droit.

Les demandeurs doivent cependant remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux.

Une demande d'allocation d'études peut être déposée au cours de l'année universitaire en cas de changement de situation familiale ou sociale grave intervenant. Cette demande exceptionnelle sera traitée par les services de la DRAC sous réserve de crédits disponibles.

Le renouvellement d'une allocation d'études est possible sous réserve que le candidat continue à remplir

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Direction Régionale des Affaires Culturelles

### **DEMANDE D'ATTRIBUTION OU RENOUELEMENT DE BOURSES D'ÉTUDES** **année scolaire 2007/2008**

**Pour les élèves des :**

- conservatoires à rayonnement régional,
- conservatoires à rayonnement départemental,
- des établissements assimilés ;
- du cycle d'enseignement supérieur en danse jazz du Centre d'études supérieures musique et danse de Poitou-Charentes

Nom du candidat : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Nom de jeune fille : \_\_\_\_\_  
(pour les femmes mariées)

Adresse : \_\_\_\_\_

*(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)*

Téléphone : \_\_\_\_\_

n° de sécurité sociale : \_\_\_\_\_ Nationalité : \_\_\_\_\_

né(e) le : \_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_ Département : \_\_\_\_\_

*(Le cas échéant)*

Nom du conjoint : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_

Profession des parents : \_\_\_\_\_

### **PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT**

**Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :**

Discipline dominante : \_\_\_\_\_

Niveau : \_\_\_\_\_

Date de la 1<sup>re</sup> inscription dans l'établissement : \_\_\_\_\_

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le : \_\_\_\_\_

Montant des droits d'inscription : \_\_\_\_\_

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT

- Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire : \_\_\_\_\_

Universitaire : \_\_\_\_\_

- Dans l'année scolaire 2007/2008 quelles études scolaires ou universitaires suivez-vous ?

\_\_\_\_\_

- Études de musique, de danse ou de théâtre suivies précédemment :

Année scolaire	Établissement	Niveau	Diplômes

- Interruption des études de musique, de danse ou de théâtre :

☐ NON

☐ OUI, motif : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

date de début et de fin de l'interruption : \_\_\_\_\_

- Autres renseignements :

**PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT**

<b>CURSUS SUIVI EN 2007/2008</b>		
<b>Discipline</b>	<b>Nbre d'heures hebdomadaires de cours</b>	<b>Appréciations</b>
Dominante : _____ Nom du professeur :		
Formation musicale ou culture musicale Nom du professeur :		
Pratique collective vocale Nom du professeur :		
Pratique collective instrumentale Nom du professeur :		
Pratique collective chorégraphique Nom du professeur :		
Formation théâtrale Nom du professeur :		
Discipline(s) complémentaire(s) Nom du (des) professeur(s) :		
<b>Total</b>	Heures	

Appréciations du directeur :

Le,

Signature,



**BOURSE(S) OBTENUE(S) DU MINISTÈRE DE LA CULTURE**

Année scolaire	Établissement	Montant annuel
2006/2007		
2005/2006		
2004/2005		
2003/2004		
2002/2003		

- **Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide au titre de l'année scolaire 2007/2008 ?**  
**si oui, préciser la provenance et le montant :**

☐ NON

☐ OUI, compléter le tableau :

<b>Compléter</b>	<b>Montant Annuel</b>
<input type="checkbox"/> D'un autre ministère :	
<input type="checkbox"/> Du département de :	
<input type="checkbox"/> De la commune de :	
<input type="checkbox"/> D'une organisation publique ou privée :	
<input type="checkbox"/> D'un gouvernement étranger :	
<input type="checkbox"/> D'une bourse au mérite :	
<input type="checkbox"/> D'un prêt d'honneur :	
<input type="checkbox"/> D'une aide à la formation :	
<input type="checkbox"/> D'une bourse sur critères universitaires :	

**ENGAGEMENT**

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2007-2008, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

### BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2007/2008, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

	BARÈME DES RESSOURCES						
POINTS DE CHARGE	ÉCHELONS						
		0	1	2	3	4	5
0		19 960	16 900	13 660	12 060	10 500	8 970
1		22 180	18 780	15 180	13 410	11 670	9 960
2		24 400	20 660	16 700	14 750	12 840	10 960
3		26 610	22 540	18 220	16 090	14 010	11 950
4		28 820	24 420	19 730	17 440	15 180	12 950
5		31 040	26 300	21 250	18 780	16 340	13 950
6		33 260	28 180	22 770	20 120	17 510	14 940
7		35 480	30 050	24 290	21 460	18 680	15 930
8		37 700	31 930	25 810	22 810	19 840	16 920
9		39 920	33 810	27 330	24 150	21 000	17 920
10		42 140	35 690	28 850	25 490	22 170	18 920
11		44 360	37 560	30 370	26 830	23 340	19 920
12		46 570	39 440	31 890	28 180	24 510	20 910
13		48 780	41 320	33 400	29 520	25 670	21 900
14		51 000	43 200	34 910	30 860	26 830	22 890
15		53 220	45 080	36 430	32 200	28 000	23 880
16		55 440	46 950	37 950	33 540	29 170	24 880
17		57 660	48 820	39 460	34 880	30 330	25 890

Échelons	Taux annuels
Échelon 0 (*)	0 euro
1 <sup>er</sup> échelon	1 389 euros
2 <sup>e</sup> échelon	2 093 euros
3 <sup>e</sup> échelon	2 682 euros
4 <sup>e</sup> échelon	3 269 euros
5 <sup>e</sup> échelon	3 753 euros

(\*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

<b>RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION :</b>		
Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2005 : .....		
<b>POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2007)</b>		
- Candidat pupille de la Nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
- Candidat dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point	.....
- Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat).	2 points	.....
- Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne.	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 30 km et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 250 km de sa commune de résidence	3 points	.....
- Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
- Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants.	1 point	.....
- Enfants, à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté).	nbre x 3 points	.....
- Autres enfants, à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
<b>Nombre total de points de charge</b>		

**Coller un RIB original sur cet emplacement**

**AUTORISATION**

Je soussigné(e) : .....

autorise M. et (ou) M<sup>me</sup> .....

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2007/2008, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à ..... le,

**TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIÈCES NON DATÉES OU NON SIGNÉES NE SERA PAS PRIS EN CONSIDÉRATION**

## **CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE**

### **PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR**

- ☐ La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale...)
- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; *si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom*).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- ☐ Certificat de scolarité mentionnant les disciplines du candidat.
- ☐ Attestation de non perception d'une bourse EN, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- ☐ Attestation de perception d'une bourse EN, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère chargé de la culture la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD - CEFEDM ou centres privés) : Copie du livret de formation attestant la dispense ou la réussite à l'examen d'aptitude technique et la dispense de cet examen ainsi que éventuellement l'obtention ou l'équivalence d'unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ Dossier dûment rempli.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

Direction Régionale des Affaires Culturelles

**DEMANDE DE BOURSES D'ÉTUDES****ANNÉE SCOLAIRE 2007-2008****Pour les étudiants :**

- des centres de formation des enseignants de la danse et de la musique
- des Centres d'études supérieures de musique et de danse, inscrits à la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de musique
- des centres de formation des musiciens intervenants.

- Première demande (\*)

Renouvellement

Nom du candidat : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Nom de jeune fille : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
(pour les femmes mariées)

Adresse : \_\_\_\_\_

*(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre établissement)*

Téléphone : \_\_\_\_\_

n° de sécurité sociale : \_\_\_\_\_ Nationalité : \_\_\_\_\_

né(e) le : \_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_ Département : \_\_\_\_\_

*(le cas échéant)*

Nom du conjoint : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_

Profession des parents : \_\_\_\_\_

**PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT****Situation du candidat au moment de la rentrée scolaire :**

Discipline (sauf pour le CFMI) : \_\_\_\_\_

Niveau : \_\_\_\_\_

Date de la 1<sup>re</sup> inscription dans l'établissement : \_\_\_\_\_

Dossier de bourse complet (cf. dernière page) reçu le : \_\_\_\_\_

Montant des droits d'inscription : \_\_\_\_\_

Le directeur :

Cachet de l'établissement :

(\*) Rayer la mention inutile

## **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT**

- Niveau d'études générales (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

Scolaire : \_\_\_\_\_

Universitaire : \_\_\_\_\_

- Durant l'année scolaire 2007/2008, suivez-vous des études scolaires ou universitaires?

Si OUI, lesquelles ? :  
\_\_\_\_\_

## **PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT**

- Appréciation du responsable pédagogique sur le candidat : avis détaillé et motivé sur la qualité du travail, son assiduité et son aptitude à suivre la formation :

- Le cas échéant, observations sur la situation personnelle du candidat :

Le,

Signature

● **Le candidat bénéficie-t-il d'une autre aide ?**

<b>Origine</b>	<b>Montant</b>	<b>Période couverte</b>
<input type="checkbox"/> DDTE :		
<input type="checkbox"/> Bourse des collectivités territoriales :		
de la région de : .....		
du département de : .....		
de la commune de : .....		
<input type="checkbox"/> de l'ASSEDIC :		
<input type="checkbox"/> du FONGECIF :		
<input type="checkbox"/> Autre :		

**ENGAGEMENT**

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.



Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2007-2008, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

### BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2007/2008, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

	BARÈME DES RESSOURCES						
POINTS DE CHARGE	ÉCHELONS						
		0	1	2	3	4	5
0		19 960	16 900	13 660	12 060	10 500	8 970
1		22 180	18 780	15 180	13 410	11 670	9 960
2		24 400	20 660	16 700	14 750	12 840	10 960
3		26 610	22 540	18 220	16 090	14 010	11 950
4		28 820	24 420	19 730	17 440	15 180	12 950
5		31 040	26 300	21 250	18 780	16 340	13 950
6		33 260	28 180	22 770	20 120	17 510	14 940
7		35 480	30 050	24 290	21 460	18 680	15 930
8		37 700	31 930	25 810	22 810	19 840	16 920
9		39 920	33 810	27 330	24 150	21 000	17 920
10		42 140	35 690	28 850	25 490	22 170	18 920
11		44 360	37 560	30 370	26 830	23 340	19 920
12		46 570	39 440	31 890	28 180	24 510	20 910
13		48 780	41 320	33 400	29 520	25 670	21 900
14		51 000	43 200	34 910	30 860	26 830	22 890
15		53 220	45 080	36 430	32 200	28 000	23 880
16		55 440	46 950	37 950	33 540	29 170	24 880
17		57 660	48 820	39 460	34 880	30 330	25 890

Échelons	Taux annuels
Échelon 0 (*)	0 euro
1 <sup>er</sup> échelon	1 389 euros
2 <sup>e</sup> échelon	2 093 euros
3 <sup>e</sup> échelon	2 682 euros
4 <sup>e</sup> échelon	3 269 euros
5 <sup>e</sup> échelon	3 753 euros

(\*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

<b>RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION :</b>		
Revenu Brut Global figurant sur l'avis d'imposition 2005 : .....		
<b>POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2007)</b>		
- Candidat pupille de la Nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
- Candidat dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point	.....
- Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat).	2 points	.....
- Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne.	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 30 km et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 250 km de sa commune de résidence	3 points	.....
- Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
- Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants.	1 point	.....
- Enfants, à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté).	nbre x 3 points	.....
- Autres enfants, à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
<b>Nombre total de points de charge</b>		

**Coller un RIB original sur cet emplacement**

**AUTORISATION**

Je soussigné(e) : .....

autorise M. et (ou) M<sup>me</sup> .....

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2007/2008, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à ..... le,

**TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIÈCES NON DATÉES OU NON SIGNÉES NE SERA PAS PRIS EN CONSIDÉRATION**

**CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE  
PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR**

- ☐ La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale...)
- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; *si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom*).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- ☐ Certificat de scolarité mentionnant les disciplines du candidat.
- ☐ Attestation de non perception d'une bourse EN, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- ☐ Attestation de perception d'une bourse EN, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère chargé de la culture la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD - CEFEDM ou centres privés) : Copie du livret de formation attestant la dispense ou la réussite à l'examen d'aptitude technique et la dispense de cet examen ainsi que éventuellement l'obtention ou l'équivalence d'unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ Dossier dûment rempli.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**  
Direction Régionale des Affaires Culturelles

**DEMANDE DE BOURSES D'ÉTUDES**

**Candidats inscrits à la formation au diplôme d'État de professeur de danse**

**Année scolaire 2007-2008**

**OPTION :** .....

- Première demande (\*)

- Renouvellement

Nom du candidat : _____	Prénom : _____
Nom de jeune fille : _____ (pour les femmes mariées)	Profession : _____
Adresse : _____	
1) Pendant la durée des études : _____	
Téléphone : _____	
2) Domicile habituel : _____	
Téléphone : _____	
<i>(en cas de changement d'adresse, vous êtes prié(e) d'avertir le plus rapidement possible le directeur de votre centre de formation)</i>	
n° de sécurité sociale : _____	Nationalité : _____
né (e) le : _____ à : _____	Département : _____
(Le cas échéant)	
Nom du conjoint : _____	Prénom : _____
Profession : _____	Date de naissance : _____
Profession des parents : _____	
Montant des droits d'inscription : _____	

Dossier reçu par l'établissement le : .....

(\*) Rayer la mention inutile

## ATTESTATION D'INSCRIPTION À LA FORMATION AU DIPLÔME D'ÉTAT DE PROFESSEUR DE DANSE

Je soussigné(e), M .....  
 directeur du centre .....  
 certifie que M ..... est inscrit(e) à la formation au diplôme  
 d'État de professeur de danse qui se déroulera du ..... au ..... ,  
 aux unités de formation suivantes :

- Formation musicale (100 heures)	coût : ..... euros
- Histoire de la danse (50 heures)	coût : ..... euros
- Anatomie-physiologie (50 heures)	coût : ..... euros
- Pédagogie (400 heures)	coût : ..... euros
Coût global des unités de formation suivies	..... euros

et que M ..... s'est acquitté, ne s'est pas acquitté<sup>(\*)</sup>, de cette somme.

Fait à ..... , le .....

Signature du directeur du centre

Cachet de l'établissement

<sup>(\*)</sup> Rayer la mention inutile

**PARTIE À REMPLIR PAR LE CANDIDAT**

**RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE CURSUS DU CANDIDAT**

- **Niveau d'études générales** (préciser, le cas échéant, les diplômes obtenus) :

---

---

- **Durant l'année 2007/2008, suivez-vous des études scolaires ou universitaires?**

☐ NON

☐ OUI, lesquelles ? \_\_\_\_\_

- **Avez-vous eu des activités chorégraphiques ou d'enseignement ?**

☐ NON

☐ OUI, précisez lesquelles \_\_\_\_\_

- **Êtes-vous titulaire d'une dispense du diplôme d'État de professeur de danse ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

- **Avez-vous réussi l'examen d'aptitude technique ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

- **Êtes-vous bénéficiaire d'une dispense de l'examen d'aptitude technique ?**

☐ NON

☐ OUI, fournir l'attestation

***PARTIE À REMPLIR PAR L'ÉTABLISSEMENT***

**APPRÉCIATION DU DIRECTEUR DU CENTRE HABILITÉ OU DU RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE :**

- **Avis détaillé et motivé sur la qualité du travail du candidat, son assiduité et son aptitude à suivre la formation au diplôme d'État de professeur de danse :**

---

---

---

---

---

---

- **Le cas échéant, observations sur la situation personnelle du candidat :**

---

---

---

---

---

---

Le,

Signature



• **Le candidat bénéficie-t-il d'une aide pour la préparation du diplôme d'État :**

Origine	Montant	Période couverte
<input type="checkbox"/> DDTE :		
<input type="checkbox"/> Bourse des collectivités territoriales :		
de la région de : .....		
du département de : .....		
de la commune de : .....		
<input type="checkbox"/> de l'ASSEDIC :		
<input type="checkbox"/> du FONGECIF :		
<input type="checkbox"/> Autre :		

### ENGAGEMENT

Je certifie l'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande et je m'engage à signaler au directeur de l'établissement l'obtention et le montant de toute autre bourse.

Date :

Signature :

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir un paiement ou avantage quelconque indu est passible des sanctions pénales prévues par l'article 22-II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2007-2008, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5 comme indiqués ci-après :

### BARÈME DES RESSOURCES ET TAUX DE BOURSES

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2007/2008, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

	BARÈME DES RESSOURCES						
POINTS DE CHARGE	ÉCHELONS						
		0	1	2	3	4	5
0		19 960	16 900	13 660	12 060	10 500	8 970
1		22 180	18 780	15 180	13 410	11 670	9 960
2		24 400	20 660	16 700	14 750	12 840	10 960
3		26 610	22 540	18 220	16 090	14 010	11 950
4		28 820	24 420	19 730	17 440	15 180	12 950
5		31 040	26 300	21 250	18 780	16 340	13 950
6		33 260	28 180	22 770	20 120	17 510	14 940
7		35 480	30 050	24 290	21 460	18 680	15 930
8		37 700	31 930	25 810	22 810	19 840	16 920
9		39 920	33 810	27 330	24 150	21 000	17 920
10		42 140	35 690	28 850	25 490	22 170	18 920
11		44 360	37 560	30 370	26 830	23 340	19 920
12		46 570	39 440	31 890	28 180	24 510	20 910
13		48 780	41 320	33 400	29 520	25 670	21 900
14		51 000	43 200	34 910	30 860	26 830	22 890
15		53 220	45 080	36 430	32 200	28 000	23 880
16		55 440	46 950	37 950	33 540	29 170	24 880
17		57 660	48 820	39 460	34 880	30 330	25 890

Échelons	Taux annuels
Échelon 0 (*)	0 euro
1 <sup>er</sup> échelon	1 389 euros
2 <sup>e</sup> échelon	2 093 euros
3 <sup>e</sup> échelon	2 682 euros
4 <sup>e</sup> échelon	3 269 euros
5 <sup>e</sup> échelon	3 753 euros

(\*) L'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais au remboursement des droits d'inscription, dans la limite de 165 euros et à l'exonération de la sécurité sociale étudiante prise en charge par l'URSSAF.

<b>RESSOURCES À PRENDRE EN CONSIDÉRATION :</b>		
Revenu Brut Global figurant sur l'avis <b>d'imposition 2005</b> : .....		
<b>POINTS DE CHARGE À PRENDRE EN COMPTE (situation à la rentrée 2007)</b>		
- Candidat pupille de la Nation (ou bénéficiant d'une protection particulière)	1 point	.....
- Candidat dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point	.....
- Candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat).	2 points	.....
- Candidat souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne.	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 30 km et à moins de 250 km de sa commune de résidence	2 points	.....
- Candidat, étudiant à plus de 250 km de sa commune de résidence	3 points	.....
- Candidat célibataire ou marié(e) ayant un ou des enfants à charge	nbre x 1 point	.....
- Candidat dont le père ou la mère divorcé(e), séparé(e) officiellement ou veuf(ve) élève seul(e) ses enfants.	1 point	.....
- Enfants, à charge des parents, étudiants dans l'enseignement supérieur (candidat excepté).	nbre x 3 points	.....
- Autres enfants, à charge des parents, non étudiants dans l'enseignement supérieur	nbre x 1 point	.....
<b>Nombre total de points de charge</b>		

**Coller un RIB original sur cet emplacement**

**AUTORISATION**

Je soussigné(e) : .....

autorise M. et (ou) M<sup>me</sup> .....

titulaire(s) du compte indiqué dans mon dossier de demande de bourse d'études pour l'année 2007/2008, dont le relevé d'identité est en votre possession, à percevoir la somme qui m'est attribuée à ce titre.

Fait à ..... le,

**TOUT DOSSIER INCOMPLET OU COMPRENANT DES PIÈCES NON DATÉES OU NON SIGNÉES NE SERA PAS PRIS EN CONSIDÉRATION**

## **CONSTITUTION D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE BOURSE**

### **PIÈCES OBLIGATOIRES À FOURNIR**

- ☐ La photocopie d'un justificatif d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, livret de famille, livret militaire, extrait d'acte de naissance avec filiation complète, carte d'électeur ou de sécurité sociale...)
- ☐ La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.
- ☐ En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. À défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.
- ☐ Un relevé d'identité bancaire ou postal original (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier et d'une copie du livret de famille ; *si le candidat est majeur un compte bancaire ou postal doit être ouvert à son nom*).
- ☐ Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.
- ☐ Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides).
- ☐ Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.
- ☐ Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie ; Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.
- ☐ Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.
- ☐ Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs.
- ☐ Certificat de scolarité mentionnant les disciplines du candidat.
- ☐ Attestation de non perception d'une bourse EN, si l'étudiant est inscrit parallèlement en enseignement supérieur.
- ☐ Attestation de perception d'une bourse EN, si l'étudiant est inscrit parallèlement au lycée.
- ☐ Pour les personnes suivant dans l'un des centres habilités par le ministère chargé de la culture la formation préparant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD - CEFEDM ou centres privés) : Copie du livret de formation attestant la dispense ou la réussite à l'examen d'aptitude technique et la dispense de cet examen ainsi que éventuellement l'obtention ou l'équivalence d'unités de valeur constitutives du diplôme d'État de professeur de danse.
- ☐ D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.
- ☐ Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.
- ☐ Dossier dûment rempli.

## CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

### Décision n° 2008-adm pôle PACA du 1<sup>er</sup> janvier 2008 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée aux administrateurs, dont la liste est annexée à la présente décision, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service et de matériel informatique :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'étude ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatement, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que

les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature générées au sein des monuments dont ils ont la charge ;

- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation et aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;

- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;

- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers ;

- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels.

**Art. 2.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

### Annexe

Titre	Nom	Prénom	Monuments concernés
Madame	Legrand	Véronique	Hôtel de Sade à Saint-Rémy-de-Provence Site archéologique de Glanum
Madame	Barthez	Joëlle	Abbaye de Thoronet Place forte de Mont-Dauphin
Monsieur	Boin	Jean-Jacques	Monastère de Saorge

### Décision n° DS adm-2008 du 1<sup>er</sup> janvier 2008 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la nomination le 1<sup>er</sup> janvier 2008 de M. Patrick Monod, directeur du projet de la mise en place de la nouvelle organisation déconcentrée, en qualité d'administrateur par intérim du château de Vincennes,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Patrick Monod, administrateur du château de Vincennes, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux, dans la limite des crédits ouverts : au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656), et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition des véhicules de service, de matériel informatique :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur ou égal à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'étude ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation et aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre

à des besoins occasionnels ou saisonniers ;

- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers.

**Art. 2.** - Le directeur général, la directrice des ressources humaines, la directrice administrative et financière et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

### Décision n° DRH1-2008 du 3 janvier 2008 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 modifié ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la nomination de M<sup>me</sup> Isabelle Tilly Becker aux fonctions de directeur des ressources humaines,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Isabelle Tilly Becker, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions en qualité d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- tous les actes concernant l'administration et la gestion des personnels à l'exclusion :
  - . des contrats de personnels sur les postes budgétaires en contrat à durée indéterminée,
  - . des décisions d'affectation desdits personnels,
  - . des licenciements et des sanctions disciplinaires ;
- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 45 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les notes au contrôleur financier concernant la gestion du personnel ;
- les ordres de missions et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif, états de frais) concernant les déplacements effectués par :
  - . les personnels relevant de son autorité,
  - . les personnels de l'établissement dans le cadre de la formation professionnelle,
  - . les représentants des organisations syndicales et les personnels associés appelés à participer aux réunions des organismes consultatifs (CAP, CTP, CHS) ainsi qu'à toute réunion d'information, concertation ou négociation, dans le cadre du dialogue social ;
- les décisions d'attribution d'indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes relatives aux opérations de paie du personnel, aux indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales, aux frais de changement de résidence, et aux concessions de logements (mandats, ordres de reversement, ordres de paiement pour avances sur salaires, ordres de recettes, certificats administratifs).

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Isabelle Tilly Becker, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à :

- \* M<sup>me</sup> Chantal Saulière, chef du département de l'administration du personnel, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :
  - tous les actes concernant l'administration et la gestion des personnels à l'exclusion :
    - . des contrats de personnels sur les postes budgétaires en contrat à durée indéterminée,
    - . des décisions d'affectation desdits personnels,
    - . des licenciements et des sanctions disciplinaires ;
  - les pré-engagements ;
  - les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
  - les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les notes au contrôleur financier concernant la gestion du personnel ;
- les ordres de missions et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif, états de frais) concernant les déplacements effectués par :
  - . les personnels relevant de son autorité,
  - . les personnels de l'établissement dans le cadre de la formation professionnelle,
  - . les représentants des organisations syndicales et les personnels associés appelés à participer aux réunions des organismes consultatifs (CAP, CTP, CHS) ainsi qu'à toute réunion d'information, concertation ou négociation, dans le cadre du dialogue social ;
- les décisions d'attribution d'indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes relatives aux opérations de paie du personnel, aux indemnités de secours dans le cadre des œuvres sociales, aux frais de changement de résidence, et aux concessions de logements (mandats, ordres de reversement, ordres de paiement pour avances sur salaires, ordres de recettes, certificats administratifs).

\* M<sup>me</sup> Monique Molliex, chef du département de la formation, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, en qualité d'ordonnateur et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense et en recette d'un montant inférieur à 23 000 euros HT à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les ordres de missions et documents annexes (autorisation d'utilisation du véhicule personnel, certificat administratif, états de frais) concernant les déplacements effectués par les personnels de l'établissement dans le cadre de la formation professionnelle.

**Art. 3.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet



## CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

### Décision du 27 août 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination de M. Alain Seban en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 2 avril 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 octobre 2000 nommant M. Alfred Pacquement directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2006 nommant M. Bernard Stiegler, directeur du département du développement culturel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 2007 nommant M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 27 août 2007 ;

Vu les décisions du président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou en date :

- du 17 décembre 2003 modifiée portant organisation des services du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;
- du 1<sup>er</sup> avril 2004 nommant M<sup>me</sup> Sabine Fourcade directrice des ressources humaines ;
- du 1<sup>er</sup> avril 2004 nommant M<sup>me</sup> Sylvie Perras administratrice du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle à compter du 1<sup>er</sup> juin 2004 ;
- du 1<sup>er</sup> avril 2004 nommant M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac directrice de la production ;
- du 21 juin 2004 nommant M. Olivier Bielecki directeur des systèmes d'information à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 ;
- du 1<sup>er</sup> octobre 2004 nommant M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier directrice du bâtiment et de la sécurité ;
- du 18 mars 2005 nommant M<sup>me</sup> Nicole da Costa directrice juridique et financière à compter du 14 mars 2005 ;

- du 22 mars 2005 nommant M<sup>me</sup> Annie Perez directrice des éditions ;
- du 22 juin 2005 nommant M. Vincent Poussou directeur de l'action éducative et des publics à compter du 20 juin 2005 ;
- du 15 décembre 2005 nommant M<sup>me</sup> Kara Lennon chargée de mission auprès du président pour les relations internationales à compter du 12 décembre 2005 ;
- du 19 juillet 2007 nommant M. Laurent Glépin directeur de la communication à compter du 21 mai 2007 ;
- du 2 juillet 2007 nommant M. Pierre-Olivier Costa chef de cabinet du président à compter du 2 juillet 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Seban, président, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 8 du décret du 24 décembre 1992 susvisé et entrant dans le cadre de ses compétences.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Nicole da Costa, directrice juridique et financière, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 90 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 90 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats et conventions ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nicole da Costa, directrice juridique et financière, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Rossi-Legouët, chef du service des marchés, adjointe à la directrice juridique et financière et à M<sup>me</sup> Laure Rolland, chef de service des affaires financières, à

l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes pièces à l'exception des ordres de mission et des décisions de tarifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M<sup>me</sup> Nicole da Costa, directrice juridique et financière, de M<sup>me</sup> Catherine Rossi-Legouët, chef du service des marchés et de M<sup>me</sup> Laure Rolland, chef du service des affaires financières, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Philippe, responsable de pôle de gestion, adjoint au chef de service des affaires financières, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nicole da Costa, directrice juridique et financière, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-Christine Alvès-Condé, chef du service juridique, à l'effet de signer :

- les copies certifiées conformes des contrats et conventions.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nicole da Costa, directrice juridique et financière, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-Christine Alvès-Condé, chef du service juridique, à M<sup>me</sup> Paule Mathonnat, chef du services des études et du contrôle de gestion, à M. Henry de Langle, chef du service des archives, et à M<sup>me</sup> Marie-José Roumégoux, attachée de gestion au pôle de gestion, à l'effet de signer dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Alfred Pacquement, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;

- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats d'acquisition ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alfred Pacquement, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Raphaële Bianchi, responsable de la gestion administrative et financière du département, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, de M<sup>me</sup> Raphaële Bianchi, responsable de gestion administrative et financière du département, délégation de signature est donnée à M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Chantal Lachkar, adjointe du chef de service, responsable du secteur des imprimés, à l'effet de signer dans les mêmes limites, les mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Sylvie Perras, administratrice du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, de M<sup>me</sup> Raphaële Bianchi, responsable de

la gestion administrative et financière du département, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, attachée principale, responsable de gestion au MNAM-CCI, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Bernard Stiegler, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Stiegler, directeur du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à M. Vincent Puig, directeur adjoint, à M. Roger Rotmann, directeur adjoint et à M<sup>me</sup> Josette Guilbert, administratrice du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Stiegler, directeur du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marianne Alphant, chef du service des revues parlées, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, à M<sup>me</sup> Sylvie Pras, chef du service des cinémas, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de

signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du département du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Delphine Reffait, chef du service administration et finances, adjointe à la directrice de la production, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces à l'exception des ordres de service, des ordres de mission et des copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Delphine Reffait, chef du service administration et finances, adjointe à la directrice de la production, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;

et pour le seul service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Anne Baylac-Martres, chef du service audiovisuel, à M<sup>me</sup> Annie Boucher, chef du service de la régie des œuvres, à M<sup>me</sup> Catherine Duruel, chef du service des collections, à M<sup>me</sup> Katia Lafitte, chef du service architecture et réalisations muséographiques, à M. Hugues Fournier-Montgieux, chef du service de la régie des salles, à M. Jesus Perez, chef du service des ateliers et moyens techniques, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 6.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité,

délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Occansey, chef de service du bâtiment, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Patrick Heslot, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

Délégation de signature est donnée à M. Bernard Espinasse, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Patrick Lextra, adjoint au chef de service du bâtiment et de la sécurité, responsable du pôle logistique d'aménagement, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité les attestations de service fait.

**Art. 7.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Vincent Poussou, directeur de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Poussou, directeur de l'action éducative et des publics, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Cléa Richon, chef de service de l'accueil du public, adjointe au directeur de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Vincent Poussou, directeur de l'action éducative et des publics et de M<sup>me</sup> Cléa Richon, chef du service de l'accueil du public, adjointe au directeur de l'action éducative et des publics, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Bakta Thirode, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Poussou, directeur de l'action éducative et des publics, délégation de signature est donnée à M. Patrice Chazottes, chef du service de la programmation jeune public, à M<sup>me</sup> Marie-Claude Rouhète, chef du service éducatif, à M<sup>me</sup> Jocelyne Augier, chef du service des relations avec le public, à M<sup>me</sup> Josée Chapelle, chef du service de l'information du public, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 8.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Annie Pérez, directrice des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;

- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Annie Pérez, directrice des éditions, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Nicole Parmentier, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Annie Pérez, directrice des éditions, délégation de signature est donnée à M. Matthias Battestini, responsable des contrats de coédition et des recettes, chargé de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Annie Pérez, directrice des éditions, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Françoise Marquet, chef du pôle éditorial, à M. Benoît Collier, responsable du pôle commercial, à M<sup>me</sup> Josiane Peperty, responsable du pôle ventes et stocks, à M<sup>me</sup> Claudine Guillon, responsable des droits d'auteur et de l'iconographie, à M<sup>me</sup> Bernadette Borel et à MM. Jacky Pouplard, Patrice Henry et Martial Lhuillery, chefs du pôle de fabrication, à M. François Quéré, responsable éditorial du site Internet, à M<sup>me</sup> Françoise Bertaux, chargée d'édition, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 9.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Laurent Glépin, directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;

- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Glépin, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Martinez, adjoint au directeur, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Laurent Glépin, directeur de la communication, et de M. Emmanuel Martinez, adjoint au directeur, délégation de signature est donnée à M. Yann Breheret, responsable de gestion administrative et financière, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

**Art. 10.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Claire Chebab, chef du service du personnel, adjointe à la directrice des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés,

contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 11.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Olivier Bielecki, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Bielecki, directeur des systèmes d'information, délégation de signature est donnée à M. Huynh Thien Trieu, chef du service de l'exploitation et des réseaux, adjoint au directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

**Art. 12.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Pierre-Olivier Costa, chef de cabinet du président, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs,
- les attestations de service fait.

**Art. 13.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Kara Lennon, directrice auprès du président pour le développement extérieur, à l'effet de signer pour les activités qui la concernent :

- les attestations de service fait.

**Art. 14.** - La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation de signature antérieures et prend effet à compter du 27 août 2007.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

**Décision n° 0248-N du 27 août 2007 désignant le pouvoir adjudicateur et portant délégation de signature pour les marchés conclus par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou modifiée ;

Vu le Code des marchés publics et notamment ses articles 2, 5 et 11 ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié, portant statut et organisation Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret du 29 mars 2007 nommant M. Alain Seban président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu l'arrêté de la ministre de la Culture et de la Communication en date du 1<sup>er</sup> août 2007, nommant M<sup>me</sup> Agnès Saal directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu la délibération n° 5 du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou du 27 mai 2004 modifiée, portant sur les conditions générales de passation des marchés publics conclus par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou et la commission d'appel d'offres,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour tous les marchés conclus par l'établissement public.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, M<sup>me</sup> Nicole Da Costa, directrice juridique et financière et M<sup>me</sup> Catherine Rossi-Legouët, adjointe à la directrice juridique et financière et chef du service des marchés, représentent le pouvoir adjudicateur et reçoivent délégation de signature pour tous les marchés conclus par l'établissement public d'un montant inférieur à 90 000 euros HT.

**Art. 2.** - M. Alfred Pacquement, directeur du département du Musée national d'art moderne-centre de création industrielle, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par son département et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 3.** - M. Bernard Stiegler, directeur du département du développement culturel, représente le

pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par son département et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 4.** - M<sup>me</sup> Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 5.** - M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 6.** - M. Vincent Poussou, directeur de l'action éducative et des publics, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 7.** - M<sup>me</sup> Annie Perez, directrice des éditions, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 8.** - M. Laurent Glépin, directeur de la communication, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 9.** - M<sup>me</sup> Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

**Art. 10.** - M. Olivier Bielecki, directeur des systèmes d'information, représente le pouvoir adjudicateur et reçoit délégation de signature pour les marchés d'un montant inférieur à 15 000 euros HT conclus par les services de sa direction et dans la limite des crédits placés sous son autorité.

Cette décision annule et remplace, à compter du 27 août 2007, les décisions précédemment prises.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

### Décision n° 0249-N du 27 août 2007 portant délégation à la commission d'appel d'offres.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou modifiée ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié, portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le Code des marchés publics ;

Vu le décret du 29 mars 2007 nommant M. Alain Seban président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu la délibération n° 5 du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou du 27 mai 2004 modifiée, portant sur les conditions générales de passation des marchés publics conclus par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou et la commission d'appel d'offres,

Vu l'arrêté de la ministre de la Culture et de la Communication en date du 1<sup>er</sup> août 2007, nommant M<sup>me</sup> Agnès Saal directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale pour présider la commission d'appel d'offres.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Nicole Da Costa, directrice juridique et financière et à M<sup>me</sup> Catherine Rossi-Legouët, adjointe à la directrice juridique et financière et chef du service des marchés, pour présider la commission d'appel d'offres.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nicole Da Costa, directrice juridique et financière et de M<sup>me</sup> Catherine Rossi-Legouët, adjointe à la directrice juridique et financière et chef du service des marchés, délégation est donnée à M<sup>mes</sup> Karine Aubreton et Béatrice Lavalard pour procéder à l'ouverture des offres et des candidatures.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>mes</sup> Catherine Rossi-Legouët, Karine Aubreton et Béatrice Lavalard, délégation est donnée à M<sup>lle</sup> Blandine Gaillard ainsi qu'à MM. Philippe Braouezec et Yannick Justin pour procéder à ces opérations pour tout marché d'un montant estimé inférieur à 90 000 euros HT.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

### Décision du 26 novembre 2007 portant avenant n° 1 à la décision du 27 août 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 27 août 2007 portant délégation de signature ;
- du 14 novembre 2007 nommant M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines et délégué à la stratégie à compter du 14 novembre 2007,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 10 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
  - les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
  - les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
  - les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
  - les actes relatifs à la formation du personnel ;
- et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :
- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
  - les attestations de service fait ;
  - les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Claire Chebab, chef du service du personnel, adjointe au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :



- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs. ».

**Art. 2.** - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 14 novembre 2007.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

**Décision n° 0021-N du 8 janvier 2008 portant délégation à la commission d'appel d'offres.**

La directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou modifiée ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié, portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le Code des marchés publics ;

Vu la délibération n° 5 du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou du 27 mai 2004 modifiée par la délibération n° 8 du 26 mai 2005, portant sur les conditions générales de passation des marchés publics conclus par le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou et la commission d'appel d'offres ;

Vu l'arrêté de la ministre de la Culture et de la Communication en date du 1<sup>er</sup> août 2007, nommant M<sup>me</sup> Agnès Saal directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation est donnée à M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Cendron, délégation est donnée à M<sup>lle</sup> Laure Rolland, chef du service des affaires financières, pour présider la commission d'appel d'offres.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines et de M<sup>lle</sup> Laure Rolland, chef du service des affaires financières, délégation est donnée à

M<sup>mes</sup> Karine Aubreton et Béatrice Lavalard pour procéder à l'ouverture des offres et des candidatures.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>mes</sup> Karine Aubreton et Béatrice Lavalard, délégation est donnée à M<sup>lle</sup> Blandine Gaillard ainsi qu'à MM. Philippe Braouezec et Yannick Justin pour procéder à ces opérations pour tout marché d'un montant estimé inférieur à 90 000 euros HT.

La directrice générale du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Agnès Saal

**Décision du 13 février 2008 portant avenant n° 2 à la décision du 27 août 2007 portant délégation de signature.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les décisions :

- du 27 août 2007 portant délégation de signature ;
- du 17 décembre 2007 nommant M. Louis Corno, chef de service sécurité à la direction du bâtiment et de la sécurité à compter du 14 novembre 2007 ;
- du 1<sup>er</sup> février 2008 nommant M<sup>me</sup> Laurence Boutin-Veloso, chef de service du développement social et de la formation, adjointe au directeur des ressources humaines à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'alinéa 5 de l'article 6 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Louis Corno, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait. ».

**Art. 2.** - L'alinéa 2 de l'article 10 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Cendron, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Laurence Boutin-Veloso, chef de service du développement social et de la formation, adjointe au directeur des ressources humaines à compter du

1<sup>er</sup> janvier 2008, à M<sup>me</sup> Claire Chebab, chef du service du personnel, adjointe au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces. ».

**Art. 3.** - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 14 novembre 2007 en ce qui concerne M. Louis Corno et du 1<sup>er</sup> janvier 2008 en ce qui concerne M<sup>me</sup> Laurence Veloso.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

## INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES

**Décision n° 2008-DG/08/001 du 22 janvier 2008 portant délégation de signature aux directeurs et chefs de service du siège et aux directeurs interrégionaux et à leurs adjoints de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).**

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

### Titre I - Directions et services du siège

#### **Section I - Direction scientifique et technique**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les

mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction scientifique et technique ;

- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole ;

- les états de frais et les demandes de remboursements de frais des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur scientifique et technique ainsi que des membres du conseil scientifique ;

- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, la directrice générale ou le directeur scientifique et technique à se déplacer dans le cadre des activités scientifiques et techniques de l'institut.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal Depaepe, directeur scientifique et technique, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Anne Augereau, directrice scientifique et technique adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

#### **Section II - Direction de l'administration et des finances**

**Art. 3.** - Délégation est donnée à M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'institut énumérées aux paragraphes 3°, 5°, 6°, 7° et 8°, ainsi qu'au dernier alinéa de l'article 13 du décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 susvisé.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, délégation est donnée à M. Philippe Merrichelli, directeur de l'administration et des finances adjoint et chef du service des marchés publics, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 3 ci-dessus.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances et de M. Philippe Merrichelli, directeur de l'administration et des finances adjoint et chef du service des marchés publics, délégation est donnée à

M<sup>me</sup> Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 3 ci-dessus.

**Art. 6.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M<sup>me</sup> Sandrine Leboisselier, chef du service de l'exécution budgétaire, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en recette et en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

**Art. 7.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M<sup>me</sup> Magalie Morlat-Martos, chef du service des affaires générales et immobilières, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

### **Section III - Direction des ressources humaines**

**Art. 8.** - Délégation est donnée à M. François Gautron, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les contrats de recrutement des agents de l'institut y compris ceux des agents hors filières et catégories ;
- les décisions relatives à la conclusion, la modification et la rupture des contrats de recrutement ;
- les décisions relatives aux événements de carrière et à l'affectation des agents ;
- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux ;
- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'institut et les conventions correspondantes avec

les organismes de formation ;

- les conventions de mise à disposition des agents de l'institut telles que définies à l'article 25 du décret du 2 avril 2002 susvisé, ainsi que les conventions de détachement et de mise à disposition concernant des personnels extérieurs accueillis par l'institut ;
- les décisions d'attribution de secours individuels ;
- les décisions relatives aux prestations sociales ;
- les actes relatifs à la prévention (hygiène et sécurité, et médecin du travail) ;
- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel.

**Art. 9.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. Philippe Berthier, directeur adjoint des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 8 ci-dessus.

### **Section IV - Direction du développement culturel et de la communication**

**Art. 10.** - Délégation est donnée à M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction du développement culturel et de la communication ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur du développement culturel et de la communication, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents ;
- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, la directrice générale ou le directeur du développement culturel et de la communication à se déplacer dans le cadre des activités de valorisation et de communication de l'institut ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance nationale, ainsi que les autorisations relatives à l'utilisation de photographies ou films dont l'institut est titulaire des droits ;

- les contrats portant cession de droits d'auteur au profit de l'institut, pour tout montant ;
- les conventions et contrats de coproduction audiovisuelle qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT ;
- les conventions et contrats de coédition scientifique et grand public qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 euros HT.

**Art. 11.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Martine Volf, directrice adjointe du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 10 ci-dessus.

### **Section v - Direction des systèmes d'information**

**Art. 12.** - Délégation est donnée à M. Bernard Pinglier, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction des systèmes d'information ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des systèmes d'information, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursements de frais de ces agents.

### **Section VI - Service des affaires juridiques**

**Art. 13.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Isabelle Bignon, chef du service des affaires juridiques, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) ;
- les copies certifiées conformes.

### **Titre II - Direction interrégionale Centre - Île-de-France**

**Art. 14.** - Délégation est donnée à M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Centre - Île-de-France en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Centre - Île-de-France en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Centre - Île-de-France ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 15.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France, délégation est donnée à M. Gilles Martin et à M<sup>me</sup> Martine Petitjean, tous deux adjoints administrateurs auprès du directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 14.

**Art. 16.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France, à M. Olivier Blin, à M. Raphaël de Filippo, à M. Hervé Guy, à M. Thierry Massat et à M<sup>me</sup> Antoinette Navecht-Domin, tous les cinq adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Centre - Île-de-France, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;

- les procès-verbaux de fin de chantier.

### **Titre III - Direction interrégionale Nord-Picardie**

**Art. 17.** - Délégation est donnée à M. Marc Talon, directeur de l'interrégion Nord-Picardie, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de

l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Nord-Picardie en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Nord-Picardie en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Nord-Picardie ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de

chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 18.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Talon, directeur de l'interrégion Nord-Picardie, délégation est donnée à M. Stéphane Genete, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 17.

**Art. 19.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Talon, directeur de l'interrégion Nord-Picardie et de M. Stéphane Genete, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, délégation est donnée à M. Laurent Sauvage, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 17.

**Art. 20.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Talon, directeur de l'interrégion Nord-Picardie, de M. Stéphane Genete, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie et de M. Laurent Sauvage, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, délégation est donnée à M. Richard Rougier, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 17.

#### **Titre IV - Direction interrégionale Grand-Ouest**

**Art. 21.** - Délégation est donnée à M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Ouest ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service

temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 22.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 21.

**Art. 23.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Michel Baillieu et à M<sup>me</sup> Sylvie Barbier tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Ouest en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;
- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Ouest ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion.

**Art. 24.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilbert Aguesse, directeur de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Jean-Yves Langlois à compter du 1<sup>er</sup> février 2008 et à M<sup>me</sup> Sylvie Pluton-Kliesch à compter du 1<sup>er</sup> juin 2008 tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

#### **Titre v – Direction interrégionale Rhône-Alpes - Auvergne**

**Art. 25.** - Délégation est donnée à M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs

d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Rhône-Alpes - Auvergne en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Rhône-Alpes - Auvergne en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Rhône-Alpes - Auvergne ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursements hebdomadaires de frais, les ordres de services permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 26.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Claudine Huboud-Péron, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 25.

**Art. 27.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, et de M<sup>me</sup> Claudine Huboud-Péron, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Magali Rolland et à M. Gérard Vernet, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 25.

**Art. 28.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, et de M<sup>me</sup> Claudine Huboud-Péron, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne et de M<sup>me</sup> Magali Rolland, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, délégation est donnée à M. Pierre Jacquet, chargé d'une mission de suppléance temporaire d'adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, à l'effet de signer jusqu'au terme de sa mission, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 25.

## **Titre VI - Direction interrégionale Méditerranée**

**Art. 29.** - Délégation est donnée à M. François Souq, directeur de l'interrégion Méditerranée, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les



conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Méditerranée en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Méditerranée en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Méditerranée ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 30.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Souq, directeur de l'interrégion Méditerranée, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Patricia Pons, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Méditerranée, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 29.

**Art. 31.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Souq, directeur de l'interrégion Méditerranée, et de M<sup>me</sup> Patricia Pons, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Méditerranée, délégation est donnée à M. Marc Célié, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Méditerranée, à l'effet de signer au nom du directeur de l'interrégion Méditerranée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 29.

**Art. 32.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Souq, directeur de l'interrégion Méditerranée, de M<sup>me</sup> Patricia Pons, adjoint administrateur, et de M. Marc Célié, adjoint scientifique et technique auprès de directeur de l'interrégion Méditerranée, délégation est donnée à M. Roger Boiron et à M. Hervé Petitot, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Méditerranée, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ;

qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leurs compétences respectives.

#### **Titre VII - Direction interrégionale Grand-Sud-Ouest**

**Art. 33.** - Délégation est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Thooris, directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions

prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Sud-Ouest en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Sud-Ouest en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Sud-Ouest ;

- les ordres de mission relatifs à un déplacement en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer des agents de l'institut et des responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 34.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Thooris, directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation est donnée à M. Patrick Bretagne, adjoint administrateur auprès de la directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer,

dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 33.

**Art. 35.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Thooris, directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest et de M. Patrick Bretagne, adjoint administrateur auprès de la directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation est donnée à M. Jean-Charles Arramond, à M<sup>me</sup> Sylvie Jérémie, à M. Luc Detrain, et à M. Vincent Lhomme à compter du 1<sup>er</sup> février 2008, tous quatre adjoints scientifiques et techniques auprès de la directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ;

qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leurs compétences respectives.

### **Titre VIII - Direction interrégionale Grand-Est-Nord**

**Art. 36.** - Délégation est donnée à M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Est-Nord en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Est-Nord en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Est-Nord ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 37.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Carla Prisciandaro, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, à l'effet de signer au nom du directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 36.

**Art. 38.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord et de M<sup>me</sup> Carla Prisciandaro, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion

Grand-Est-Nord, délégation est donnée à M. Laurent Gebus et à M. Alain Koehler, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, les actes suivants :

- les projets d'opération dont le budget associé est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;

- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Est-Nord en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Est-Nord en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Est-Nord ;

- les ordres de mission temporaire, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut bénéficiant d'une résidence d'affectation dans l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 39.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand-Est-

Nord et de M<sup>me</sup> Carla Prisciandaro, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Agnès Balmelle, chargée d'une mission de suppléance temporaire d'adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Nord, à l'effet de signer jusqu'au terme de sa mission, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les projets d'opération dont le budget associé est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

#### **Titre IX - Direction interrégionale Grand-Est-Sud**

**Art. 40.** - Délégation est donnée à M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique dont commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Est-Sud en matière de terrassement et de cantonnement, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les actes d'engagement juridique dont contrats à l'exception des baux, et commandes ou marchés passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale Grand-Est-Sud en matière de travaux, fournitures et services autres que les terrassements et les cantonnements, d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, ainsi que les ordres de service, les décisions de poursuivre et tous les actes d'exécution afférents ;

- les bons de commande s'inscrivant dans le cadre de marchés publics fractionnés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale Grand-Est-Sud ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 41.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M. Philippe Pelgas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 40.

**Art. 42.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud et de M. Philippe Pelgas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M. Frédéric Seara, à M. Laurent Vaxelaire et à M. Éric Boës, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 40.

**Art. 43.** - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

**Décision n° 2008/DAF-035 du 25 janvier 2008 relative à la fixation des tarifs standards hors taxes des modules de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).**

La directrice générale,

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives et notamment ses articles 9-7° et 13-7° ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives relative aux modalités de tarifications des prestations et services rendus n° 2003SAJ/03/II-2/CA du 17 décembre 2003,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les tarifs standards hors taxes des modules en France métropolitaine sont fixés comme suit :

- Fouille en indien rural non stratifié 67 786,88 euros
- Topographie 1 578,44 euros
- Décapage archéologique 2 265,65 euros

**Art. 2.** - La décision n° 2008/DAF/015 est abrogée.

**Art. 3.** - La directrice générale de l'INRAP est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

**Décision n° 2008/DAF-036 du 25 janvier 2008 relative à la fixation des tarifs standards hors taxes des prestations et services rendus de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).**

La directrice générale,

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives et notamment ses articles 9-7° et 13-7° ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives relative aux modalités de tarifications des prestations et services rendus n° 2003-SAJ/03/II-2/CA du 17 décembre 2003,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les tarifs standards hors taxes des prestations en France métropolitaine sont fixés comme suit :

- Responsable d'opération 402,66 euros
- Responsable de secteur 354,34 euros
- Technicien 311,39 euros
- Technicien spécialisé 338,24 euros
- Spécialiste 402,66 euros
- Topographe 365,08 euros

**Art. 2.** - Les tarifs standards hors taxes des prestations en outre-mer sont fixés comme suit :

- Responsable d'opération 531,51 euros
- Responsable de secteur 467,09 euros
- Technicien 413,40 euros
- Technicien spécialisé 445,61 euros
- Spécialiste 531,51 euros
- Topographe 483,19 euros

**Art. 3.** - La décision n° 2008/DAF/016 est abrogée.

**Art. 4.** - La directrice générale de l'INRAP est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

**Décision n° 2008/DAF-037 du 29 janvier 2008 portant création et organisation de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par l'Institut national de recherches archéologiques préventives.**

La directrice générale,

Vu le Code des marchés publics et notamment ses articles 21 et 25 ;

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1, L. 523-2 et L. 523-3 ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 13 ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'INRAP ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives n° 2006-SAJ/06/I-6/CA en date du 3 octobre 2006 relative aux conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est créée au sein de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, conformément aux dispositions de l'article 21 du Code des marchés publics, une commission d'appel d'offres à caractère permanent pour l'ensemble des marchés publics et accords-cadres passés par l'Institut.

**Art. 2.** - La composition de la commission d'appel d'offres est fixée comme suit :

a) Membres avec voix délibérative :

- la directrice générale ou son représentant, qui en assure la présidence ;
- le directeur de l'administration et des finances ou son représentant ;
- le(s) responsable(s) du service concerné par le projet de marché désigné(s) par le président ou son représentant s'il n'est pas le directeur de l'administration et des finances ;

b) Membres avec voix consultatives :

- le représentant de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
- le chef du département du contrôle budgétaire ou son représentant ;
- l'agent comptable de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou son représentant ;
- toute personne désignée par le président (dans la limite de deux personnes) en raison de sa compétence

dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

**Art. 3.** - La commission se réunit sur convocation de son président ou de son représentant dans les conditions prévues à l'article 25 du Code des marchés publics.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service des marchés publics lequel rédige les procès-verbaux de séance.

**Art. 4.** - La commission ne peut valablement siéger en l'absence de son président ou de son représentant.

En cas de partage égal des voix des membres ayant voix délibérative, le président ou son représentant a voix prépondérante.

**Art. 5.** - Il appartient à la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, d'établir en tant que de besoin et dans la forme qu'il conviendra toutes règles complémentaires de fonctionnement.

**Art. 6.** - La décision n° 2005-SMP/05/01/D en date du 7 janvier 2005 portant création et composition de la commission d'appel d'offres de l'INRAP est abrogée.

**Art. 7.** - La directrice générale de l'INRAP est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'Institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

## MUSÉE DU LOUVRE

**Décision n° DFJ/2008/01 du 1<sup>er</sup> février 2008 abrogeant la décision instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.**

Le président-directeur,

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963, et notamment son article 60 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique, et notamment les articles 18, 166 et 173 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1992 relatif aux conditions dans lesquelles les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et des régies de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié fixant le taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 1997 modifié relatif au montant par opération des dépenses d'intervention et subventions payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'instruction codificatrice n° 05-042-M9-R du 30 septembre 2005 sur les régies de recettes et d'avances des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu la décision n° DFJ/2007/11 instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La décision instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie est abrogée à compter du 31 décembre 2007.

**Art. 2.** - L'administrateur général, sous l'autorité duquel est placé le régisseur, et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Visa de l'agent comptable :  
Louis Pacaud

Visa du contrôleur général économique et financier :  
André Mollo

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

**Décision n° DFJ/2008/02 du 1<sup>er</sup> février 2008 abrogeant la décision nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.**

Le président-directeur,

Vu la décision n° DFJ/2007/11 portant institution d'une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie ;

Vu la décision n° DFJ/2008/01 abrogeant la décision instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie ;

Vu la décision n° DFJ/2007/12 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La décision n° DFJ/2007/12 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie est abrogée à compter du 31 décembre 2007.

**Art. 2.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Visa de l'agent comptable :  
Louis Pacaud

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

**Décision n° DFJ/2008/03 du 21 février 2008 portant modification de la décision n° DFJ/2007/16 portant délégation de signature.**

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant nouveau Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJ/2007/16 du 21 décembre 2007 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 2 de la décision n° DFJ/2007/16 du 21 décembre 2007 portant délégation de signature est modifié comme suit :

« Délégation est donnée à M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint en charge des grands projets, à l'effet de signer au nom du président-directeur :

- tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour le point 9, pour les directions, services et délégations sur lesquels il a autorité, à l'exception des compétences relevant du choix de l'attributaire, de la signature et de la notification du marché lorsque le montant de l'acte d'achat excède 90 000 euros HT ;  
- en cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur et de M. Didier Selles, tous actes et décisions afférents aux attributions du président-directeur de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé à l'exception des points 3 et 8 ».

**Art. 2.** - À l'article 14, il convient de remplacer « M<sup>me</sup> Anne-Louise Cavillon, chef du service administratif et financier par intérim » par « M<sup>me</sup> Anne-Louise Cavillon, chef du service administratif et financier ».

Au même article, il est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Anne-Louise Cavillon, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée M<sup>me</sup> Éva Duret, adjointe au chef du service administratif et financier. ».

**Art. 3.** - L'article 31 est supprimé et remplacé par :  
« Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 30 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Marc Terrasse, à M<sup>me</sup> Clémentine Aubry, chef du service administratif et financier ».

**Art. 4.** - À l'article 47, il convient de remplacer « M. Jean-Luc Martinez, conservateur général du patrimoine » par « M. Jean-Luc Martinez, conservateur en chef du patrimoine ».

L'alinéa 2 de l'article 47 est supprimé et remplacé par :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc Martinez, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Descamps, à M<sup>me</sup> Françoise Gaultier, à M<sup>me</sup> Martine Denoyelle, à M<sup>me</sup> Anne Coulié, conservatrices en chef du patrimoine ».

**Art. 5.** - Les autres articles de la décision n° DFJ/2007/16 portant délégation de signature demeurent inchangés.

**Art. 6.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

## MUSÉE D'ORSAY

### Décision n° 2008-001 du 4 janvier 2008 portant délégation de signature.

Le président de l'établissement public du musée d'Orsay,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée d'Orsay, et notamment ses articles 22 et 23 ;

Vu le décret du 5 juillet 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu la décision n° 2004-13 du 10 février 2004 portant organisation des services l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 août 2005 nommant M. Thierry Gausseron, administrateur général de l'établissement public du musée d'Orsay,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Thierry Gausseron, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du



président, énumérées à l'article 22 du décret n° 2003-1300 susvisé.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Gausseron, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Cocaul, administrateur général adjoint, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions à l'exception des engagements juridiques de dépense supérieurs à 150 000 euros HT.

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Isabelle Julia, directrice du musée national Hébert et à M. Emmanuel Cocaul, secrétaire général, à l'effet de signer tous actes, décisions, dans les limites de leurs attributions et des crédits placés sous leur responsabilité.

**Art. 4.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Céline Léger-Danion, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, ordres de recette, ordres de reversement ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original ;
- les états de frais de déplacement.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Céline Léger-Danion, chef du département administratif et financier, délégation de signature est donnée à M. Jean-Jacques Schmitt, responsable du secteur des affaires financières, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, ordres de recette, ordres de reversement ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;

- les copies certifiées conformes à l'original ;
- les états de frais de déplacement.

**Art. 6.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Mény-Horn, responsable du secteur des affaires juridiques et des marchés publics, à l'effet de signer les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M<sup>me</sup> Céline Léger-Danion, chef du département administratif et financier et de M. Jean-Jacques Schmitt, responsable du secteur des affaires financières, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Anne Mény-Horn, responsable du secteur des affaires juridiques, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, ordres de recette, ordres de reversement ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original ;
- les états de frais de déplacement.

**Art. 7.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, ordres de recette, ordres de reversement ;
- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états de heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Chantal Loisse, responsable du secteur de la formation, à M<sup>me</sup> Véronique Ducarne, responsable du secteur de la gestion du personnel, et M. Philippe Pred'homme, responsable de la gestion du personnel et des applications informatiques, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 8.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel Cocaül, administrateur général adjoint, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Bony, responsable de la logistique, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 9.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sylvie Julé, chef du département informatique, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sylvie Julé, chef du département informatique, délégation de signature est donnée à M. François Giraudier, responsable du secteur infrastructure et exploitation, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 10.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Millon, chef du département du bâtiment, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de « bon pour accord » sur les devis correspondant à la part à commande des marchés dont elle assure l'exécution, pour un montant maximum de 10 000 euros HT ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Catherine Millon, chef du département du bâtiment délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Virginia Fienga, adjointe du chef du département du bâtiment, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les attestations de « bon pour accord » sur les devis correspondant à la part à commande des marchés dont elle assure l'exécution, pour un montant maximum de 10 000 euros HT ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 11.** - Délégation de signature est donnée à M. Milan Dargent, chef du département accueil et surveillance, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement public auprès des autorités compétentes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Milan Dargent, chef du département accueil et surveillance, délégation de signature est donnée à M. Vincent Delacour, adjoint au chef du département accueil et surveillance à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement public auprès des autorités compétentes.

**Art. 12.** - Délégation de signature est donnée à M. Christian Lorta, chargé de mission sécurité, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les dépôts de plainte de l'établissement public auprès des autorités compétentes ;
- les notes de service relatives à la sécurité des personnes et des biens.

**Art. 13.** - Délégation de signature est donnée, à l'adjudant chef Gilles Villain, responsable du secteur prévention sécurité incendie, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'adjudant chef Gilles Villain, responsable du secteur prévention sécurité incendie, délégation de signature est donnée à l'adjudant Jérôme Fraisse, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 14.** - Délégation de signature est donnée à M. Philippe Gomas, chef du département exploitation et sécurité, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes.

**Art. 15.** - Délégation de signature est donnée à M. Marc Plocki, chef du service des publics, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Plocki, chef du service des publics, délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel Carré, responsable du secteur du développement, à M<sup>me</sup> José Gruber, responsable du secteur de la vente, M<sup>me</sup> Flora Lagneau, responsable du secteur de l'information et des visites, à M<sup>me</sup> Isabelle Levanti, régisseuse des recettes à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 16.** - Délégation de signature est donnée à M. Pierre Korzilius, chef du service de l'auditorium, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 17.** - Délégation de signature est donnée à M. Stéphane Guégan, chef du service culturel, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Guégan, chef du service culturel, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Annie Dufour, responsable du secteur des publications, M<sup>me</sup> Saskia Vernet responsable du secteur de la production audiovisuelle,

M<sup>me</sup> Françoise Le Coz, responsable du secteur de l'Internet et du multimédia, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Annie Dufour, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les bons pour accord sur les demandes de reproduction de droits photographiques inférieures à 500 euros.

**Art. 18.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Nicole Richy, chef du service de la communication, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 euros HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Nicole Richy, chef du service de la communication, délégation de signature est donnée à M. Baptiste Lavenne, à M<sup>me</sup> Amélie Hardvillier, responsable du secteur de la presse, à M<sup>me</sup> Anne Véron responsable du secteur des relations publiques, à l'effet de signer, dans la limite dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à M. Nacer Berri, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les autorisations de prises de vue photographique à but non lucratif.

**Art. 19.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Chevillot, responsable du secteur de la recherche, M<sup>me</sup> Stéphanie de Brabander et M<sup>me</sup> Doris Grunchech, responsables du secteur des expositions, M<sup>me</sup> Odile Michel, responsable du secteur des régies des œuvres, M. Antoine Tasso, responsable des ateliers des installateurs, M. Patrice Schmidt, responsable de l'atelier photographique à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions :

- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

**Art. 20.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Araxie Toutghalian, chargée de mission auprès du président, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 21.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décisions n° 2007-016.

Le président du musée d'Orsay,  
Serge Lemoine

**Décision n° 2008-14 du 29 février 2008 portant règlement de la documentation et de la bibliothèque de l'établissement public du musée d'Orsay.**

Le président,

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée d'Orsay et notamment ses articles 2 alinéa 9 et 22 ;

Vu le décret du 5 juillet 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay ;  
Attendu qu'il convient d'assurer la tranquillité des personnes et des biens dans les salles de lecture de la

documentation et de la bibliothèque de l'établissement public du musée d'Orsay,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>. - Accès et circulation**

Le présent règlement est applicable à toute personne fréquentant les salles de lecture de la documentation et de la bibliothèque.

Les lecteurs sont tenus de se conformer aux dispositions du présent règlement ainsi qu'aux instructions ou injonctions qui leurs sont données par le personnel de l'établissement.

**1.1. Jours et heures d'ouverture**

Les salles de lecture sont ouvertes du lundi au vendredi de 14h à 17h30.

Les salles de lecture sont fermées les jours fériés ou chômés officiels.

**1.2. Conditions d'accès**

Accès immédiat :

Les lecteurs bénéficient pour certaines catégories de professionnels, d'un accès immédiat : ils doivent alors présenter une carte professionnelle ou une carte d'étudiant justifiant de leur qualité. Pour d'autre, l'accès est subordonné à l'obtention d'une autorisation écrite, dont les conditions d'obtention sont détaillées ci-dessous. Les catégories s'établissent ainsi :

Qualité	Documentation	Bibliothèque
Conservateurs, documentalistes, iconographes	immédiat	immédiat
Restaurateurs	immédiat	immédiat
Conférenciers, chargés de mission du ministère de la Culture	immédiat	immédiat
Enseignants des universités	immédiat	immédiat
Journalistes	immédiat	sur autorisation
Personnels des galeries d'art, commissaires priseurs, experts	immédiat	sur autorisation
Étudiants à partir du Master I	immédiat	immédiat
Élèves de l'INP	immédiat	immédiat
Descendants d'artistes	immédiat	immédiat
Autres chercheurs	sur autorisation	sur autorisation

L'entrée à la bibliothèque et au centre de documentation est gratuite.

#### Accès avec autorisation préalable :

Les chercheurs qui n'entrent pas dans les catégories jouissant d'un accès immédiat doivent adresser une demande écrite et motivée au service de la recherche, de la documentation et de la bibliothèque.

Les autorisations d'accès sont accordées spécifiquement soit pour la bibliothèque, soit pour la documentation, et pour une durée limitée.

### **1.3 Contrôle des accès et des circulations**

L'accès à la bibliothèque ou au centre de documentation, ou à certaines sources peut être limité temporairement, en cas de saturation, pour des raisons de sécurité ou de confort des usagers, ou encore pour préserver la qualité des prestations offertes.

#### Objets et accès interdits :

L'accès à la bibliothèque ou au centre de documentation n'est pas autorisé aux visiteurs porteurs d'objets encombrants ou valises.

Il est également interdit d'introduire dans la bibliothèque :

- toute nourriture, boissons, alcools en substances illicites, explosives ou inflammables,
- toutes armes et munitions.

Les animaux ne sont pas admis dans les locaux.

Les personnes en état d'ébriété ou celles dont l'hygiène ou le comportement sont susceptibles d'occasionner une gêne pour les usagers ou pour le personnel ne sont pas autorisées à accéder à la bibliothèque ou au centre de documentation.

#### Passage par le hall d'entrée place Henry-de-Montherlant

Entrée : Les usagers doivent se présenter au bureau d'accueil et s'annoncer par téléphone au documentaliste de permanence. Ils sont invités à remettre une pièce d'identité et doivent impérativement déposer dans l'une des consignes situées dans le hall :

- leurs sacs,
- les dossiers et chemises,
- les housses d'ordinateurs.

Il leur est remis :

- un badge,
- un formulaire d'accès à remplir et conserver jusqu'à la sortie,

- un sac en plastique destiné aux documents volants indispensable à leur recherche, leur porte-monnaie (photocopieuse à pièces à leur disposition) et leur ordinateur portable déhousé,
- un jeton de consigne.

Sortie : les usagers récupèrent leurs affaires dans la consigne, puis remettent au bureau d'accueil : le badge, le formulaire d'accès visé par le bibliothécaire ou le documentaliste, le jeton de consigne et le sac en plastique. Leur pièce d'identité leur est alors restituée.

#### À la documentation

Les usagers doivent, à chaque consultation, présenter au documentaliste de permanence leur carte professionnelle, leur carte d'étudiant ou leur lettre d'autorisation ainsi que le formulaire d'accès rempli. Ils sont invités à inscrire sur le registre des visiteurs leur nom, leur adresse professionnelle ou permanente et l'objet de leur consultation.

Un « fantôme » - carton numéroté de grand format - leur est confié, il doit être mis à l'emplacement de la boîte consultée.

Sortie : Les usagers doivent remettre leur « fantôme » et faire contrôler tous leurs documents. Leur formulaire d'accès est visé après ces formalités.

#### À la bibliothèque

Les usagers doivent, à chaque consultation, présenter au bibliothécaire de permanence leur carte professionnelle, leur carte d'étudiant ou leur lettre d'autorisation ainsi que le formulaire d'accès rempli. Ils sont invités à inscrire sur le registre des visiteurs leur nom, leur adresse professionnelle ou permanente et l'objet de leur consultation.

Sortie : Les usagers sont invités à remettre les ouvrages et à faire contrôler tous leurs documents au bureau d'accueil de la bibliothèque. Leur formulaire d'accès est visé après ces formalités.

### **Art. 2. - Consultation et communication des documents**

Aucun prêt de document n'est autorisé, sauf autorisation écrite pour des cas exceptionnels (prêts aux expositions, etc.).

#### Documentation

La documentation générale est en accès libre, sous réserve des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>.

#### Dossiers d'œuvres

Chaque œuvre du musée d'Orsay possède un dossier documentaire. Ces dossiers sont consultables sur

demande auprès du documentaliste de permanence et doivent être consultés sur une table réservée qui leur est indiquée par le personnel de la documentation.

#### Microformes

Les documents sur microfiches et microfilms sont consultables sur rendez-vous. Un inventaire est disponible à l'accueil de la documentation.

#### Bibliothèque

Les ouvrages sont demandés en communication auprès du bibliothécaire de permanence. Les cotes sont obtenues par consultation du catalogue informatisé. Trois ouvrages peuvent être communiqués à la fois. La consultation se fait exclusivement sur place.

La consultation de microformes ou de supports informatiques personnels sur les appareils mis à disposition n'est pas autorisée sauf sur dérogation accordée par la personne de permanence après demande motivée.

### **Art. 3. - Préservation, sûreté, respect des équipements**

#### Préservation des livres et documents

Les livres et documents doivent être traités avec le plus grand soin, consultés bien à plat sur les tables. Il est interdit de s'appuyer sur un document ou sur un livre.

Les documents ne doivent pas être déclassés. Il est interdit de marquer, surligner ou annoter les ouvrages, de les déchirer ou de les salir.

Il est interdit de fumer, de manger et de boire dans les salles de lecture et de consultation.

#### Sûreté

Il est strictement interdit de faire sortir des espaces de lecture et de consultation aucun document de quelque nature qu'il soit appartenant à la documentation ou à la bibliothèque.

#### Respect des équipements

Les locaux, le mobilier, les équipements doivent être respectés. Les appareils de lecture et les postes informatiques sont à manipuler avec le plus grand soin.

En cas de mauvais fonctionnement ou de problème d'ordre pratique, l'utilisateur doit s'abstenir de toute intervention et s'adresser au personnel de permanence.

### **Art. 4. - Reproduction, prise de vues et enregistrement**

#### Documentation

Le musée ne délivre pas de photographie des documents qui sont conservés à la documentation. Les usagers sont autorisés à faire des photocopies et à prendre des photographies de ces documents.

Conformément à l'article L. 122-5-2 du Code de la propriété intellectuelle, les reproductions effectuées sont strictement réservées à l'usage privé et non destinées à une utilisation collective ; elles restent soumises au respect de la législation en vigueur, et il appartient à l'utilisateur de s'enquérir et de s'acquitter auprès des auteurs ou éditeurs des droits y afférents.

Le musée décline toute responsabilité en cas d'utilisation abusive et de non respect du droit par les usagers.

Des tirages photographiques des œuvres du musée d'Orsay peuvent être obtenus auprès de l'agence photographique de la Réunion des musées nationaux, 10, rue de l'Abbaye, 75006 Paris, 01.40.13.48.00, <http://www.photo.rmn.fr>.

Les films, enregistrements, reportages, interviews, enquêtes sont soumis à une demande d'autorisation préalable.

#### Livres

Les usagers peuvent photocopier les documents, dans la limite de 30 % de la totalité de l'ouvrage et de 10 % pour les revues, à l'exclusion des livres de réserve, des ouvrages de plus de 33 cm (folio et grand folio), des revues et des livres antérieurs à 1940. Les photocopies des ouvrages doivent être faites exclusivement sur le bibliocopieur, pour préserver l'état des livres.

### **Art. 5. - Règles relatives à la tranquillité et à la sécurité des personnes**

La bibliothèque et la documentation sont des espaces publics soumis à une discipline particulière.

Afin de ne pas importuner ni incommoder les personnes, il est demandé aux usagers d'adopter un comportement discret et respectueux ; il est interdit d'utiliser tout appareil bruyant, notamment les téléphones portables et de parler à voix haute. Pour ne pas gêner le travail d'autrui, l'usage des micro-ordinateurs personnels doit être le plus discret possible, aussi les usagers sont invités à réduire le volume sonore de leur équipement.

Il est demandé à chacun de veiller à ses affaires personnelles. Le musée décline toute responsabilité en cas d'incident, de dommage ou de vol survenu aux biens personnels des usagers.

#### **Art. 6. Consignes de sécurité, objets trouvés**

Tout incident ou événement anormal doit être immédiatement signalé au personnel de la documentation ou de la bibliothèque. En cas d'accident ou de malaise, tout usager présent est tenu d'avertir le personnel du service.

En toute situation de nature à compromettre la sécurité des personnes et des biens, des dispositions d'alerte peuvent être prises, comportant notamment la fermeture totale ou partielle de l'établissement et le contrôle des sorties.

Si l'évacuation du bâtiment est rendue nécessaire, il y est procédé dans l'ordre et la discipline sous la conduite du personnel présent et des responsables d'évacuation conformément aux consignes reçues par ces derniers.

Les objets trouvés doivent être remis à un membre du personnel pour être déposés au bureau des objets trouvés du musée. Passé le délai d'un mois, ils seront remis au service central des objets trouvés de la préfecture de police (36, rue des Morillons, 75015 Paris).

#### **Art. 7. - Application du présent règlement**

##### Affichage

Ce règlement est affiché dans le hall d'accueil, ainsi que dans les espaces de la bibliothèque et du centre de documentation.

##### Sanctions

Toute infraction au présent règlement expose le contrevenant à l'exclusion de la bibliothèque et du centre de documentation et, le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

Toute tentative de vol, destruction, dégradation ou détérioration d'un objet mobilier ou immobilier de la bibliothèque est passible de sanctions pénales (articles 311-1 et suivants, articles 322-1 et 322-2 du Code pénal).

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du musée d'Orsay,  
Serge Lemoine

## **ÉCOLE DU LOUVRE**

### **Décision du 9 janvier 2008 portant délégation de signature.**

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 12 septembre 2002 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le recrutement de M<sup>me</sup> Stéphanie Guidoni, en remplacement de M. Jacques Ballu aux fonctions de secrétaire générale ;

Considérant le recrutement de M<sup>me</sup> Charlotte Lannoy-Muyard, en remplacement de M<sup>me</sup> Élisabeth Saillant aux fonctions de chargée des affaires juridiques, au sein du service juridique et financier ;

Considérant le recrutement de M. Harry Williot, en remplacement de M. Olivier Nony aux fonctions de chef du service informatique,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Claire Barbillon, directrice des études, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 1.

**Art. 2.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Stéphanie Guidoni, secrétaire générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 7.

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Stéphanie Guidoni, au chef du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées aux points 2 et 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Banel, chargée des affaires financières au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa 1 du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Charlotte Lannoy-Muyard, chargée des affaires juridiques au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 4.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Stéphanie Guidoni, à M<sup>me</sup> Mireille Schembri, chef du service des ressources humaines, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

**Art. 5.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Claire Barbillon, à M<sup>me</sup> Madeleine de Fuentes, chef du service de la bibliothèque, au chef du service de la scolarité, à M<sup>me</sup> Clarisse Duclos, chef

du service des auditeurs et de la formation continue, à M<sup>me</sup> Claire Merleau-Ponty, chef du service des échanges et programmes internationaux, à M. Patrick Violette, chef du service des éditions et des colloques, et à M. François Nemer, chef du service de la photothèque, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 6.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Stéphanie Guidoni, à M. Camille Houbart, chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité, et à M. Harry Williot, chef du service informatique à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 7.** - Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Meyrat, chargé de mission pour la communication auprès du directeur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 8.** - La secrétaire générale est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision en date du 2 janvier 2007.

Le directeur de l'École du Louvre,  
Philippe Durey



# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au *Journal officiel*

### JANVIER

#### J.O n° 2 du 3 janvier 2008

##### Affaires étrangères et européennes

Texte n° 12 Décret n° 2007-1947 du 31 décembre 2007 portant publication de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne dans le domaine de la culture et de l'éducation, signé à Paris le 22 novembre 2004.

##### Culture et communication

Texte n° 30 Arrêté du 19 décembre 2007 portant désignation des corps de fonctionnaires soumis aux dispositions du décret n° 2007-1365 du 17 septembre 2007 portant application de l'article 55 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Texte n° 31 Arrêté du 19 décembre 2007 fixant les modalités d'application et de répartition des majorations et réductions d'ancienneté prévues aux articles 9 et 11 du décret n° 2007-1365 du 17 septembre 2007 portant application de l'article 55 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Texte n° 32 Arrêté du 19 décembre 2007 fixant les modalités d'organisation de l'entretien professionnel et établissant le contenu du compte rendu prévu à l'article 5 du décret n° 2007-1365 du 17 septembre 2007 portant application de l'article 55 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

#### J.O n° 3 du 4 janvier 2008

##### Éducation nationale

Texte n° 28 Arrêté du 4 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 16 février 1977 modifié relatif aux horaires et programmes des classes préparant au baccalauréat technologique « techniques de la musique et de la danse ».

##### Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 48 Arrêté du 26 octobre 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux du patrimoine : M. Froment Rémi et M<sup>me</sup> Poli Mordiconi Marie-Eugénie).

##### Culture et communication

Texte n° 36 Décret n° 2008-9 du 2 janvier 2008 portant modification de statuts d'établissements publics placés sous la tutelle du ministère chargé de la culture.

Texte n° 85 Arrêté du 18 décembre 2007 portant inscription à un tableau d'avancement (inspection générale de l'administration des affaires culturelles : M<sup>mes</sup> Chiffert Anne et De Foucauld Florence).

##### Avis et communications

Texte n° 145 Avis de la Commission de garantie des retraites en date du 29 octobre 2007.

#### J.O n° 4 du 5 janvier 2008

##### Culture et communication

Texte n° 27 Arrêté du 21 décembre 2007 portant création du comité technique paritaire de l'établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture.

Texte n° 28 Arrêté du 21 décembre 2007 portant création du comité d'hygiène et de sécurité de l'établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration et modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la culture.

Texte n° 29 Arrêté du 21 décembre 2007 portant création de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des personnels contractuels de l'établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

##### Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 52 Arrêté du 26 novembre 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M<sup>me</sup> Mantovani Ann).

##### Conventions collectives

Texte n° 106 Arrêté du 26 décembre 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins (n° 2397).

Texte n° 111 Avis relatif à l'extension d'accords conclus dans le cadre de la convention collective

nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques.

### **J.O n° 5 du 6 janvier 2008**

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 20 Arrêté du 10 décembre 2007 portant modification du nombre de postes ouverts aux concours pour l'accès au cadre d'emplois d'assistant territorial spécialisé d'enseignement artistique, session 2008, organisés par les délégations régionales Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur du Centre national de la fonction publique territoriale.

Texte n° 25 Arrêté du 28 décembre 2007 fixant le nombre de postes offerts aux concours d'accès aux instituts régionaux d'administration ouverts en 2007 et leur répartition par corps (dont 5 attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication).

#### **Premier ministre**

Texte n° 26 Arrêté du 21 décembre 2007 portant titularisation (architectes et urbanistes de l'État).

Texte n° 27 Arrêté du 21 décembre 2007 portant inscription à un tableau d'avancement (architectes et urbanistes de l'État).

#### **Culture et communication**

Texte n° 60 Décision du 21 décembre 2007 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres de la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

### **J.O n° 6 du 8 janvier 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 23 Arrêté du 31 décembre 2007 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Nouaille Alain).

### **J.O n° 7 du 9 janvier 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 18 Arrêté du 31 octobre 2007 portant cotation des postes des architectes urbanistes de l'État.

Texte n° 19 Arrêté du 18 décembre 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Gisement théâtre antique de Sanxay », lieudit site gallo-romain d'Herbord sur la commune de Sanxay (86).

Texte n° 20 Arrêté du 3 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 27 octobre 2004 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Texte n° 38 Arrêté du 24 décembre 2007 portant nomination (conservateurs stagiaires du patrimoine de l'État et de la ville de Paris).

Texte n° 39 Arrêté du 31 décembre 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 19 du décret n° 98-750 du 24 août 1998 modifié relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques (MM. Esneu Michel, Tropeano Robert et M<sup>me</sup> Arnold Roxane).

Texte n° 40 Arrêté du 31 décembre 2007 portant nomination à la commission du contrôle des recettes et de la réglementation prévue à l'article 13 du Code de l'industrie cinématographique (M<sup>me</sup> Prissard-Eltejay Juliette).

Texte n° 41 Arrêté du 31 décembre 2007 portant nomination au comité d'histoire du ministère de la Culture (M. Saez Guy).

Texte n° 42 Arrêté du 31 décembre 2007 conférant la distinction de grand donateur du ministère de la Culture (M. et M<sup>me</sup> Lepic Hugues).

Texte n° 43 Arrêté du 31 décembre 2007 conférant les distinctions de grand mécène et de grand donateur du ministère de la Culture.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 44 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 45 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 46 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 66 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (direction du livre et de la lecture).

### **J.O n° 8 du 10 janvier 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 57 Arrêté du 2 janvier 2008 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux du château de Fontainebleau, du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, du musée napoléonien et africain de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Mouilleron-en-Pareds, et de Port-Royal des Champs à Magny-les-Hameaux (MM. Babelon Jean-Pierre, Castelluccio Stéphane, de Cossé-Brissac Édouard,

M<sup>me</sup> de Gary Marie-Noëlle, MM. Macé de Lépinay François et Mercillon Henri).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 63 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'édition phonographique.

### **J.O n° 9 du 11 janvier 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 37 Arrêté du 8 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Vlaminck : un instinct fauve*, au musée du Luxembourg).

Texte n° 38 Arrêté du 8 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Lovis Corinth*, à l'établissement public du musée d'Orsay).

Texte n° 39 Arrêté du 8 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Âge d'or du romantisme allemand, dessins et aquarelles à l'époque de Goethe*, au musée de la vie romantique, maison Renan Scheffer, Paris).

Texte n° 63 Arrêté du 4 janvier 2008 portant nomination à la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Âge - thermes et hôtel de Cluny, de la Renaissance au château d'Écouen, de la céramique à Sèvres et de la porcelaine Adrien Dubouché à Limoges.

Texte n° 64 Arrêté du 4 janvier 2008 portant nomination du secrétaire général du Centre national du livre (M. Wagner Marc-André).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 66 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

Texte n° 72 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

### **J.O n° 10 du 12 janvier 2008**

#### **Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 7 Décret n° 2008-34 du 10 janvier 2008 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne sur la reconnaissance des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur, signé à Gérone le 16 novembre 2006.

#### **Culture et communication**

Texte n° 27 Arrêté du 2 janvier 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un recrutement par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État (PACTE) pour le recrutement dans le corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage.

Texte n° 28 Arrêté du 3 janvier 2008 relatif à la radio diffusée en mode numérique par voie hertzienne terrestre ou par voie satellitaire en bande L ou en bande S fixant les caractéristiques des signaux émis.

Texte n° 81 Décret du 10 janvier 2008 portant nomination d'un haut fonctionnaire de défense et de sécurité (M. Marchand Jean-René).

Texte n° 82 Arrêté du 31 décembre 2007 portant nomination au conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra-Comique (M<sup>me</sup> Chamboduc de Saint Pulgent Maryvonne, MM. Comolli Jean-Dominique et Duteurtre Benoît).

#### **Avis divers**

Texte n° 101 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (SARL Nouvelle Ère).

### **J.O n° 11 du 13 janvier 2008**

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 14 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 5 au 30 mars 2007 (Gestion 2007) (Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 15 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 2 au 30 novembre 2007 (Gestion 2007) (Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 24 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques (secteur de la reliure, brochure, dorure).

Texte n° 29 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 31 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 45 Avis de vacance d'un emploi de directeur de projet au ministère de la Culture et de la Communication.

### **J.O n° 12 du 15 janvier 2008**

#### **Éducation nationale**

Texte n° 30 Arrêté du 31 décembre 2007 fixant la répartition du nombre total de postes offerts aux concours externe et interne de recrutement de professeurs agrégés de l'enseignement du second degré (session 2008) (dont sections : Arts, Musique).

Texte n° 31 Arrêté du 31 décembre 2007 fixant la répartition du nombre total de postes offerts au concours externe, au troisième concours et au concours interne de recrutement de professeurs certifiés en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) (session 2008) (dont sections : Arts plastiques, Documentation, Éducation musicale et chant choral, Langues régionales).

Texte n° 33 Arrêté du 31 décembre 2007 fixant la répartition du nombre total de postes offerts au concours externe, au troisième concours et au concours interne d'accès au corps des professeurs de lycée professionnel (CAPLP) (session 2008) (dont section : Arts appliqués).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 102 Décision n° 2008-01 du 11 janvier 2008 fixant le nombre et la durée des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du premier tour de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.  
Texte n° 103 Décision n° 2008-02 du 11 janvier 2008 fixant les dates et ordre de passage des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du premier tour de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.

#### **J.O n° 13 du 16 janvier 2008**

##### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 12 Arrêté du 31 décembre 2007 portant renouvellement d'habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public.

##### **Culture et communication**

Texte n° 45 Arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Montauban).

Texte n° 46 Arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Tarbes).

Texte n° 47 Arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Douai).

Texte n° 48 Arrêté du 10 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Aigle et le Papillon, symboles des pouvoirs sous Napoléon (1800-1815)*, dans la nef du musée des Arts décoratifs, Paris).

Texte n° 73 Arrêté du 13 décembre 2007 portant inscription à un tableau d'avancement (administration

centrale : M<sup>me</sup> Bonal Michelle, M. Dupuy Pierre-Jean, M<sup>mes</sup> El-Khal Marie-Josèphe, Kneubuhler Christine et M. Troubé Jean-Philippe).

Texte n° 74 Arrêté du 31 décembre 2007 portant promotion (administration centrale : M<sup>me</sup> Bonal Michelle, M. Dupuy Pierre-Jean, M<sup>mes</sup> El-Khal Marie-Josèphe, Kneubuhler Christine et M. Troubé Jean-Philippe).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 49 Arrêté du 21 décembre 2007 fixant la date des épreuves du concours pour le recrutement dans le cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques, spécialité documentation.

#### **Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques**

Texte n° 83 Tableau récapitulatif des décisions du conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (année 2007).

#### **J.O n° 14 du 17 janvier 2008**

##### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 47 Arrêté du 8 janvier 2008 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes offerts aux concours de recrutement d'assistants des bibliothèques.

##### **Culture et communication**

Texte n° 65 Arrêté du 10 janvier 2008 annulant les élections pour le renouvellement du conseil régional de l'ordre des architectes de Guyane et fixant la date des nouvelles élections.

Texte n° 117 Décret du 16 janvier 2008 portant nomination d'un inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (M. Roy Xavier).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 66 Décret n° 2008-53 du 15 janvier 2008 portant fixation du taux de la contribution aux charges de pension des fonctionnaires civils et des militaires ainsi que du taux de la contribution relative aux allocations temporaires d'invalidité des fonctionnaires de l'État.

#### **Premier ministre**

Texte n° 68 Arrêté du 9 janvier 2008 portant admission à la retraite (administrateur civil : M. Auclair Alain).

#### **J.O n° 15 du 18 janvier 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 49 Arrêté du 9 octobre 2007 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la mission archéologique départementale du conseil général de l'Eure.

Texte n° 50 Arrêté du 9 octobre 2007 portant renouvellement de l'agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service du patrimoine de la ville de Fréjus.

Texte n° 51 Arrêté du 9 octobre 2007 portant renouvellement de l'agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique municipal de la ville de Beauvais.

Texte n° 52 Arrêté du 9 octobre 2007 portant renouvellement de l'agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service du patrimoine du conseil général de la Mayenne.

Texte n° 53 Arrêté du 9 octobre 2007 portant renouvellement de l'agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique de la ville d'Arras.

Texte n° 54 Arrêté du 9 octobre 2007 portant renouvellement de l'agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du département d'histoire de l'architecture et d'archéologie de Paris.

Texte n° 55 Arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Chalon-sur-Saône).

Texte n° 56 Arrêté du 29 novembre 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Thouars).

Texte n° 57 Arrêté du 18 décembre 2007 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux (Château de Champs-sur-Marne et Château de Jossigny).

Texte n° 58 Arrêté du 24 décembre 2007 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux (Hôtel de Béthune-Sully, Paris 4<sup>e</sup> ; Le Panthéon, Paris 5<sup>e</sup> ; Arc de Triomphe de l'Étoile, Paris 8<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> ; Chapelle Expiatoire, Paris 8<sup>e</sup> ; La Colonne de Juillet, Paris 11<sup>e</sup>).

Texte n° 112 Décret du 17 janvier 2008 portant nomination d'un inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (M. Paumier Benoît).

Texte n° 113 Arrêté du 10 décembre 2007 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. de Bernardi Vincent).

Texte n° 114 Arrêté du 14 janvier 2008 portant nomination d'un haut fonctionnaire adjoint de défense et de sécurité (M. Lê Nhat Binh).

### **J.O n° 16 du 19 janvier 2008**

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 25 Arrêté du 8 janvier 2008 fixant pour la session 2008 les dates des épreuves des concours d'admission à la formation initiale de l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT), le nombre maximal de candidats à admettre par département ainsi que les modalités d'inscription.

#### **Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 17 juillet 2007 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 2 mai 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique du département d'Indre-et-Loire.

Texte n° 41 Arrêté du 9 octobre 2007 portant renouvellement de l'agrément en qualité d'opérateur du service du patrimoine culturel du conseil général de la Seine-Saint-Denis.

Texte n° 42 Arrêté du 9 octobre 2007 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service départemental d'archéologie du conseil général du Pas-de-Calais.

Texte n° 43 Arrêté du 16 octobre 2007 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le service à compétence nationale Archives nationales du monde du travail.

Texte n° 44 Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Nicolas Poussin, la fuite en Égypte*, au musée des Beaux-Arts de Lyon).

Texte n° 45 Décision du 11 décembre 2007 de la commission prévue à l'article L. 311-5 du Code de la propriété intellectuelle relative à la rémunération pour copie privée.

### **J.O n° 18 du 22 janvier 2008**

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 56 Arrêté du 2 janvier 2008 portant nomination à la commission appelée à présenter une liste de candidats en vue de la nomination du directeur de l'École française de Rome.

#### **Culture et communication**

Texte n° 62 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 108 Avis concernant le dépôt des candidatures aux postes de membre de l'École française d'Athènes au titre de l'année 2008-2009.

Texte n° 109 Avis concernant le dépôt des candidatures aux postes de membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire au titre de l'année 2008-2009.

### **J.O n° 19 du 23 janvier 2008**

#### **Économie, finances et emploi**

Texte n° 7 Arrêté du 17 décembre 2007 pris en application de l'article R. 20-44-11 du Code des postes et des communications électroniques et relatif aux conditions d'implantation de certaines installations et stations radioélectriques.

**Culture et communication**

Texte n° 47 Arrêté du 15 janvier 2008 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Texte n° 48 Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La belle image, l'art du calotype anglais, 1840-1865*, à l'établissement public du musée d'Orsay-Paris).

**Premier ministre**

Texte n° 50 Arrêté du 21 janvier 2008 portant nomination dans les services du Premier ministre (direction du développement des médias : M. Bokobza Frédéric).

**Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 95 Avis n° 2006-0640 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 juin 2006 sur le projet d'arrêté pris en application de l'article R. 20-44-11 du Code des postes et des communications électroniques et relatif aux conditions d'implantation de certaines installations et stations radioélectriques.

**J.O n° 20 du 24 janvier 2008****Premier ministre**

Texte n° 1 Arrêté du 18 janvier 2008 fixant les dates des élections aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard du corps des architectes et urbanistes de l'État.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 22 Arrêté du 20 décembre 2007 portant ouverture de concours de recrutement de technicien supérieur territorial (dont « techniques de la communication et des activités artistiques »).

**Économie, finances et emploi**

Texte n° 29 Arrêté du 16 janvier 2008 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

**Culture et communication**

Texte n° 43 Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Maximilien Luce*, au musée de l'Annonciade, Saint-Tropez).

Texte n° 44 Décision du 29 octobre 2007 portant délégation de signature (direction des Archives de France).

Texte n° 84 Décret du 22 janvier 2008 portant nomination d'un professeur des Écoles nationales supérieures d'architecture (M. Marenne Christian).

Texte n° 85 Arrêté du 11 décembre 2007 portant

nomination à la commission chargée d'examiner les références professionnelles des candidats à la qualification d'architecte (M<sup>me</sup> Delevaux Cécile).

Texte n° 86 Arrêté du 10 janvier 2008 portant nomination à la commission chargée d'examiner les références professionnelles des candidats à la qualification d'architecte (MM. Briere Olivier et Cantal-Dupart Michel, titulaires ; MM. Dubler Albert et Plaze Jean-François, suppléants).

Texte n° 87 Arrêté du 22 janvier 2008 portant cessation de fonctions et nomination (DAPA : M. Bamberger Manuel).

Texte n° 88 Arrêté du 22 janvier 2008 portant nomination et détachement (DAG : M<sup>me</sup> Landour Patricia).

Texte n° 89 Arrêté du 22 janvier 2008 portant nomination et maintien en détachement (DAPA : M<sup>me</sup> Cassegrain-Guinebert Laurence).

**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 45 Arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux conditions générales d'organisation des concours de recrutement d'adjoints techniques des administrations de l'État ainsi qu'à la nature et au programme des épreuves par spécialités.

Texte n° 46 Arrêté du 31 décembre 2007 fixant la liste des spécialités communes à plusieurs corps d'adjoints techniques des administrations de l'État.

Texte n° 47 Arrêté du 8 janvier 2008 confiant le recouvrement des ordres de recettes assignés sur divers contrôleurs budgétaires et comptables ministériels à d'autres comptables publics.

**Conventions collectives**

Texte n° 92 Arrêté du 14 janvier 2008 portant extension et élargissement de l'avenant n° 99 à l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 1961 signé le 20 mars 2007.

Texte n° 93 Arrêté du 14 janvier 2008 portant extension et élargissement de l'avenant n° 100 à l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 1961 signé le 20 mars 2007.

Texte n° 94 Arrêté du 14 janvier 2008 portant extension et élargissement de l'avenant A-247 à la convention collective nationale du 14 mars 1947 signé le 20 mars 2007.

**J.O n° 24 du 29 janvier 2008****Culture et communication**

Texte n° 62 Arrêté du 31 décembre 2007 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Lemoine Georges).

Texte n° 63 Décision du 24 juillet 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Papa Dame Thiaw).

### **Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 75 Avis n° 2007-1141 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 18 décembre 2007 sur la proposition tarifaire de La Poste relative à l'évolution des tarifs postaux des prestations offertes au titre du service public de transport et de distribution de la presse pour l'année 2008.

### **J.O n° 25 du 30 janvier 2008**

#### **Écologie, développement et aménagement durables**

Texte n° 5 Arrêté du 22 janvier 2008 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et à l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

#### **Culture et communication**

Texte n° 30 Arrêté du 14 janvier 2008 complétant la liste des publications périodiques visées au titre 1<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (Wild und Hund)

Texte n° 31 Arrêté du 25 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Babylone*, au musée du Louvre).

Texte n° 71 Décret du 28 janvier 2008 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay (M. Cogeval Guy).

Texte n° 72 Décision du 24 juillet 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Garabli Hanadi).

Texte n° 73 Décision du 24 juillet 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Alkenzawi Adil).

#### **Économie, finances et emploi**

Texte n° 43 Arrêté du 18 janvier 2008 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès d'une société pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (Banque populaire Images 9 : M. Besson Daniel).

Texte n° 44 Arrêté du 18 janvier 2008 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès de sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (COFINOVA 5, Banque postale Image 2, Cinéma 3, SGAMAI Cinéma 2 : M. Bodin Christian).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 82 Arrêté du 23 janvier 2008 portant extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 88 Arrêté du 23 janvier 2008 portant extension d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 90 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

### **J.O n° 26 du 31 janvier 2008**

#### **Ordre national de la Légion d'honneur**

Texte n° 2 Décret du 30 janvier 2008 portant élévation aux dignités de grand'croix et de grand officier (dont M<sup>me</sup> Desroches-Noblecourt Clémence, Christiane, dite Christiane, ancienne conservatrice générale des musées).

Texte n° 3 Décret du 30 janvier 2008 portant promotion (pour le ministère de la Culture et de la Communication : au grade de commandeur : M. Minc Alain, Jacques, Richard).

Texte n° 4 Décret du 30 janvier 2008 portant promotion et nomination.

#### **Ordre national du Mérite**

Texte n° 14 Décret du 30 janvier 2008 portant promotion et nomination.

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 31 Arrêté du 10 janvier 2008 portant ouverture des concours de recrutement de techniciens supérieurs territoriaux par le centre de gestion de Lot-et-Garonne (spécialité « technique de la communication et des activités artistiques »).

#### **Culture et communication**

Texte n° 50 Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Patti Smith*, à la Fondation Cartier pour l'art contemporain à Paris).

Texte n° 51 Arrêté du 28 janvier 2008 portant création d'une commission nationale pour la publication de la correspondance de François-René de Chateaubriand et portant nomination de ses membres.

Texte n° 97 Décision du 24 juillet 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Lamine Sihem).

Texte n° 98 Décision du 24 juillet 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Harkat Rym).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 53 Arrêté du 3 janvier 2008 portant ouverture de concours pour l'accès au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques (session 2008).

**FÉVRIER****J.O n° 27 du 1<sup>er</sup> février 2008**

Texte n° 1 Décret du 30 janvier 2008 tendant à soumettre un projet de loi constitutionnelle au parlement réuni en congrès.

**Travail, relations sociales et solidarité**

Texte n° 54 Décret n° 2008-96 du 31 janvier 2008 relatif à la gratification et au suivi des stages en entreprise.

**Culture et communication**

Texte n° 59 Arrêté du 24 janvier 2008 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Texte n° 60 Arrêté du 24 janvier 2008 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Texte n° 110 Arrêté du 4 décembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille (M. Bonord Michel et M<sup>me</sup> Gal Nathalie).

Texte n° 111 Arrêté du 4 décembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine.

Texte n° 112 Arrêté du 24 janvier 2008 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Vaudrey-Vernot Alain).

Texte n° 113 Décision du 24 juillet 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. El Mourtada Karim).

Texte n° 114 Décision du 7 août 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Amatoury Georges).

Texte n° 115 Décision du 7 août 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Lifa Kamel).

**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 116 Arrêté du 24 janvier 2008 portant nomination à la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (M. Olivier Patrick).

**Conventions collectives**

Texte n° 126 Arrêté du 23 janvier 2008 portant extension d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 127 Arrêté du 23 janvier 2008 portant extension d'un accord régional (Franche-Comté)

conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

**J.O n° 28 du 2 février 2008****Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 23 janvier 2008 relatif à l'examen sur épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique dans les conservatoires classés par l'État et définissant le référentiel d'activités et de compétences de ce diplôme.

Texte n° 41 Arrêté du 24 janvier 2008 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Texte n° 42 Arrêté du 25 janvier 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Figuration narrative, Paris 1960-1972*, aux Galeries nationales du Grand Palais).

Texte n° 81 Arrêté du 24 août 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand (M. Muzeau Jean-Pierre).

Texte n° 82 Arrêté du 24 août 2007 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (M<sup>me</sup> Very Françoise).

Texte n° 83 Arrêté du 24 août 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Nancy (MM. Barroy Daniel, Goven François, Probst Jean-Luc, et Wermuth Jacques).

Texte n° 84 Arrêté du 6 novembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (MM. Belmont Yves, Durand Michel-André, M<sup>mes</sup> Giraud Éliane, Gremaux Dominique, MM. Spalanzani Alain et Eloundou Assomo Lazare).

Texte n° 85 Arrêté du 22 novembre 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (M. Weber Patrick).

Texte n° 86 Arrêté du 27 novembre 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier (MM. Deschamps Didier, Dreyfus Jacques, Gaussen Christian, Huertas Jean-Marc et Triaire Dominique).

Texte n° 87 Arrêté du 18 décembre 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier (M. Foubert Jean-Pierre).

Texte n° 88 Arrêté du 25 janvier 2008 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre



de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 (M. Hugues Jean-François et M<sup>me</sup> Hugues Geneviève).

Texte n° 89 Arrêté du 25 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 18 juillet 2007 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 49 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'École nationale de la photographie.

Texte n° 50 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'établissement public du musée Rodin.

Texte n° 51 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'établissement public du musée d'Orsay.

Texte n° 52 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'établissement public du musée du Louvre.

Texte n° 53 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier sur l'École nationale supérieure des arts décoratifs.

Texte n° 54 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur les Écoles nationales supérieures d'architecture.

Texte n° 55 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur les Écoles nationales supérieures d'art de Bourges, de Cergy, de Limoges-Aubusson, de Nancy, de la Villa Arson et de Dijon.

Texte n° 56 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur le Centre national du livre.

Texte n° 57 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet.

Texte n° 58 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur le Centre national des arts plastiques.

Texte n° 59 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'École du Louvre.

Texte n° 60 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Texte n° 61 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'établissement public de la Bibliothèque nationale de France.

Texte n° 62 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État

sur les Conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse de Paris et de Lyon.

Texte n° 63 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Texte n° 64 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'École nationale supérieure des beaux-arts.

Texte n° 65 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur la Bibliothèque publique d'information.

Texte n° 66 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Texte n° 94 Arrêté du 23 janvier 2008 portant nomination à la commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'État et les collectivités territoriales (pour le ministère de la Culture et de la Communication : M<sup>me</sup> Rialle-Salaber Geneviève).

#### **Économie, finances et emploi**

Texte n° 72 Arrêté du 22 janvier 2008 concernant l'habilitation des fonctionnaires et agents placés sous l'autorité du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application des articles L. 5-9, L. 20, L. 32-4 et L. 40 du Code des postes et des communications électroniques.

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 97 Décision n° 2008-15 du 1<sup>er</sup> février 2008 fixant le nombre et la durée des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du second tour de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.

Texte n° 98 Décision n° 2008-16 du 1<sup>er</sup> février 2008 fixant les dates et ordre de passage des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du second tour de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française des 27 janvier et 10 février 2008.

#### **Commission générale de terminologie et de néologie**

Texte n° 127 Vocabulaire de la défense (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

#### **J.O n° 29 du 3 février 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 13 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 portant nomination (administration centrale : M. Leroy Philippe).

##### **Avis divers**

Texte n° 24 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Informations et communications : Identification des films).

Texte n° 26 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Informations et communications : Technologies de l'information ; Systèmes de traitement de l'information ; Liaison de données industrielle, asynchrone et couche physique).

### **J.O n° 30 du 5 février 2008**

Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008 modifiant le titre xv de la Constitution.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 19 Arrêté du 18 janvier 2008 fixant la liste des diplômes de connaissance de langue française permettant d'être dispensé de l'examen prévu à l'article 16 du décret n° 71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités.

#### **Culture et communication**

Texte n° 80 Décision du 7 août 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Yamanouchi Manabu).

Texte n° 81 Décision du 27 août 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Madani Kamel).

### **J.O n° 31 du 6 février 2008**

#### **Économie, finances et emploi**

Texte n° 16 Arrêté du 7 janvier 2008 portant application des dispositions de l'article R. 421-1-2 du Code de la propriété intellectuelle.

#### **Culture et communication**

Texte n° 33 Arrêté du 26 octobre 2007 portant acceptation d'un don manuel (pour la direction de l'architecture et du patrimoine : *Christ au tombeau* et son socle, xv<sup>e</sup> siècle, attribué à Claus de Werve).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 59 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 60 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis divers**

Texte n° 78 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : Technologies de l'information).

### **J.O n° 32 du 7 février 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 39 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour application du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Texte n° 62 Décision du 27 août 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Elmandjra-Saadi Meriem).

Texte n° 63 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Basic Nénad).

Texte n° 64 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Comair Ziad).

Texte n° 65 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Vukic Lidia).

Texte n° 66 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Djordjevic Mirosljub).

Texte n° 67 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Berrehili Lamiae).

Texte n° 68 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Lee Kee Yong).

Texte n° 69 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chul Joung Moon).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 40 Arrêté du 24 janvier 2008 fixant les modalités d'exercice du contrôle financier de l'État sur l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

### **J.O n° 33 du 8 février 2008**

#### **Culture et communication**

Texte n° 42 Arrêté du 30 décembre 2007 renouvelant l'habilitation du Centre national de la danse à délivrer le certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse dans les écoles territoriales de musique, danse et art dramatique à l'issue d'une formation diplômante.

Texte n° 77 Décret du 7 février 2008 portant nomination d'un inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (M. Hamelin Emmanuel).

Texte n° 78 Arrêté du 28 janvier 2008 portant nomination du suppléant du commissaire du

Gouvernement auprès de la Commission nationale d'équipement commercial lorsqu'elle siège en matière cinématographique (M<sup>me</sup> Lépine-Karnik Valérie).

Texte n° 79 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Anyoji Tomoko).

Texte n° 80 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Jimenez Fabio).

Texte n° 81 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Pinto Ana).

Texte n° 82 Décision du 8 novembre 2007 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Lukatz Erez).

Texte n° 83 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 86 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **J.O n° 34 du 9 février 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 52 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme.

Texte n° 53 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme.

Texte n° 54 Décision du 29 janvier 2008 portant délégation de signature (délégation aux arts plastiques).

Texte n° 105 Arrêté du 31 janvier 2008 portant nomination d'un chargé de mission à l'Académie de France à Rome (M. Bayard Marc).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 111 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de la production cinématographique.

Texte n° 113 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 167 Avis relatif à l'examen du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique (session 2008).

#### **Avis divers**

Texte n° 175 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (SARL Clas Mode).

#### **J.O n° 35 du 10 février 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 18 Décision du 7 février 2008 portant délégation de signature (secrétariat général).

#### **J.O n° 37 du 13 février 2008**

##### **Culture et communication**

Texte n° 67 Arrêté du 20 juillet 2007 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture (M. Mayne Thomas : tour phare à la Défense).

Texte n° 68 Arrêté du 24 août 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand.

Texte n° 69 Arrêté du 4 décembre 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris - Val-de-Seine (M. Rambert Francis).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 83 Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation.

#### **Avis divers**

Texte n° 124 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Cameleone Agence).

#### **J.O n° 38 du 14 février 2008**

Texte n° 1 Loi n° 2008-125 du 13 février 2008 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes.

#### **Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 13 Arrêté du 5 février 2008 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Personimages).

Texte n° 14 Arrêté du 6 février 2008 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Association d'entraide des auteurs et compositeurs membres de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) - comité du cœur).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 28 Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à l'octroi de la garantie de l'État accordée à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Babylone*.

##### **Culture et communication**

Texte n° 64 Arrêté du 14 décembre 2007 portant nomination à la Commission nationale de reconnaissance de diplômes (MM. Jacquot Olivier et Delmare Hervé).

**J.O n° 39 du 15 février 2008****Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 17 Arrêté du 16 janvier 2008 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2007 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des techniciens supérieurs territoriaux par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône (dont spécialité « techniques de la communication et des activités artistiques »).

**Économie, finances et emploi**

Texte n° 22 Arrêté du 5 février 2008 autorisant la société Eutelsat SA à exploiter des assignations de fréquence pour un système satellitaire à la position orbitale 3° Est.

Texte n° 46 Décret du 13 février 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public La Monnaie de Paris (M<sup>me</sup> Mariani-Ducray Francine).

**Culture et communication**

Texte n° 35 Décret n° 2008-140 du 13 février 2008 modifiant le décret n° 2002-569 du 23 avril 2002 relatif au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz.

Texte n° 82 Arrêté du 7 février 2008 portant nomination de la directrice des études du département des conservateurs de l'Institut national du patrimoine (M<sup>me</sup> Corcuff Marie-Andrée).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 60 Décret du 13 février 2008 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts de Son Altesse la Sheikha Mozah.

Texte n° 61 Décret du 13 février 2008 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts de Son Altesse Karim Aga Khan.

Texte n° 62 Décret du 13 février 2008 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts de Sir Norman Foster.

**Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 85 Avis n° 2007-0839 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 9 octobre 2007 sur la demande d'autorisation d'exploitation d'assignations de fréquence formulée par Eutelsat SA auprès de l'Agence nationale des fréquences, pour un système satellitaire à la position orbitale 3° Est.

**J.O n° 40 du 16 février 2008****Culture et communication**

Texte n° 32 Décret n° 2008-144 du 15 février 2008 modifiant le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 portant statut du corps de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles et le décret

n° 2003-729 du 1<sup>er</sup> août 2003 portant organisation de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles.

Texte n° 33 Arrêté du 7 février 2008 complétant la liste des publications périodiques visées au titre 1<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (Le Chasseur ardennais).

Texte n° 76 Décret du 15 février 2008 portant nomination de la présidente du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra-Comique (M<sup>me</sup> Chamboduc de Saint Pulgery Maryvonne).

**Conventions collectives**

Texte n° 86 Arrêté du 13 février 2008 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

**J.O n° 41 du 17 février 2008****Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 10 Arrêté du 7 février 2008 modifiant l'arrêté du 8 janvier 2008 fixant pour la session 2008 les dates des épreuves des concours d'admission à la formation initiale de l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT), le nombre maximal de candidats à admettre par département ainsi que les modalités d'inscription.

**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 15 Arrêté du 23 janvier 2008 portant ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs en chef territoriaux et fixant la liste des centres d'épreuves écrites (session 2008).

**J.O n° 42 du 19 février 2008****Culture et communication**

Texte n° 23 Arrêté du 13 février 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de professeurs des Écoles nationales supérieures d'art (femmes et hommes).

**J.O n° 43 du 20 février 2008****Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 30 Arrêté du 11 février 2008 portant désignation de l'autorité chargée du contrôle financier sur les établissements publics administratifs du secteur de la culture.

**Culture et communication**

Texte n° 59 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 portant nomination au conseil d'administration du Centre des monuments nationaux (MM. Deschamps Didier, Foucart Bruno, de Lambertye Jean, Legendre Jacques et Ralite Jack).

**J.O n° 44 du 21 février 2008****Économie, finances et emploi**

Texte n° 12 Arrêté du 6 février 2008 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

**Culture et communication**

Texte n° 54 Arrêté du 11 février 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Traces du sacré*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

Texte n° 55 Arrêté du 11 février 2008 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (château de Voltaire à Ferney-Voltaire - Ain).

Texte n° 56 Arrêté du 11 février 2008 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (château de Puyguilhem à Villars - Dordogne).

Texte n° 76 Arrêté du 18 février 2008 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet de la ministre (M<sup>me</sup> Revillon d'Apreval Aude).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 81 Décision n° 2008-131 du 12 février 2008 relative aux conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions de la campagne audiovisuelle officielle en vue du renouvellement des conseillers généraux de Mayotte des 9 et 16 mars 2008.

**J.O n° 45 du 22 février 2008****Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 13 Décret n° 2008-152 du 20 février 2008 modifiant le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale.

Texte n° 15 Arrêté du 17 janvier 2008 portant ouverture des concours de recrutement de techniciens supérieurs territoriaux par le centre de gestion du Bas-Rhin (dont « techniques de la communication et des activités artistiques »).

**Économie, finances et emploi**

Texte n° 51 Arrêté du 18 janvier 2008 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès de sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle (M. Merieux Antoine).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 64 Arrêté du 8 février 2008 fixant la composition de la commission chargée de vérifier les titres et d'apprécier les aptitudes des candidats aux postes de membre de l'École française d'Athènes.

**J.O n°46 du 23 février 2008****Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 26 Arrêté du 8 février 2008 fixant au titre de l'année 2008 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 4 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2008-156 du 22 février 2008 relative à la représentation de la Nouvelle-Calédonie au sein du conseil d'administration de l'Agence de développement de la culture kanak.

Texte n° 5 Ordonnance n° 2008-156 du 22 février 2008 relative à la représentation de la Nouvelle-Calédonie au sein du conseil d'administration de l'Agence de développement de la culture kanak.

**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 31 Rapport relatif au décret n° 2008-167 du 21 février 2008 portant annulation de crédits (Gestion 2007) (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 32 Décret n° 2008-167 du 21 février 2008 portant annulation de crédits (Gestion 2007) (pour la culture : Patrimoines).

**Économie, finances et emploi**

Texte n° 52 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 portant nomination à la mission du service du contrôle général économique et financier « Culture » (M. Simon Alain).

Texte n° 54 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 portant nomination à la mission du service du contrôle général économique et financier des sociétés du service public de la radio et de la télévision (M. Rochon Alain).

**Culture et communication**

Texte n° 114 Avis relatif à l'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'un trésor national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

Texte n° 115 Avis relatif à l'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par le département des Hauts-de-Seine d'une œuvre présentant un intérêt majeur dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

**J.O n°47 du 24 février 2008****Écologie, développement et aménagement durables**

Texte n° 16 Arrêté du 15 février 2008 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (pour le ministre chargé de la culture : M<sup>me</sup> Cousin Anne-Marie et M. Vergain Philippe).

**J.O n°48 du 26 février 2008****Éducation nationale**

Texte n° 27 Arrêté du 4 février 2008 portant cessation de la préparation et de la délivrance du brevet de technicien dans la spécialité « collaborateur d'architecte ».

**Culture et communication**

Texte n° 78 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**Avis divers**

Texte n° 130 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (SARL Perfect Model).

Texte n° 131 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (SARL Exception).

Texte n° 132 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (People Coccinelle).

Texte n° 133 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Rebecca).

Texte n° 134 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Élite).

Texte n° 135 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Ovation).

**J.O n°49 du 27 février 2008****Éducation nationale**

Texte n° 27 Arrêté du 13 février 2008 fixant les dates des épreuves du concours d'admission à la formation initiale de l'École nationale supérieure Louis-Lumière ainsi que le nombre maximum de candidats à admettre pour la session 2008.

**Culture et communication**

Texte n° 43 Arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

**Budget, comptes publics et fonction publique.**

Texte n° 44 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 au 31 décembre 2007 (Gestion 2007) (pour la culture : Création, Patrimoine, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Conventions collectives**

Texte n° 91 Arrêté du 19 février 2008 portant extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 92 Arrêté du 19 février 2008 portant extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 100 Décision n° 2008-166 du 19 février 2008 portant désignation d'une personnalité qualifiée au conseil d'administration de la société France Télévisions et au conseil d'administration de la société nationale de programme France 3 (Carrière Jean-Claude).

**J.O n°50 du 28 février 2008****Écologie, développement et aménagement durables**

Texte n° 1 Décret n° 2008-181 du 27 février 2008 portant renouvellement de classement du parc naturel régional du Verdon.

**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 5 Décret n° 2008-182 du 26 février 2008 portant modification de certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale.

**Culture et communication**

Texte n° 37 Arrêté du 12 février 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Les Bronzes du Luristan*, au musée Cernuschi, Paris).

Texte n° 38 Arrêté du 15 février 2008 portant organisation de l'admission et des études à l'École nationale supérieure des arts décoratifs.

Texte n° 39 Arrêté du 18 février 2008 habilitant l'École supérieure d'art de la communauté d'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Texte n° 75 Arrêté du 18 février 2008 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public pour l'aménagement de la région dite « de la Défense » (M. Chauffert-Yvart Bruno).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 183 Avis relatif à des emplois vacants ou susceptibles de l'être dans les grands établissements d'enseignement supérieur et de recherche (dont École française d'Extrême-Orient, École nationale des Chartes, Muséum national d'histoire naturelle).

**J.O n°51 du 29 février 2008****Premier ministre**

Texte n° 1 Décret n° 2008-188 du 27 février 2008 modifiant le décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification.

**Écologie, aménagement et développement durables**

Texte n° 2 Décret n° 2008-189 du 27 février 2008 portant approbation de la directive de protection et de mise en valeur des paysages du Mont-Salève.

Texte n° 3 Décret n° 2008-190 du 27 février 2008 portant prolongation du classement du parc naturel régional de l'Avesnois (Nord - Pas-de-Calais).

Texte n° 4 Décret n° 2008-191 du 27 février 2008 portant prolongation du classement du parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin (Basse-Normandie).

#### **Économie, finances et emploi**

Texte n° 28 Décret n° 2008-195 du 27 février 2008 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine et relatif aux conventions conclues avec la Fondation du patrimoine et certaines fondations ou associations en faveur de la restauration de monuments historiques privés.

Texte n° 33 Arrêté du 27 février 2008 fixant les conditions d'ouverture au public des monuments historiques.

#### **Culture et communication**

Texte n° 76 Arrêté du 29 novembre 2007 relatif aux modèles de demandes d'autorisations de travaux sur les monuments historiques et à l'enregistrement des demandes d'autorisations de travaux et des déclarations préalables.

Texte n° 77 Arrêté du 31 décembre 2007 portant organisation du service à compétence nationale Archives nationales.

Texte n° 78 Arrêté du 20 février 2008 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2008 de concours pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de 2<sup>e</sup> classe des administrations de l'État.

Texte n° 79 Arrêté du 20 février 2008 autorisant au titre de l'année 2008 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints techniques de 1<sup>re</sup> classe d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes).  
Texte n° 80 Arrêté du 26 février 2008 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Planète métisse*, au musée du quai Branly de Paris).

Texte n° 114 Arrêté du 12 février 2008 portant nomination à la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des Écoles nationales supérieures d'art (MM. Guiochon Xavier-Philippe et Simon Jean-Pierre).

#### **Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 81 Décret n° 2008-198 du 27 février 2008 portant majoration à compter du 1<sup>er</sup> mars 2008 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Texte n° 82 Décret n° 2008-199 du 27 février 2008 relatif à la rémunération des heures supplémentaires de certains fonctionnaires.

Texte n° 83 Arrêté du 31 décembre 2007 portant application des articles 4 et 7 du décret n° 2007-1796 du 19 décembre 2007 relatif à la cotisation et à la contribution dues pour la couverture des charges de pensions et allocations temporaires d'invalidité des fonctionnaires de l'État, des magistrats et des militaires détachés ainsi que des agents des offices ou établissements de l'État dotés de l'autonomie financière.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO AN n° 2 du 8 janvier 2008

Réponse aux questions de :

- M<sup>me</sup> Marie-Jo Zimmermann sur les **critères techniques** retenus pour l'obtention de **subventions** pour les **journaux d'opinion à faibles ressources publicitaires**.

(Question n° 1263-24.07.2007).

- M. Alain Marc sur l'**extension** des **Journée européennes du patrimoine** au **vendredi précédant** le week-end retenu.

(Question n° 1824-31.07.2007).

- M. Marc Le Fur sur l'**extension** des **Journée européennes du patrimoine** au **vendredi précédant** le week-end retenu.

(Question n° 3926-11.09.2007).

- M. Marc Le Fur sur les projets concernant l'**ancienne abbaye Saint-Benoît** à Aniane (Hérault).

(Question n° 4949-25.09.2007).

- M. Michel Issindou sur l'opportunité de faciliter l'**accès à la culture aux travailleurs sociaux**.

(Question n° 5943-02.10.2007).

- M. Marc Le Fur sur les **réformes** engagées par le ministère de la Culture et de la Communication pour ses **achats** suite au rapport de l'audit de modernisation.

(Question n° 6854-09.10.2007).

- M. Marc Le Fur sur l'expérimentation de la **gratuité dans les musées nationaux**.

(Question n° 7369-16.10.2007).

- M. Thierry Lazaro sur les **effectifs du ministère de la Culture et de la Communication** et des services et administrations s'y rattachant.

(Question n° 7397-16.10.2007).

- M<sup>me</sup> Martine Aurillac sur l'expérimentation de la **gratuité dans les musées nationaux**.

(Question n° 8036-23.10.2007).

- M<sup>me</sup> Danielle Bousquet sur la diminution du **nombre d'inspecteurs de la création et des enseignements** affectés à la **délégation aux arts plastiques**.

(Question n° 8671-30.10.2007).

- M. Jacques Le Nay sur l'**éventuelle création d'un plan pour l'équipement numérique des salles de cinéma**.

(Question n° 8701-30.10.2007).

- M. Jacques Le Nay sur les intentions du Gouvernement relatives à la **création d'un ticket de cinéma unique** pour les **séances de scolaires ou de groupes**.

(Question n° 8703-30.10.2007).

- M. Simon Renucci sur les conséquences de la **suppression de tarifs préférentiels** pour l'**envoi de livres et de revues**.

(Question n° 11433-27.11.2007).

#### JO AN n° 4 du 22 janvier 2008

Réponse aux questions de :

- M. Lionel Tardy sur la **vente par l'État d'immeubles** présentant un **intérêt historique et artistique** lui appartenant.

(Question n° 5206-25.09.2007).

- M. Éric Raoult sur le **recensement** national des **nouvelles fouilles archéologiques** entreprises sur le **territoire national**.

(Question n° 5950-02.10.2007).

- M. Gérard Lorgeoux sur les inquiétudes des associations organisatrices de **festivals** face à la **concurrence** des **technivals** (question transmise).

(Question n° 8006-23.10.2007).

- M. Francis Saint-Léger sur les mesures envisagées pour renforcer la **politique en faveur du livre et de la lecture**.

(Question n° 10692-20.11.2007).

- M. Marc Dolez sur les mesures envisagées pour renforcer la **politique en faveur du livre**.

(Question n° 11238-27.11.2007).

- M<sup>me</sup> Monique Boulestin sur le **non-remplacement des conservateurs d'État** dans les **bibliothèques municipales à vocation régionale**.

(Question n° 11685-27.11.2007).

#### JO AN n° 5 du 29 janvier 2008

Réponse aux questions de :

- M. Dominique Baert sur le **droit d'auteur** des **artistes-interprètes** (question signalée).

(Question n° 4147-11.09.2007).

- M. François Brottes sur la **réception** des **programmes régionaux de France 3** dans le cadre de la diffusion de la **TNT** (question signalée).

(Question n° 4341-11.09.2007).



**JO AN n° 7 du 12 février 2008**

Réponse aux questions de :

- M. François-Xavier Villain sur le développement de la **TNT**.

(Question n° 574-10.07.2007).

- M. Rémi Delatte sur le paiement de la **TVA** pour la **restauration du patrimoine historique** (question signalée).

(Question n° 1953-31.07.2007).

- M. Étienne Mourrut sur les difficultés d'accès à **Internet** dans les **zones rurales**.

(Question n° 1983-31.07.2007).

- M. Christian Eckert sur le **manque de personnel de l'INRAP** et ses conséquences sur les chantiers d'aménagement du territoire (question signalée).

(Question n° 5006-25.09.2007).

- M<sup>me</sup> Martine Lignières-Cassou sur le **délai de parution du décret d'application** de la loi dite d'exception aux **droits d'auteur en faveur des personnes handicapées**.

(Question n° 8611-23.10.2007).

- M. Jacques Le Nay sur les mesures envisagées pour **lutter contre le piratage des films**.

(Question n° 8928-30.10.2007).

- M. Philippe Goujon sur l'expérimentation de la **gratuité des musées nationaux**.

(Question n° 10991-20.11.2007).

- M. Marc Dolez sur la « **définition d'une économie numérique du livre** ».

(Question n° 11236-27.11.2007).

**JO AN n° 9 du 26 février 2008**

Réponse aux questions de :

- M. Marc Francina sur la mise en place de la **taxe SORECOP** dans les hôpitaux.

(Question n° 665-17.07.2007).

- M. Bernard Gérard sur l'application de la **loi Lang sur le prix du livre** à la vente de **partitions musicales**.

(Question n° 5834-02.10.2007).

- M. Jean-Pierre Nicolas sur les **problèmes** rencontrés par les consommateurs avec les verrous numériques (**DRM**) implantés dans les fichiers musicaux et de films.

(Question n° 5945-02.10.2007).

- M. Jean-Marc Roubaud sur l'accès des **sourds et malentendants** aux **vidéos consultables**.

(Question n° 7265-16.10.2007).

- M. Maurice Leroy sur les mesures envisagées pour faciliter la **diffusion publique d'événements sportifs** par les collectivités locales.

(Question n° 7439-16.10.2007).

- M. Marc Le Fur sur la **réattribution des fréquences** libérées par la fin de la diffusion audiovisuelle au format **analogique**.

(Question n° 8176-23.10.2007).

- M. Armand Jung sur le **classement du palais des Fêtes de la rue Sellénick** à Strasbourg.

(Question n° 8684-30.10.2007).

- M. Jean Michel sur la situation des **maîtres d'œuvre** en bâtiments détenteurs du récépissé et **non inscrits à l'Ordre des architectes** dans les délais imposés.

(Question n° 10536-20.11.2007).

- M. Francis Saint-Léger sur la **réattribution des fréquences** libérées par la fin de la diffusion audiovisuelle au format **analogique**.

(Question n° 11065-20.11.2007).

- M. Jean-Claude Perez sur la suppression des **tarifs préférentiels** pour l'envoi postal de **livres et de revues**.

(Question n° 13637-25.12.2007).

**SÉNAT****JO S n° 2 du 10 janvier 2008**

Réponse à la question de :

- M. Christian Cambon sur l'**équipement des salles de spectacles pour les personnes malentendantes**.

(Question n° 1926-27.09.2007).

## Divers

**Annexes de l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif à l'examen sur épreuves du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique dans les conservatoires classés par l'État et définissant le référentiel d'activités et de compétences de ce diplôme (arrêté publié au J.O n° 28 du 2 février 2008).**

### Annexe I

#### I - Contexte du métier

##### 1. Définition

Les professeurs d'art dramatique sont chargés de l'enseignement et de l'encadrement des pratiques de l'art dramatique. Suivant les cas, ils assurent l'enseignement des activités d'éveil, d'initiation, la conduite d'un apprentissage initial, donc l'acquisition des savoirs, savoir-faire et savoir-être fondamentaux nécessaires à une pratique autonome des élèves ou étudiants. Ils peuvent être chargés de la formation pré-professionnelle des élèves. Ils peuvent encadrer le département théâtre d'un établissement d'enseignement artistique.

Enseignants, les professeurs d'art dramatique ont toutefois la nécessité de questionner en permanence leurs repères artistiques par une pratique artistique personnelle et par une formation professionnelle continue.

Avec une formation spécifique et significative, ils peuvent également exercer des fonctions :

- sur le plan artistique : d'interprète, metteur en scène, auteur, adaptateur de textes théâtraux, dramaturge,
- sur le plan de l'action artistique et culturelle : d'animateur de stages ou d'ateliers, concepteur et opérateur d'actions de sensibilisation au théâtre, critique théâtral, responsable d'équipes ou de structures de diffusion et de création, programmateur (saison théâtrale, festival, programme culturel d'une collectivité).
- sur le plan pédagogique : d'enseignant ou de chargé de cours au sein de l'enseignement supérieur, de directeur d'établissement d'enseignement public de la musique, de la danse et du théâtre.

##### 2. Types de structures concernées par le métier

Les professeurs d'art dramatique enseignent principalement dans les établissements ou départements d'enseignement qui proposent un cursus d'études dans ce domaine :

- les établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique relevant des collectivités territoriales ;
- les écoles associatives et structures culturelles publiques ou privées, en lien ou non avec des structures de création et de diffusion (CDN, théâtres, compagnies, MJC).

Ils peuvent également dispenser des enseignements dans les départements universitaires et les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (baccalauréat option théâtre, notamment) en qualité d'intervenants ou chargés de cours. Le certificat d'aptitude, diplôme sanctionnant des études pédagogiques et artistiques, pourrait être un élément favorable au recrutement.

Ils peuvent également être chargés de cours dans les Écoles supérieures de théâtre, dont celles signataires de la plate-forme de l'enseignement supérieur pour la formation du comédien.

##### 3. Emplois concernés et leur définition

Dans les établissements publics d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique relevant des collectivités territoriales, les professeurs d'art dramatique accèdent au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique par voie statutaire (concours d'accès à la fonction publique territoriale). À ce titre, le certificat d'aptitude de professeur d'art dramatique est le diplôme requis pour l'accès au concours externe du grade. Une cinquantaine d'enseignants exercent actuellement cette fonction dans le grade. Les enseignants peuvent être également recrutés par voie contractuelle.

Les professeurs territoriaux d'enseignement artistique ont une mission de service public. Ils enseignent et sont susceptibles d'assurer la responsabilité du département art dramatique de l'établissement. Ils peuvent également être amenés à exercer les fonctions

de professeur chargé de direction d'un conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal. Une évolution de carrière dans la filière artistique territoriale peut les conduire à prendre la fonction de directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique, notamment par voie de concours.

Dans les établissements et structures d'enseignement ne relevant pas des collectivités territoriales, le recrutement s'effectue de manière contractuelle (CDD, CDI) au titre des diplômes, qualités, compétences et renommée présentés.

L'organisation du travail est rythmée par les années scolaires ou universitaires. Le temps de travail est défini par le statut ou le contrat de travail. En ce qui concerne les professeurs territoriaux d'enseignement artistique, le temps d'enseignement hebdomadaire est de seize heures.

Le professeur d'art dramatique peut travailler en collaboration avec des artistes d'autres secteurs du spectacle vivant (musique, danse, arts du cirque, arts de la rue, ...) et conduire des projets avec des partenaires divers (patrimoine, lecture publique, enseignement général, secteur socioculturel, secteur sanitaire et social, ...).

Participant à la conception et à la réalisation du projet de l'établissement, le professeur d'art dramatique a la responsabilité de la conduite des activités pédagogiques et culturelles de sa classe ou de son département. Il est de ce fait doté d'une autonomie importante le conduisant notamment à organiser les prestations artistiques de ses élèves.

#### **4. Place dans l'organisation de la structure professionnelle**

Les enseignants relevant des collectivités territoriales sont recrutés par un élu (maire, président d'une communauté de communes ou d'une communauté d'agglomération, notamment) et sont placés sous l'autorité du directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique.

Responsables du département théâtre, mais sans rôle hiérarchique défini, ils peuvent être amenés à encadrer une équipe d'enseignants (assistants territoriaux d'enseignement artistique et/ou assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique, notamment). Ils assurent, dans le cadre de la formation des élèves, le traitement des questions liées à la mise en scène des spectacles qu'ils réalisent (contact avec les techniciens du plateau, logistique, gestion, ...).

#### **II - Référentiel d'activités professionnelles et référentiel de certification**

Les activités décrites en 1 (enseigner : de l'initiation au CEPI théâtre) et 2 (concevoir son programme artistique et pédagogique) sont des activités communes aux fonctions dévolues aux enseignants d'art dramatique, qu'il s'agisse d'enseignants titulaires du diplôme d'État (DE) d'enseignement du théâtre ou d'enseignants titulaires du certificat d'aptitude (CA) aux fonctions de professeur d'art dramatique.

*(Tableau page suivante)*

RÉFÉRENTIEL D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES			RÉFÉRENTIEL DE CERTIFICATION		
Activités	Tâches	Compétences, connaissances, attitudes	Compétences, connaissances, attitudes évaluées	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation
<b>I. Enseigner : de l'initiation au CEPI d'art dramatique</b>					
Accueillir et accompagner un groupe d'élèves		<ul style="list-style-type: none"> <li>- partir des forces et ressources du groupe</li> <li>- susciter et préserver la dynamique du groupe et la valorisation de chaque élève</li> <li>- aider les élèves à se situer au sein du groupe, développer chez eux l'écoute (écoute de soi, de l'autre, de soi au sein du groupe)</li> <li>- adapter l'action pédagogique et l'apport de connaissances, en fonction des situations, et plus généralement du comportement des élèves et du groupe</li> <li>- être attentif à la progression de chaque élève, dans le respect de ses capacités et attentes</li> <li>- être attentif à la progression du groupe lui-même</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- partir des forces et ressources du groupe</li> <li>- susciter et préserver la dynamique du groupe et la valorisation de chaque élève</li> <li>- aider les élèves à se situer au sein du groupe, développer chez eux l'écoute (écoute de soi, de l'autre, de soi au sein du groupe)</li> <li>- adapter l'action pédagogique et l'apport de connaissances, en fonction des situations, et plus généralement du comportement des élèves et du groupe</li> <li>- être attentif à la progression de chaque élève, dans le respect de ses capacités et attentes</li> <li>- être attentif à la progression du groupe lui-même</li> </ul>	Épreuve pédagogique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- instaurer une juste distance entre observation et implication, accompagnement et directivité</li> <li>- faire preuve de clarté dans les consignes et de justesse dans les corrections</li> <li>- solliciter les imaginaires</li> <li>- créer un esprit de groupe en prenant en compte les limites et les capacités de chacun</li> <li>- gérer une progression</li> </ul>
Mener des séances d'apprentissage pratique du théâtre		<ul style="list-style-type: none"> <li>- structurer de manière dynamique les séquences de pratique en cohérence avec le profil, le niveau et le projet de la classe</li> <li>- exprimer avec clarté et précision des propositions et des consignes</li> <li>- interrompre, modifier, changer, en tant que de besoin, un exercice, en temps réel</li> <li>- écouter les réactions des élèves et y être attentif</li> <li>- solliciter et accueillir leurs propositions et, le cas échéant, prendre appui sur elles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- structurer de manière dynamique les séquences de pratique en cohérence avec le profil, le niveau et le projet de la classe</li> <li>- exprimer avec clarté et précision des propositions et des consignes</li> <li>- interrompre, modifier, changer, en tant que de besoin, un exercice, en temps réel</li> <li>- solliciter et accueillir leurs propositions et, le cas échéant, prendre appui sur elles</li> </ul>	Épreuve pédagogique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- choisir, ordonner, conduire des séquences adaptées aux objectifs pédagogiques</li> </ul>
Conduire des séquences d'entraînement physique et vocal		<ul style="list-style-type: none"> <li>- fonder ces séquences sur une connaissance suffisante des données physiques et physiologiques qu'elles mettent en jeu</li> <li>- les choisir suivant une méthode raisonnée</li> <li>- les articuler avec la pratique du théâtre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- fonder ces séquences sur une connaissance suffisante des données physiques et physiologiques qu'elles mettent en jeu</li> <li>- les articuler avec la pratique du théâtre</li> </ul>	Épreuve pédagogique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- articuler technique et sens artistique</li> <li>- développer une option, un point de vue ou le faire émerger d'une recherche collective</li> <li>- éclairer ses propositions par des apports théoriques</li> </ul>
Donner les moyens aux élèves d'approcher l'exigence artistique de leurs travaux		<ul style="list-style-type: none"> <li>- conduire les exercices et travaux de manière à rendre accessibles aux élèves les enjeux contenus dans ceux-ci</li> <li>- concevoir et moduler les propositions d'exercices en les reliant avec la matière artistique</li> <li>- mettre régulièrement en regard les éléments techniques et l'expression artistique</li> <li>- permettre à l'élève de développer une interprétation personnelle</li> <li>- maîtriser les étapes de préparation d'une présentation de travaux d'élèves, d'une représentation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- conduire les exercices et travaux de manière à rendre accessibles aux élèves les enjeux contenus dans ceux-ci</li> <li>- mettre régulièrement en regard les éléments techniques et l'expression artistique</li> <li>- permettre à l'élève de développer une interprétation personnelle</li> </ul>	Épreuve pédagogique	
Éclairer la pratique par des apports théoriques, artistiques et culturels		<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître et s'approprier les fondamentaux des sciences de l'éducation et les textes de référence relatifs à l'enseignement du théâtre</li> <li>- aborder la diversité des genres, styles et esthétiques, en portant une attention particulière aux écritures contemporaines et à leur mise en écho avec le répertoire théâtral depuis ses origines</li> <li>- mettre au service de sa pédagogie une connaissance fine de l'actualité théâtrale et assurer la mise en liaison des élèves avec l'environnement artistique immédiat</li> <li>- favoriser leur ouverture à tous les arts qui peuvent participer à la réalisation théâtrale</li> <li>- développer chez l'élève l'aptitude à construire une analyse critique des spectacles et des œuvres</li> <li>- d'une manière générale, mettre sa propre expérience d'artiste au service de sa démarche pédagogique ; revisiter en permanence ses repères artistiques</li> </ul>			

<b>2. Concevoir son programme artistique et pédagogique</b>					
Observer, mesurer les besoins, les attentes et les capacités des élèves	<ul style="list-style-type: none"> <li>- appréhender les motivations des élèves</li> <li>- prendre en compte des contextes d'apprentissage diversifiés</li> <li>- identifier les pratiques artistiques personnelles des élèves</li> <li>- adapter sa pédagogie à des publics de différents niveaux, profils et âges</li> </ul>				
Organiser sa réflexion pédagogique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- nommer, définir et interroger les éléments constitutifs de l'art dramatique et de son enseignement</li> <li>- inscrire un cursus dans la durée</li> <li>- adapter les objectifs d'enseignement et les parcours pour les atteindre tant en fonction des caractéristiques du ou des groupes concernés que des progressions individuelles et collectives des élèves</li> <li>- porter un regard critique sur sa pratique pédagogique</li> <li>- le cas échéant, inscrire son programme dans un projet pédagogique global, dans un projet d'établissement</li> </ul>				
Tenir à jour une estimation raisonnée et régulière de l'avancée des acquisitions	<ul style="list-style-type: none"> <li>- dégager des éléments permettant d'appréhender objectivement la progression technique et artistique des élèves</li> <li>- établir un constat d'évolution des comportements et des acquisitions en adéquation aux profils et niveaux de chaque élève</li> <li>- guider l'élève jusqu'à l'auto évaluation</li> <li>- animer l'auto évaluation du groupe</li> </ul>				
<b>3. Être responsable d'un département théâtre</b>					
Fédérer une communauté d'élèves	<p>En liaison étroite avec les enseignants du département théâtre (équipe pédagogique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- assurer la continuité entre les différents cycles</li> <li>- associer les élèves à la dynamique globale du département</li> <li>- savoir arbitrer</li> <li>- assurer le suivi et guider l'orientation des élèves</li> </ul>	- assurer le suivi et guider l'orientation des élèves	Entretien avec le jury	- identifier les circuits de la pratique en amateur et les filières professionnalisantes	
Concevoir le projet pédagogique du département théâtre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître les orientations nationales et les textes réglementaires relatifs à l'enseignement de l'art dramatique</li> <li>- concevoir et mettre en place des programmes ouverts sur la diversité des esthétiques, mouvements, courants, genres, domaines, ...</li> <li>- définir des objectifs de formation</li> <li>- organiser et garantir leur mise en œuvre</li> <li>- concevoir des outils d'évaluation appropriés</li> <li>- établir, en concertant l'équipe pédagogique, un programme annuel de travail</li> <li>- garantir la liaison, la progression d'un cycle à l'autre</li> <li>- concevoir des dispositifs pédagogiques innovants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître les orientations nationales et les textes</li> <li>- définir des objectifs de formation</li> <li>- organiser leur mise en œuvre</li> <li>- concevoir des dispositifs pédagogiques innovants</li> </ul>	Épreuve écrite	<ul style="list-style-type: none"> <li>- définir une thématique de travail artistique et pédagogique, ses contenus, ses contours, ses enjeux, ses objectifs et ses possibles résonances</li> <li>- traduire ces données en programme d'exploration</li> <li>- élaborer une progression</li> <li>- repérer et nommer les ressources pédagogiques et artistiques mobilisables pour conduire ce programme</li> <li>- définir des modules expérimentaux et en évaluer l'opérationnalité et la pertinence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- définir une thématique de travail artistique et pédagogique, ses contenus, ses contours, ses enjeux, ses objectifs et ses possibles résonances</li> <li>- traduire ces données en programme d'exploration</li> <li>- élaborer une progression</li> <li>- repérer et nommer les ressources pédagogiques et artistiques mobilisables pour conduire ce programme</li> <li>- définir des modules expérimentaux et en évaluer l'opérationnalité et la pertinence</li> </ul>
Définir les axes artistiques du projet pédagogique du département théâtre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un projet artistique en précisant les spécificités inhérentes au contexte social et culturel local, aux publics visés</li> <li>- établir des partenariats avec les équipes artistiques confirmées proches (CDN, scènes nationales, compagnies indépendantes, ...)</li> <li>- faciliter la fréquentation des lieux de spectacles aux élèves</li> <li>- susciter des interventions ponctuelles des équipes artistiques programmées sur le territoire</li> <li>- développer une politique d'intervention d'artistes dans le cursus d'enseignement (stages)</li> <li>- intégrer à l'enseignement du théâtre des compétences et ressources de la musique et de la danse</li> <li>- organiser la « ressource théâtre » auprès des autres disciplines enseignées</li> <li>- mener, le cas échéant, des projets pluridisciplinaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- établir des partenariats avec les équipes artistiques confirmées proches (CDN, scènes nationales, compagnies indépendantes)</li> <li>- susciter des interventions ponctuelles des équipes artistiques programmées sur le territoire</li> <li>- développer une politique d'intervention d'artistes dans le cursus d'enseignement (stages)</li> <li>- intégrer à l'enseignement du théâtre des compétences et ressources de la musique et de la danse</li> <li>- organiser la « ressource théâtre » auprès des autres disciplines enseignées dans l'établissement</li> </ul>	<p>Épreuve écrite et</p> <p>Épreuve orale et</p> <p>Entretien avec le jury</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- exposer clairement un point de vue, de l'argumenter</li> <li>- identifier les interlocuteurs</li> <li>- repérer et nommer les ressources artistiques mobilisables pour concevoir un projet</li> <li>- apporter une réponse pédagogique et artistique adaptée à des projets relevant d'autres disciplines</li> <li>- proposer des projets pédagogiques et artistiques aux autres disciplines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- exposer clairement un point de vue, de l'argumenter</li> <li>- identifier les interlocuteurs</li> <li>- repérer et nommer les ressources artistiques mobilisables pour concevoir un projet</li> <li>- apporter une réponse pédagogique et artistique adaptée à des projets relevant d'autres disciplines</li> <li>- proposer des projets pédagogiques et artistiques aux autres disciplines</li> </ul>

	Animer et coordonner une équipe pédagogique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- valoriser les compétences individuelles et les relier entre elles</li> <li>- coordonner les approches et les initiatives au service du projet pédagogique du département</li> <li>- organiser et animer des temps réguliers de concertation, de suivi, de réflexion prospective</li> <li>- concevoir et formuler un projet, une note analytique, ou une problématique en relation avec l'enseignement</li> <li>- solliciter l'accompagnement de personnalités artistiques apportant un regard pédagogique et artistique extérieur sur les travaux des élèves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- concevoir et formuler un projet, une note analytique ou une problématique en relation avec l'enseignement</li> <li>- solliciter l'accompagnement de personnalités artistiques apportant un regard pédagogique et artistique extérieur sur les travaux des élèves</li> </ul>	Entretien avec le jury	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mobiliser ses connaissances sur une problématique donnée</li> <li>- définir des enjeux à partir d'un contexte donné et de les traduire en objectifs opérationnels</li> <li>- synthétiser</li> <li>- installer une distance critique et analytique vis-à-vis de sa propre pratique et de celle des autres</li> </ul>
	Être acteur du projet d'établissement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- se situer par rapport aux objectifs pédagogiques d'un établissement, aux publics qui le fréquentent (contexte social et culturel), aux partenariats qu'il met en œuvre</li> <li>- garantir la mise en œuvre du schéma d'orientation pédagogique théâtre publié par le ministère chargé de la culture</li> <li>- soutenir, en tant que de besoin, des actions visant à l'amélioration des conditions matérielles de l'enseignement</li> <li>- participer à l'élaboration et à la rédaction des documents d'information qui en découlent</li> <li>- participer à la mise en œuvre du projet d'établissement</li> <li>- s'associer à toute réflexion prospective ; savoir s'adapter, le cas échéant, au changement, aux réformes</li> <li>- participer le cas échéant à des événements artistiques à l'initiative de l'établissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- se situer par rapport aux objectifs pédagogiques d'un établissement, aux publics qui le fréquentent (contexte social et culturel), aux partenariats qu'il met en œuvre</li> <li>- participer à la conception et à la rédaction du projet d'établissement</li> <li>- s'associer à toute réflexion prospective ; savoir s'adapter, le cas échéant, au changement, aux réformes</li> </ul>	Épreuve orale et Entretien avec le jury	<ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier et comprendre les grandes étapes de la décentralisation culturelle et de l'évolution de ses enjeux</li> <li>- identifier et de comprendre le fonctionnement des institutions culturelles</li> <li>- situer son activité pédagogique au regard du schéma d'orientation pédagogique</li> <li>- se repérer dans le fonctionnement des collectivités territoriales</li> <li>- rédiger et d'avoir des capacités d'analyse et de synthèse</li> <li>- identifier et de comprendre les pratiques pédagogiques et artistiques des autres disciplines enseignées de traduire des enjeux en objectifs opérationnels</li> </ul>
<b>4. Être acteur de la vie culturelle locale</b>					
	Organiser la relation du département théâtre avec des publics divers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- hors toute contrainte de réalisation spectaculaire, développer des actions de rencontre avec différents publics (lectures, mise en espace de textes) dans des lieux divers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- hors toute contrainte de réalisation spectaculaire, développer des actions de rencontre avec différents publics (lectures, mise en espace de textes) dans des lieux divers</li> </ul>	Épreuve orale ou Épreuve écrite	<ul style="list-style-type: none"> <li>- concevoir des dispositifs de médiation adaptés à une situation donnée et les nommer</li> </ul>
	Assurer un rôle de conseil et d'expertise dans la collectivité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mobiliser l'ensemble de ses compétences pour répondre aux besoins stratégiques de la collectivité</li> </ul>			

## Annexe II

### Liste des Écoles supérieures d'art dramatique

- Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris,
- École supérieure d'art dramatique du théâtre national de Strasbourg,
- École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre de Lyon,
- Classe professionnelle du conservatoire à rayonnement régional de Bordeaux,
- Classe professionnelle du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier,
- École du Théâtre national de Bretagne,
- École régionale d'acteurs de Cannes,
- École de la comédie de Saint-Étienne,
- École professionnelle supérieure d'art dramatique du Nord - Pas-de-Calais,
- École supérieure nationale des arts de la marionnette de Charleville-Mézières.

**Annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de musicien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme (arrêté publié au *J.O n° 34* du 9 février 2008).**

### Métier « Instrumentiste-chanteur »

#### I - Contexte actuel du métier

##### 1. Définition

Le musicien « instrumentiste-chanteur » est un artiste-interprète qui exerce généralement son activité dans le secteur du spectacle vivant subventionné ou privé. Il peut être engagé par des employeurs dits occasionnels, c'est-à-dire des employeurs dont l'activité principale n'est pas le spectacle et qui relèvent alors du champ du Guso (collectivités locales, groupements d'amateurs, hôtels cafés restaurants, ...).

Il peut également inscrire son activité dans le secteur du spectacle enregistré dans des emplois relatifs à l'enregistrement de phonogrammes, de vidéogrammes, de bandes sonores accompagnant des films ou tout autre support numérique ou analogique.

Il est interprète d'un répertoire musical réparti en deux grands domaines : les musiques classiques et les musiques actuelles. Un même musicien peut tour à tour intervenir dans chacun de ces deux domaines.

Ces termes, utilisés par commodité sémantique, recouvrent un ensemble d'esthétiques voisines que l'on peut préciser par la notion de champ musical.

Les champs musicaux du domaine des musiques classiques recouvrent la musique ancienne, la musique classique / romantique / moderne et la musique contemporaine.

Les champs musicaux du domaine des musiques actuelles recouvrent le jazz et les musiques improvisées, les musiques traditionnelles et les musiques du monde, la chanson, les musiques amplifiées (utilisant l'amplification électronique comme mode de création).

L'instrumentiste-chanteur pratique son art devant un public ou lors de séances d'enregistrement.

Il noue une relation particulière avec le public au moment du concert, mais il peut être aussi sollicité dans la présentation et l'explication de son art et de ses pratiques auprès du plus large public. Il peut le cas échéant intervenir dans le cadre d'actions éducatives vers le jeune public.

Il peut choisir de cumuler son emploi avec des activités d'enseignement, par nature complémentaires, dans un établissement d'enseignement artistique (Conservatoire national supérieur de musique et de danse, établissement d'enseignement public de la musique, de la danse et du théâtre, école associative, ...), dans le respect des règles de cumul d'emploi en vigueur.

#### 2. Types de structures concernées par le métier

Environ 31 000 musiciens professionnels sont dénombrés sur le territoire français (source INSEE 2005), répartis de la manière suivante :

- pour une trentaine d'orchestres permanents, une vingtaine de maisons d'opéra, des chœurs permanents : plus de 2 500 musiciens d'orchestres et plus de 400 choristes,
- au sein d'ensembles instrumentaux et vocaux non permanents intervenant dans le domaine des musiques classiques : plus de 3 000 instrumentistes et choristes,
- les autres musiciens professionnels interviennent principalement dans le domaine des musiques actuelles (chanson, variétés, jazz, bals, galas, musiques traditionnelles, ...).

Ces structures-employeurs ont des statuts variés : établissement public, SARL, association, régie municipale, ... Elles peuvent être également des structures de programmation épisodique (festivals). En toutes hypothèses, elles doivent être détentrices

de la ou des licences d'entrepreneurs de spectacles correspondant à leurs activités.

Les employeurs du secteur des musiques actuelles sont aussi variés que les genres musicaux représentés et les lieux d'exercice du métier (studio, salle polyvalente, salle de spectacles dont SMAC, bars et lieux éphémères, ...). S'ils sont souvent organisés en sociétés à vocation commerciale, un important secteur associatif s'est toutefois développé au cours des quinze dernières années à la faveur d'un soutien accru des collectivités publiques aux musiques actuelles. Une part importante du travail est fournie par les employeurs occasionnels.

Pour l'ensemble du spectacle vivant, près de 100 000 employeurs relevant du Guso génèrent au moins une déclaration de spectacle par an, pour un total de 628 000 emplois déclarés, soit une masse salariale de près de 160 Meuros. Les musiciens (60 % des emplois déclarés) et les chanteurs (14 %) représentent près des trois-quarts de ces emplois (source Guso 2006).

### 3. Emplois concernés

Le musicien est salarié sur la base d'un contrat à durée indéterminée (CDI) ou sur la base de contrats à durée déterminée (CDD) auprès de plusieurs employeurs successifs.

Son emploi dans l'entreprise est régi par des normes légales, réglementaires et conventionnelles, fixant des minima salariaux, mais aussi par les modalités pratiques d'exécution du contrat de travail (déplacements, répétitions, ...).

L'orchestre et le chœur permanents travaillent fréquemment dans un équipement fixe de répétition et/ou de diffusion. Les ensembles non permanents n'ont pas toujours de lieu de résidence. Cette spécificité impose une grande mobilité aux musiciens.

Le rythme des activités du musicien artiste interprète est lié à l'activité de la ou des formations dans lesquelles il travaille : répétitions, concerts, festivals, tournées, animations, ...

#### 3.a.- Pour les musiques classiques :

Le musicien instrumentiste-chanteur exerce son activité soit comme salarié permanent dans un établissement de création et de diffusion artistique (orchestre ou chœur permanent, maison d'opéra, généralement subventionnés par l'État et/ou les collectivités territoriales), soit comme salarié d'ensembles instrumentaux ou vocaux. Il a vocation à

se produire en qualité de tuteur mais peut parfois tenir des fonctions de chef de pupitre ou intervenir en qualité de soliste.

L'orchestre permanent comprend trois ou quatre catégories de musiciens selon la place qu'ils occupent dans l'exécution du programme musical et selon les traditions de l'orchestre : musicien tuteur ou musicien du rang (3<sup>e</sup> catégorie), ce qui représente la majorité des emplois occupés ; musicien second soliste (2<sup>ème</sup> catégorie) ; musicien soliste et co-soliste (1<sup>re</sup> catégorie).

L'appellation courante et homogène au sein des orchestres est : « place dans le pupitre », « nom de l'instrument » suivi éventuellement du « nom de l'orchestre » (ex : second violon à l'orchestre de...).

L'instrumentiste-chanteur est recruté par concours ou audition. Par ailleurs, pour les ensembles instrumentaux et vocaux, ce recrutement est souvent lié à sa connaissance d'une esthétique et d'un répertoire particuliers. Sa collaboration avec l'ensemble s'inscrit dans une durée généralement supérieure à celle du contrat.

#### 3.b.- Pour les musiques actuelles :

Le musicien instrumentiste-chanteur fait généralement partie d'une équipe d'artistes, au sein de laquelle il est soliste, accompagnateur et/ou choriste. Il peut prendre part à la direction artistique du groupe en accompagnant ses démarches artistiques (conception du programme, enregistrement en studio, radio, web, production phonographique). Il peut, en tant que mandataire, signer, au nom des artistes de l'ensemble auquel il appartient, un contrat de travail commun aux musiciens qui lui ont donné mandat en ce sens.

L'instrumentiste-chanteur exerce généralement dans plusieurs groupes en parallèle.

Son recrutement se fait parfois par audition ou casting, notamment pour des tournées importantes, mais plus souvent au titre de sa réputation, de ses relations professionnelles et de sa compétence. Il pourra être :

- instrumentiste-chanteur spécialisé (ex : bassiste du groupe...) ;
- poly-instrumentiste-chanteur ;
- contributeur au projet artistique (arrangeur, créateur de parties, de paroles, d'idées scéniques).

La jam session fait parfois office d'audition de recrutement. L'emploi non pérenne donne un caractère éphémère au recrutement.



#### **4. Place dans l'organisation de la structure professionnelle**

##### 4.a.- Pour les musiques classiques :

En tant qu'artiste-interprète, l'instrumentiste-chanteur dispose d'une certaine autonomie d'interprétation musicale, pouvant être assimilée à un acte créatif, toutefois encadrée par l'écriture de la partition et les consignes du chef de l'orchestre ou de l'ensemble.

Dans les orchestres permanents, l'instrumentiste-chanteur travaille dans une structure artistique hiérarchisée. Il est placé sous la responsabilité de son chef de pupitre, l'orchestre étant placé quant à lui sous la direction du chef d'orchestre.

##### 4.b.- Pour les musiques actuelles :

Si certains orchestres des musiques actuelles proposent à l'interprète une activité voisine de celle d'un musicien d'orchestre (travail sur partitions ou relevé strict d'un document sonore), dans de nombreux cas, des moments d'improvisation ou d'arrangement en temps réel le placent dans un rôle de création.

Les rapports hiérarchiques entre les musiciens sont divers. S'il existe un rôle de leader dans le groupe, voire de chef de section (section cuivres ou section rythmique), la nécessaire autonomie de création suppose davantage une notion de coresponsabilité que de subordination, pour le groupe et pour chaque artiste.

#### **II - Référentiel d'activités professionnelles et référentiel de certification**

Le référentiel d'activités professionnelles est structuré en quatre chapitres qui se déclinent de la manière suivante :

- 1. Démarche préalable à la réalisation musicale : approche, appropriation, élaboration,

- 2. Réalisation musicale : prestation publique, enregistrement,

- 3. Construction du parcours professionnel : prévention des risques professionnels, connaissance de l'environnement socioprofessionnel, enrichissement de son parcours professionnel,

- 4. Activités complémentaires : au sein d'un ensemble, vers d'autres structures.

Les modalités d'évaluation (épreuves pratiques, épreuves écrites, épreuves orales, entretiens) ont vocation à recouvrir plusieurs compétences définies par le référentiel d'activités professionnelles.

#### **Définitions**

Domaine musical : dans ce document, le répertoire musical est réparti en deux grands domaines :

- les musiques classiques,
- les musiques actuelles.

Ces termes, utilisés par commodité sémantique, recouvrent un ensemble d'esthétiques voisines que l'on peut préciser par la notion de champ musical.

Champs musicaux du domaine des musiques classiques :

- musique ancienne,
- musique classique / romantique / moderne,
- musique contemporaine.

Champs musicaux du domaine des musiques actuelles :

- jazz et musiques improvisées,
- musiques traditionnelles et musiques du monde,
- chanson,
- musiques amplifiées (utilisant l'amplification électronique comme mode de création).

*(Tableau pages suivantes)*

RÉFÉRENTIEL D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES			RÉFÉRENTIEL DE CERTIFICATION		
Activités	Tâches	Compétences, connaissances, attitudes	Compétences, connaissances, attitudes évaluées	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation
<b>I. Démarche préalable à la réalisation musicale</b>					
<b>I.a. Approche</b>					
Rechercher, collecter, recueillir	<ul style="list-style-type: none"> <li>- consultation de sources documentaires variées</li> <li>- sélection des pistes de travail</li> <li>- sélection des éléments musicaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier les ressources de la documentation musicale (personnes, lieux, outils, ...)</li> <li>- mettre en œuvre une méthode de recherche</li> <li>- apprécier l'intérêt artistique des éléments recueillis sur différents supports</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves orales et/ou écrites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- aboutissement de la recherche</li> <li>- respect des consignes et des délais</li> <li>- rigueur dans la méthode</li> <li>- esprit de synthèse</li> <li>- originalité dans le contenu</li> </ul>
Créer, écrire, réécrire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- instrumentation</li> <li>- arrangement</li> <li>- improvisation</li> <li>- composition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître et manier les éléments constitutifs du langage de son champ musical (rythme, harmonie, forme, instrumentation, le cas échéant arrangement, improvisation ou composition)</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques ou écrites en fonction du champ musical	<ul style="list-style-type: none"> <li>- prise de risque</li> <li>- travail personnel</li> <li>- esprit d'ouverture</li> <li>- réalisation dans le champ musical de prédilection, d'une production qui utilise de manière pertinente les outils de création appropriés</li> </ul>
<b>I.b. Appropriation</b>					
Identifier et s'approprier les techniques nécessaires à la réalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en jeu des données organologiques</li> <li>- travail individuel</li> <li>- déchiffrement, décodage ; première lecture, première écoute ou repiquage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître la facture et le fonctionnement de son instrument</li> <li>- maîtriser les gestes de préparation de l'instrument pour l'acte musical</li> <li>- suivre l'évolution de la facture instru-mentale et technologique</li> <li>- maîtriser les différents systèmes de notation et/ou de transmission de son champ musical</li> <li>- maîtriser une technique instrumentale ou vocale de haut niveau en incluant notamment les techniques spécifiques nécessaires au champ musical en question</li> <li>- maîtriser un répertoire large, dans plusieurs styles et/ou époques</li> <li>- être initié aux outils informatiques concernant l'édition des partitions et le montage.</li> </ul>	Idem	Évaluation continue et évaluation terminale : épreuves pratiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- préparation fine de l'instrument</li> <li>- choix du répertoire</li> <li>- niveau d'exécution</li> <li>- utilisation d'au moins un outil informatique en fonction de ses besoins artistiques pour les musiques classiques ; utilisation de l'ensemble des outils informatiques mis à disposition (ceux des musiques classiques plus enregistrement et édition audio, traitement et conception du signal) pour les musiques actuelles</li> </ul>
Effectuer des recherches sur l'œuvre et son contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>- place de l'œuvre dans l'histoire de son champ et domaine musical</li> <li>- liens éventuels de l'œuvre avec des pièces d'autres esthétiques et/ou d'autres arts</li> <li>- analyse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- disposer d'une culture approfondie de son répertoire (histoire de la musique, esthétique) et savoir la mobiliser de manière appropriée</li> <li>- s'ouvrir à d'autres répertoires</li> <li>- disposer de connaissances en culture générale permettant de situer l'œuvre dans son contexte esthétique, historique, sociologique, ...</li> <li>- mobiliser des sources documentaires utiles à la compréhension de l'œuvre</li> <li>- maîtriser les processus d'analyse des œuvres de son champ musical</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves orales et/ou écrites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- aboutissement de l'étude</li> <li>- respect des consignes et des délais</li> <li>- rigueur dans la méthode</li> <li>- esprit de synthèse</li> <li>- compréhension du texte</li> <li>- mise en relation de connaissances historiques, analytiques et de culture générale appropriées aux besoins du métier</li> </ul>

<b>1.c. Élaboration</b>					
Élaborer le projet artistique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- adaptation à la conduite du spectacle</li> <li>- insertion dans l'ensemble</li> <li>- adaptation aux exigences d'un chef, d'un ensemble, d'un projet</li> <li>- répétition musicale et scénique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- comprendre le déroulement de la forme d'un spectacle : placement et déplacement des musiciens, intégration d'éléments de décor, d'accessoires, de chorégraphie, d'images...</li> <li>- le cas échéant, participer à l'élaboration de ce déroulement</li> <li>- comprendre les modes de fonctionnement d'un collectif</li> <li>- exprimer et argumenter ses choix artistiques</li> <li>- préparer son instrument pour une sonorité optimale au regard du projet artistique</li> <li>- rechercher la justesse et/ou la pertinence des sons produits</li> <li>- adapter son jeu aux exigences du chef, de l'ensemble ou du projet</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques en petits et grands ensembles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- implication dans le travail de l'ensemble</li> <li>- intégration à l'ensemble</li> <li>- adaptation à des situations scéniques variées</li> </ul>
Préparer un enregistrement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- estimation de la pertinence de l'enregistrement dans le projet de l'artiste ou de l'ensemble</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- définir les objectifs du projet d'enregistrement et choisir la forme et les supports adaptés</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques de situations d'enregistrement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- adéquation des objectifs au projet</li> <li>- prise en compte des exigences techniques</li> <li>- analyse du projet avec l'équipe technique</li> </ul>
Enrichir son répertoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- élargissement de son répertoire</li> <li>- travail de l'écoute dans tous ses paramètres (timbre, justesse...)</li> <li>- travail du son individuel et collectif</li> <li>- développement de l'identité artistique de la formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- développer son esprit d'inventivité, notamment par la pratique de l'improvisation, de la réécriture ou de la création collective</li> <li>- solliciter sa curiosité</li> <li>- être initié aux éléments constitutifs du langage (rythme, harmonie, forme, instrumentation, le cas échéant arrangement, improvisation ou composition) des autres champs musicaux</li> <li>- être initié aux différents systèmes de notation musicale des autres champs et domaines musicaux</li> <li>- rechercher de nouvelles pièces</li> <li>- effectuer des choix d'esthétique sonore</li> <li>- assumer ses choix esthétiques</li> <li>- s'auto-évaluer</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques et/ou écrites et/ou orales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- engagement personnel</li> <li>- originalité de la démarche</li> <li>- appropriation d'éléments d'un répertoire hors de son champ musical de prédilection</li> </ul>
<b>2. La réalisation musicale</b>					
<b>2.a. Prestation publique</b>					
Se mettre en situation de représentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- préparation physique et mentale, concentration</li> <li>- déplacement et installation sur scène</li> <li>- adoption des normes de représentation en vigueur sur l'entrée et la sortie de scène</li> <li>- création d'une expression scénique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- adapter les processus de réveil sensoriel, de préparation corporelle, vocale, mentale à ses propres besoins</li> <li>- adapter les processus de contrôle du trac aux différentes situations</li> <li>- maîtriser son accord (tempérament) au sein du groupe</li> <li>- adopter une attitude en rapport avec l'intention artistique de l'événement et les règles de présentation fixées par l'ensemble</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- évolution de l'approche de l'interprétation (soliste ou groupe)</li> <li>- prise de conscience des processus corporels</li> <li>- énonciation des problèmes analysés</li> <li>- justesse de l'accord</li> <li>- adaptation à l'intention artistique de l'événement</li> </ul>
Être vecteur d'une expression artistique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participation à l'expression globale de l'ensemble</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mobiliser une haute technicité vocale ou instrumentale</li> <li>- évaluer constamment son jeu pour une participation optimale artistique dans l'ensemble (prise en compte de la totalité des paramètres sonores)</li> <li>- s'inscrire avec conviction dans une expression musicale</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques en petits et grands ensembles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- implication dans le travail de l'ensemble</li> <li>- intégration à l'ensemble</li> <li>- adaptation à des situations scéniques variées</li> </ul>

Connaître l'environnement technique lié à sa prestation	- adaptation aux conditions acoustiques du lieu - travail avec la régie (son, lumière, décors...) - réalisation d'une balance - adaptation aux règles de sécurité	Idem	Idem	- réagir aux caractéristiques acoustiques et spatiales du lieu de représentation - prendre en compte les contraintes liées aux modes de diffusion sonore et de traitement du son en temps réel - tenir compte des contraintes scéniques (lumière, décors, ...)	Évaluation continue : épreuves pratiques et/ou écrites et/ou orales	- identification des contraintes du lieu et réponses adaptées - diagnostic des dysfonctionnements et prise des dispositions nécessaires
Respecter le cadre juridique et réglementaire lié à sa prestation	- activité dans le respect des droits d'auteur et des droits voisins - activité dans le respect de la réglementation du travail	Idem	Idem	- connaître les règles générales en matière de droit d'auteur et droits voisins - connaître les dispositions d'ordre réglementaire dans un cadre général et en vigueur dans le cadre particulier du lieu du spectacle - être initié aux règles de sécurité en vigueur dans les différents lieux de travail	Évaluation continue : épreuve écrite (questionnaire)	- assimilation des connaissances élémentaires
<b>2.b. L'enregistrement</b>						
Se mettre en situation d'enregistrement	- préparation physique et mentale, concentration - adaptation à la configuration spécifique du lieu d'enregistrement - préparation technique optimale du matériel	Idem	Idem	- adapter les processus de réveil sensoriel, de préparation corporelle, vocale, mentale à ses propres besoins - gérer son énergie et son engagement dans la durée de l'enregistrement - prendre en compte la pression spécifique liée à cette situation - maîtriser son accord (tempérament) au sein du groupe	Évaluation continue : épreuves pratiques	- qualité de concentration et d'efficacité - gestion du temps et du matériel - adaptation aux exigences techniques
Être vecteur d'une expression artistique	- participation à l'expression globale de l'ensemble	Idem	Idem	- évaluer constamment son jeu pour une participation optimale artistique de l'ensemble (prise en compte de la totalité des paramètres sonores) - préserver l'authenticité artistique dans une recherche de perfection technique	Évaluation continue : épreuves pratiques	- gestion de l'ensemble du processus d'enregistrement en studio, aboutissant à la réalisation d'un projet - qualité de concentration et d'efficacité - communication avec l'équipe technique
Connaître l'environnement technique lié à l'enregistrement	- adaptation aux conditions du lieu - travail avec la régie son et la direction artistique - réalisation d'une balance - adaptation aux règles de sécurité	Idem	Idem	- réagir aux caractéristiques acoustiques et spatiales du lieu d'enregistrement - savoir retrouver ses points de repères sonores - identifier les fonctions des membres de l'équipe technique et artistique, dialoguer avec eux dans un langage adapté	Évaluation continue : épreuves pratiques	- gestion du temps et du matériel - adaptation aux exigences techniques - communication avec l'équipe technique
Respecter le cadre juridique et réglementaire lié à sa prestation	- activité dans le respect des droits d'auteur et des droits voisins - activité dans le respect de la réglementation du travail	Idem	Idem	- connaître les règles générales en matière de droit d'auteur et droits voisins - connaître les dispositions d'ordre réglementaire dans un cadre général et en vigueur dans le cadre particulier de l'enregistrement - être initié aux règles de sécurité en vigueur sur le lieu d'enregistrement	Évaluation continue : épreuve écrite (questionnaire)	- assimilation des connaissances élémentaires
<b>3. Construction du parcours professionnel</b>						
<b>3.a. Prévention des risques professionnels</b>						
Connaître son corps, prévenir les pathologies	- gestion de sa résistance physique et psychologique - préservation de son intégrité physique	Idem	Idem	- gérer sa résistance physique et psychologique - exercer sa vigilance sur : - posture corporelle - ergonomie - respiration - dentition - audition - hygiène alimentaire - rythmes biologiques - connaître les ressources pour prévenir et soigner	Évaluation continue : épreuves pratiques	- prise de conscience des processus corporels - diagnostic et énonciation des difficultés rencontrées

<b>3.b. Connaissance de l'environnement socio-professionnel</b>					
Élaborer un projet de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaissance des partenaires professionnels</li> <li>- développement et élargissement des relations et des réseaux professionnels</li> <li>- recherche des structures de soutien au projet artistique (financement, informations juridiques, ...)</li> <li>- identification des prestataires nécessaires à la mise en œuvre du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître la structuration du secteur professionnel et suivre son évolution</li> <li>- connaître les différents systèmes de financement</li> <li>- interpréter un budget</li> <li>- connaître les processus de production et d'autoproduction</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques et/ou épreuves écrites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cohérence de la conduite du projet</li> <li>- gestion des ressources disponibles pour en tirer le meilleur parti</li> <li>- traitement global des éléments constitutifs du projet</li> </ul>
Exploiter le projet de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>- insertion dans des processus de diffusion</li> <li>- accès aux réseaux de distribution phonographiques</li> <li>- utilisation de moteurs de distribution en ligne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître le rôle et les responsabilités des différents acteurs relevant du secteur de la diffusion</li> <li>- utiliser les outils en ligne</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques et/ou écrites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement global de l'ensemble des éléments constitutifs du projet</li> <li>- réalisation d'une maquette</li> <li>- enregistrement (jaquette, textes, photos, notice biographique, ...)</li> <li>- maniement aisé de l'expression orale et écrite</li> </ul>
Suivre l'évolution réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accès aux textes réglementaires (ex : droit du travail, conventions collectives, propriété intellectuelle, prévention des risques, ...)</li> <li>- négociation d'un contrat de travail</li> <li>- interprétation des autres types de contrats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- savoir se procurer et utiliser les documents et textes en rapport avec l'exercice de sa profession</li> <li>- être initié aux aspects juridiques et réglementaires de la production, de la diffusion, de l'édition, de l'écriture et des supports musicaux</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuve écrite (questionnaire)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assimilation des connaissances élémentaires</li> </ul>
<b>3.c. Enrichissement de son parcours professionnel</b>					
Développer ses compétences	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accès à une formation professionnelle continue</li> <li>- entretien de son niveau technique individuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître les dispositifs de formation continue (CIF, DIF, validation des acquis de l'expérience, bilan de compétences, ...) comme outils de développement de son projet professionnel</li> <li>- maintenir un haut niveau technique et acquérir de nouvelles compétences :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'initier à la pratique d'autres langues, d'autres esthétiques</li> <li>- pratiquer l'autoformation</li> <li>- suivre l'actualité musicale au plan des différents langages et de leur esthétique</li> <li>- savoir lire et mesurer les évolutions du secteur professionnel</li> </ul> </li> <li>- maîtriser au moins une langue vivante étrangère, à l'oral comme à l'écrit, en priorité l'anglais</li> </ul>	Idem	Évaluation continue : épreuves orales et/ou écrites	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assimilation des connaissances élémentaires</li> <li>- autonomie dans l'interprétation musicale</li> <li>- maturité du jeu</li> <li>- maîtrise de la terminologie musicale et du vocabulaire professionnel dans la langue</li> <li>- compréhension d'un document en langue courant dans la langue étrangère</li> </ul>

<b>4. Activités complémentaires</b>					
<b>4.a. Au sein d'un ensemble</b>					
Valoriser sa place au sein d'un ensemble	- interventions ponctuelles dans une situation autre que l'exercice habituel de sa fonction	- assurer d'autres situations professionnelles (musicales, théâtrales, de régie, ...)	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques	- participation active - implication
Participer à la promotion de son art	- dialogue avec un public sur un spectacle - partage des éléments fondamentaux de sa pratique (à l'oral ou à l'écrit)	- s'inscrire dans une démarche d'action culturelle - expliquer les intentions du compositeur en adaptant son discours aux publics - expliciter ses choix esthétiques - développer les premiers éléments d'une capacité de transmission	- développer les premiers éléments d'une capacité de transmission	(en option) Évaluation continue : épreuve écrite	- assimilation des connaissances élémentaires en pédagogie fondamentale - maniement aisé de l'expression écrite
<b>4.b. Vers d'autres structures</b>					
Proposer des démarches partenariales	- vers les établissements d'enseignement spécialisé et les acteurs des pratiques en amateur - vers les établissements d'enseignement scolaire - vers d'autres établissements culturels	- connaître la structuration du réseau des établissements d'enseignement spécialisé et de la pratique en amateur - être familiarisé au réseau des établissements d'enseignement général et aux institutions relevant du ministère de l'Éducation nationale - connaître le réseau de diffusion culturelle - être force de proposition envers les partenaires potentiels			
Approcher d'autres esthétiques	- participation à des manifestations culturelles pluridisciplinaires - rencontre d'artistes d'autres champs musicaux	- être initié aux expressions artistiques pouvant être associées à sa discipline (théâtre, danse, arts plastiques, multimédia, ...)	Idem	Évaluation continue : épreuves pratiques	- implication - prise en compte des caractéristiques des autres expressions artistiques

**Annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2008 relatif au diplôme national supérieur professionnel de comédien et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme (arrêté publié au *J.O n° 34* du 9 février 2008).**

### Métier « comédien »

#### I - Contexte actuel du métier

##### **1. Définition**

Dans le secteur du spectacle vivant, en qualité d'artiste interprète, le comédien exerce son activité principalement au sein d'entreprises de création, de production ou de diffusion publiques ou privées, subventionnées ou non. Il joue le plus souvent sur des plateaux de théâtre, mais également dans d'autres lieux (espace public, lieux patrimoniaux, bibliothèques, ...).

Interprète de rôles, le comédien inscrit son activité devant un public, dans des configurations variées (théâtre dramatique, productions pluridisciplinaires faisant intervenir notamment des musiciens, des danseurs, parfois des plasticiens, théâtre de rue, performances scéniques incluant l'apport de nouvelles technologies) et parfois sous forme d'adresses particulières (théâtre en appartement, spectacle jeune public, public empêché, ...).

Dans le secteur de l'audiovisuel, son activité se décline principalement sous la forme de rôles au cinéma, à la télévision ou à la radio et d'activités de doublage et de post-synchronisation. Elle s'exerce également dans les secteurs de la publicité et des multimédias :

- interprétation dans des films de long ou court métrage (cinéma) ;
- interprétation dans des téléfilms de long ou court métrage (télédiffusion) ;
- voix et/ou doublage pour des films d'animations, de fiction, des documentaires, de long ou court métrage (télédiffusion et cinéma) ;
- quelques rôles d'interprétation de fictions à la radio (radiodiffusion).

Le secteur de la publicité offre les mêmes rôles d'interprétation, de figuration et de voix/doublage.

Le comédien, dans le déroulement de sa carrière, est susceptible d'être amené à s'orienter vers d'autres fonctions ou métiers.

Avec une formation complémentaire, ou sur la base d'expériences capitalisées, le comédien peut exercer d'autres fonctions dans son secteur artistique, par exemple :

- metteur en scène, collaborateur artistique, ... ;
- auteur, traducteur, adaptateur,...

Avec une formation spécifique et significative, il peut également exercer des fonctions :

- dans le secteur de l'action et de la médiation culturelle : concepteur et opérateur d'actions de sensibilisation au théâtre, responsable de l'action culturelle d'une structure ou d'une collectivité, ...
- dans les secteurs de la transmission : enseignement, conduite d'ateliers, de stages, de modules de formation...
- dans les secteurs de la création, de la diffusion : conduite de projets, encadrement d'équipes, direction de structures artistiques, culturelles, ...
- dans le secteur technique et technico-artistique : scénographie, lumière, son, décor, régie.

##### **2. Types de structures employant des comédiens**

Dans le secteur du spectacle vivant, les entreprises-employeurs sont les théâtres nationaux, les théâtres de ville, les théâtres privés et autres producteurs, les centres dramatiques, les scènes nationales, les scènes conventionnées, les compagnies dramatiques conventionnées et plus généralement les compagnies professionnelles.

Elles peuvent également être des structures de programmation épisodique (festivals notamment).

Leurs statuts sont variés : établissement public, SARL, association, régie municipale, ... Dans tous les cas, ces structures employeuses doivent être détentrices de la ou des licences d'entrepreneurs de spectacles correspondant à leurs activités.

Le comédien peut également être engagé par des employeurs dits occasionnels, c'est-à-dire des employeurs dont l'activité principale n'est pas le spectacle vivant et qui relèvent alors du champ du Guso (cafés, hôtels, restaurants, bibliothèques, particuliers, collectivités locales, ...). Dans ce cadre, 39 411 déclarations d'emplois de comédiens ont été effectuées en 2006 (source Guso 2007).

Dans le secteur de l'audiovisuel, les entreprises-employeurs sont les sociétés de production cinématographique, les sociétés de production audiovisuelle (radio ou télévision sur supports variés).

Ces entreprises ont principalement le statut de société anonyme (SA) ou de société à responsabilités limitées (SARL).

En 2005, on dénombrait 16 000 artistes dramatiques en activité, soit 29 % des artistes des spectacles (source INSEE 2006).

Le théâtre représente 75 % des activités des comédiens.

Les secteurs du spectacle vivant autres que le théâtre (la chanson, la marionnette, le cabaret, le cirque, le mime et les arts de la rue) représentent 9 % des activités.

Le secteur de l'audiovisuel (télévision, synchronisation-doublage, cinéma, publicité, film d'entreprise et radio) représente 16 % des activités (source DEPS 2001).

### **3. Emplois**

Dans l'usage courant, on utilise indifféremment les termes de comédien et d'acteur.

Selon les différents secteurs, le comédien est recruté par castings ou auditions ou sollicité par un metteur en scène ou un réalisateur.

Le comédien est un salarié employé sur la base d'un contrat à durée indéterminée (CDI) ou de contrats à durée déterminée (CDD) auprès de plusieurs employeurs successifs.

Son emploi dans l'entreprise est régi par des normes légales, réglementaires et conventionnelles, fixant des minima salariaux, mais aussi par les modalités pratiques d'exécution du contrat de travail (déplacements, répétitions, ...).

Le comédien est conduit à se déplacer sur l'ensemble du territoire national ou à l'étranger, afin de répéter, de se produire et de rencontrer ses partenaires professionnels (entreprises du spectacle, agents, ...).

Le rythme des activités du comédien est lié à l'activité de la ou des entreprises dans lesquelles il travaille : répétitions, représentations, tournées...

### **4. Place dans l'organisation de la structure professionnelle**

Le comédien est généralement placé sous l'autorité artistique d'un metteur en scène ou d'un réalisateur.

Son niveau de formation et de compétences lui permet de prendre des responsabilités dans l'élaboration, la préparation et la représentation des œuvres : apports théoriques, propositions artistiques...

*(Tableau pages suivantes)*



## II - Référentiel d'activités professionnelles et référentiel de certification

RÉFÉRENTIEL D'ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES			RÉFÉRENTIEL DE CERTIFICATION		
Activités	Tâches	Compétences, connaissances, attitudes	Compétences, connaissances, attitudes évaluées	Modalités d'évaluation	Critères d'évaluation
<b>1. Exercer son art d'interprète : élargir le champ de l'imaginaire</b>					
	Analyser les textes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- savoir lire, comprendre, analyser des textes</li> <li>- maîtriser l'approche du conflit dramatique, de la construction du personnage, du matériau textuel, de la dramaturgie</li> <li>- développer le lien entre le texte et l'imaginaire et le texte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- comprendre, analyser des textes</li> <li>- maîtriser l'approche du conflit dramatique, de la construction du personnage, du matériau textuel, de la dramaturgie</li> <li>- développer le lien entre le texte et l'imaginaire</li> </ul>	Évaluation continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- s'approprier un texte : <ul style="list-style-type: none"> <li>- identifier et nommer ses composantes sur divers plans : mode de narration, structuration, problématique,</li> <li>- le contextualiser,</li> <li>- le questionner pour dégager un point de vue,</li> <li>- relier cette analyse à l'expérience du plateau</li> </ul> </li> </ul>
	Prendre une part active à l'interprétation des œuvres et à l'élaboration des créations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- apprendre un rôle</li> <li>- mener des recherches personnelles</li> <li>- participer à des recherches collectives et des répétitions, (conduites le plus souvent par un metteur en scène ou un réalisateur)</li> <li>- inscrire sa prestation dans le respect du projet artistique et dans le contexte de la représentation</li> <li>- adapter sa prestation à des modifications éventuelles, notamment en période de tournée ou de reprise d'un spectacle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inscrire sa prestation dans le respect du projet artistique</li> <li>- mener des recherches personnelles</li> </ul>	Évaluation continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- comprendre des consignes</li> <li>- les enrichir de ses propres propositions</li> <li>- maîtriser l'approche et le traitement des ressources documentaires</li> </ul>
	Jouer	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en jeu son rapport à soi et à l'autre (partenaires, public)</li> <li>- savoir conjuguer présence et engagement, initiative et disponibilité</li> <li>- s'approprier tout espace de jeu, s'y adapter</li> <li>- assurer au cours des représentations une prestation scénique à la fois individuelle et reliée au collectif de jeu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en jeu son rapport à soi et à l'autre (partenaires, public)</li> <li>- savoir conjuguer présence et engagement, initiative et disponibilité</li> </ul>	Évaluation continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre au service de l'interprétation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les fondamentaux du jeu théâtral : la présence, « l'adresse à », l'écoute,</li> <li>- des savoir faire techniques,</li> <li>- une constante tension entre personnalité et disponibilité, fondement de la présence sur le plateau et dans le jeu</li> </ul> </li> <li>- auto-évaluer son travail</li> </ul>
<b>2. Développer et élargir ses capacités artistiques</b>					
	Posséder et développer des capacités corporelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- disposer de connaissances anatomiques et physiologiques élémentaires</li> <li>- maîtriser l'articulation corps / mouvement / espace</li> <li>- avoir une maîtrise de la liaison entre langage verbal et corporel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtriser l'articulation corps / mouvement / espace</li> <li>- avoir une maîtrise de la liaison entre langage verbal et corporel</li> </ul>	Évaluation continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- gérer consciemment son corps : identification des tensions et résistances, souplesse, relâchement, rythme, concentration</li> <li>- s'inscrire dans des ruptures : dissociation du mouvement dans l'espace, équilibre/déséquilibre</li> <li>- gérer tout espace et toute inscription dans l'espace</li> <li>- identifier et s'approprier les concordances et les ruptures entre les mouvements et les mots, les paroles et les gestes</li> </ul>
	Posséder et développer des capacités vocales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- disposer des connaissances physiologiques, musicales et acoustiques élémentaires</li> <li>- maîtriser les techniques vocales (voix parlée, chantée)</li> <li>- maîtriser les techniques de diction (vers et prose)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtriser les techniques vocales (voix parlée, chantée)</li> <li>- maîtriser les techniques de diction (vers et prose)</li> </ul>	Évaluation continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- gérer consciemment sa voix : timbre, souffle, respiration</li> <li>- adapter les dimensions et la projection de sa voix à de multiples espaces de jeu</li> <li>- développer une agilité verbale au service de l'inventivité</li> <li>- prendre appui autant sur la musicalité des textes que sur leur sens</li> </ul>

	Mémoriser	<ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtriser les techniques de concentration</li> <li>- disposer de capacités de mémorisation et les entretenir</li> </ul>			
	Étendre son registre de jeu	<ul style="list-style-type: none"> <li>a). dans sa discipline :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtriser et développer ses capacités à servir la diversité du répertoire (styles, modes de jeu et esthétiques)</li> <li>- appréhender et s'approprier l'ensemble des éléments techniques, y compris ceux des nouvelles technologies</li> <li>- prendre appui, si besoin est, sur la pratique d'arts voisins (théâtre gestuel, masque, marionnettes, clown, conte, ...)</li> </ul> </li> <li>b). dans d'autres domaines :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtriser une langue étrangère pour aborder des répertoires variés</li> <li>- travailler en équipe sur des projets associant plusieurs domaines artistiques</li> <li>- s'initier à d'autres arts, par exemple la musique (instruments, voix) et la danse</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- maîtriser et développer ses capacités à servir la diversité du répertoire (styles, modes de jeu et esthétiques)</li> <li>- appréhender et s'approprier l'ensemble des éléments techniques, y compris ceux des nouvelles technologies</li> <li>- travailler en équipe sur des projets associant plusieurs domaines artistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- s'adapter aux pratiques de jeu les plus diversifiées</li> <li>- maintenir une capacité d'invention à travers et au-delà de différents codes de jeu</li> <li>- identifier l'ensemble des paramètres de l'environnement technique où s'inscrit le jeu</li> <li>- les prendre en compte dans l'interprétation</li> <li>- mettre en jeu et en enjeu les techniques appartenant à d'autres arts, ex : musique (instruments, voix), danse</li> <li>- identifier les codes langages et contraintes de ces arts et s'y adapter</li> <li>- créer les conditions d'une adaptation de ces arts à ses propres repères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faire preuve d'une connaissance organisée du théâtre, mise en regard des grands courants esthétiques</li> <li>- mettre en écho des répertoires différents et de différentes époques</li> <li>- identifier, éventuellement en s'y essayant, les processus de l'écriture théâtrale et les relier à la pratique du jeu</li> <li>- connaître les grands événements et mouvements qui ont marqué l'histoire du spectacle en France et dans le monde, des civilisations antiques à nos jours</li> </ul>
<b>3. Construire son parcours professionnel</b>					
	Savoir se situer professionnellement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- apprécier les compétences possédées, chercher à les maintenir et à les développer, y compris les compétences transversales et les savoirs généraux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- apprécier les compétences possédées, chercher à les maintenir et à les développer, y compris les compétences transversales et les savoirs généraux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluer continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- savoir faire le bilan quantitatif, qualitatif et critique du parcours professionnel antérieur</li> <li>- apprécier son projet personnel dans la durée, identifier les besoins en compétences et leurs modes d'acquisition possibles</li> </ul>
	Entretien sa connaissance de l'environnement socio-professionnel de son métier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître les modes d'organisation du spectacle vivant et de l'audiovisuel, et leurs évolutions dans l'histoire</li> <li>- connaître et appliquer les dispositions réglementaires en vigueur, les usages relatifs au cadre d'emploi et à l'activité économique, les dispositions relatives à la prévention des risques</li> <li>- connaître la structuration économique du secteur</li> <li>- se tenir au courant de l'actualité professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître les modes d'organisation du spectacle vivant et de l'audiovisuel et leurs évolutions dans l'histoire</li> <li>- connaître et appliquer les dispositions réglementaires en vigueur, les usages relatifs au cadre d'emploi et à l'activité économique, les dispositions relatives à la prévention des risques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluer continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- connaître le droit social : types de contrats de travail, modes de rémunération, rémunérations annexes (droits d'auteurs et droits voisins), conventions collectives, droits à la formation professionnelle continue, prévention des risques</li> <li>- connaître l'environnement structurel (statuts des entreprises employeurs, modes d'organisation et de financement des spectacles, économie culturelle)</li> <li>- connaître le rôle des institutions (institutions sociales, organisations professionnelles, sociétés civiles, collectivités publiques)</li> <li>- connaître les métiers du spectacle (identifier les métiers artistiques, techniques et administratifs, en connaître les attributions et les responsabilités)</li> </ul>

	Développer et élargir ses relations professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretenir et développer ses réseaux personnels et professionnels, notamment en développant des relations durables</li> <li>- être en mesure de développer des stratégies de recherche d'emploi (ex : auditions, castings)</li> <li>- s'attacher éventuellement les services d'un agent artistique</li> <li>- maîtriser une langue étrangère</li> <li>- lire la presse professionnelle et les publications professionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretenir et développer ses réseaux personnels et professionnels, notamment en développant des relations durables</li> <li>- être en mesure de développer des stratégies de recherche d'emploi (ex : auditions, castings)</li> <li>- lire la presse professionnelle et les publications professionnelles</li> </ul>	Évaluation continue : épreuves orales ou écrites, dossier, mises en situation pratique	- disposer d'éléments premiers de méthodologie relatifs aux techniques de recherche d'emploi
	Participer le cas échéant à la promotion de son art	<ul style="list-style-type: none"> <li>- s'adresser à un public et dialoguer avec lui sur un spectacle</li> <li>- faire partager les éléments fondamentaux de sa pratique</li> </ul>			
<b>4. Élargir et valoriser son champ de compétences professionnelles</b>					
	Se former et/ou s'exercer à d'autres fonctions dans son domaine artistique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- assurer le cas échéant des fonctions de metteur en scène, d'assistant, de metteur en scène, de dramaturge, d'auteur, d'adaptateur, ...</li> </ul>			
	Se former et/ou s'exercer à des fonctions de formation et de médiation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- aborder des activités de formation et d'enseignement</li> <li>- aborder des activités de médiation culturelle (sensibilisation, animation, ...)</li> </ul>			
	Se former et/ou s'exercer à d'autres fonctions en rapport avec le secteur artistique et culturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- aborder des activités : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'encadrement</li> <li>- de conduite de projet</li> <li>- de direction d'équipe et de structure</li> <li>- de régie technique</li> </ul> </li> </ul>			

**Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées en janvier et février 2008 à des œuvres cinématographiques par la ministre chargé de la culture.**

Titre	N° du visa	Date du visa	Éditeur	Date de dérogation
Fragile (s) .....	113.920 .....	12-03-2007 ....	Bac Films .....	01-01-2008
Die hard 4 - Retour en enfer To : Die Hard 4 .....	117.722 .....	28-06-2007 ....	Twentieth Century Fox .....	04-01-2008
Traversée du temps (La) To : Toki wo kakeru shōjo .....	118.330 .....	28-06-2007 ....	Société Kaze .....	09-01-2008
Je déteste les enfants des autres .....	112.142 .....	26-02-2007 ....	SND .....	09-01-2008
Dérive mortelle To : Adrift .....	118.351 .....	05-07-2007 ....	TF1 Vidéo .....	10-01-2008
Harry Potter et l'ordre du phénix .....	118.268 .....	03-07-2007 ....	Warner Home Vidéo .....	11-01-2008
To: Harry Potter and the order of the phénix				
American vertigo .....	111.450 .....	08-06-2007 ....	Cdiscount .....	11-01-2008
Vie privée (La) .....	103.776 .....	16-08-2007 ....	Cdiscount .....	12-01-2008
Et toi, t'es sur qui ? .....	115.006 .....	31-05-2007 ....	Studio Canal Vidéo .....	15-01-2008
Raison d'État To : The good shepherd .....	118.076 .....	15-06-2007 ....	Studio Canal Vidéo .....	15-01-2008
Fausse saire To : The Hoax .....	116.655 .....	15-05-2007 ....	Métropolitan Filmexport .....	17-01-2008
Tenacious D in the pick of destiny .....	116.770 .....	19-06-2007 ....	Metropolitan Filmexport .....	17-01-2008
Alerte à Miami : Réno 911 To : Réno 911 .....	118.212 .....	10-07-2007 ....	Paramount Home Entertainment ....	18-01-2007
Hot fuzz .....	118.328 .....	28-06-2007 ....	Studio Canal Vidéo .....	22-01-2008
Feu sous la peau (Le) To : Suburban mayhem .....	116.089 .....	07-02-2007 ....	Wild Side Video .....	22-01-2008
Buenos Aires 1977 To : Cronica de una fuga .....	116.489 .....	30-05-2007 ....	Wild Side Video .....	22-01-2008
2 days in Paris .....	115.569 .....	21-06-2007 ....	France Télévisions Distribution ....	23-01-2008
I don't want to sleep alone To : Hei yanquan .....	115.390 .....	27-04-2007 ....	Arte France Développement .....	23-01-2008
Hostel : chapitre II To : Hostel : part II .....	117.474 .....	19-06-2007 ....	Gaumont Vidéo .....	23-01-2008
Rex chien pompier To : Firehouse dog .....	117.912 .....	08-06-2007 ....	Twentieth Century Fox .....	23-01-2008
The invisible .....	118.155 .....	23-07-2007 ....	Buena Vista Home Entertainment ...	23-01-2008
The lookout .....	118.154 .....	20-06-2007 ....	Buena Vista Home Entertainment ...	23-01-2008
Dead or alive To : D.O.A : Dead or alive .....	116.760 .....	25-06-2007 ....	TF1 Vidéo .....	24-01-2008
El Camino de San Diego .....	117.913 .....	31-05-2007 ....	TF1 Vidéo .....	24-01-2008
Écorchés .....	109.743 .....	15-06-2007 ....	Alexart Films .....	25-01-2008
The bubble .....	117.536 .....	29-06-2007 ....	MK2 .....	30-01-2008
Made in Jamaïca .....	114.031 .....	14-05-2007 ....	MK2 .....	30-01-2008
Ratatouille .....	118.152 .....	20-07-2007 ....	Buena Vista Home Entertainment ...	01-02-2008
Mise à prix To : Smokin' aces .....	118.298 .....	16-07-2007 ....	Studio Canal Vidéo .....	05-02-2008

Motel				
To : Vacancy .....	118.090 .....	25-06-2007 ....	Gaumont Vidéo .....	06-02-2008
Tel père, telle fille .....	115.756 .....	24-06-2007 ....	SND .....	06-02-2008
À l'intérieur .....	115.611 .....	12-06-2007 ....	Pathé Distribution .....	06-02-2008
Scaphandre et le papillon (Le) .....	116.877 .....	14-05-2007 ....	Pathé Distribution .....	06-02-2008
Contrat (Le)				
To : The contract .....	118.248 .....	05-07-2007 ....	Metropolitan Filmexport .....	07-02-2008
You kill me .....	118.316 .....	09-07-2007 ....	Metropolitan Filmexport .....	07-02-2008
Irina Palm .....	114.661 .....	01-03-2007 ....	Pyramide Vidéo .....	07-02-2008
Interview .....	118.593 .....	02-08-2007 ....	Diaphana Distribution .....	07-02-2008
Half Nelson .....	118.082 .....	02-07-2007 ....	TF1 Vidéo .....	07-02-2008
Captivity .....	118.663 .....	23-08-2007 ....	TF1 Vidéo .....	08-02-2008
Fille coupée en deux (La) .....	115.546 .....	28-06-2007 ....	TF1 Vidéo .....	08-02-2008
Son ex et moi				
To : The ex .....	118.216 .....	18-07-2007 ....	SND .....	13-02-2008
Simpson, le film (Les)				
To : The Simpsons movie .....	118.302 .....	18-07-2007 ....	Twentieth Century Fox .....	13-02-2008
Pathfinder .....	116.653 .....	05-02-2007 ....	Twentieth Century Fox .....	20-02-2008
Amer béton				
To : Tekkon kinkreet .....	117.787 .....	23-04-2007 ....	Gaumont Vidéo .....	20-02-2008
13 m² .....	114.262 .....	16-04-2007 ....	France Télévisions Distribution .....	20-02-2008
Fils de l'épicier (Le) .....	111.585 .....	12-07-2007 ....	France Télévisions Distribution .....	20-02-2008
Délice Paloma .....	111.242 .....	02-07-2007 ....	France Télévisions Distribution .....	20-02-2008
Planète terreur - un film grindhouse .....	118.716 .....	24-08-2007 ....	TF1 Vidéo .....	21-02-2008
To : Grindhouse : planet terror				
Hot rod .....	118.549 .....	08-08-2007 ....	Paramount Home Entertainment .....	22-02-2008
3 amis .....	113.489 .....	20-07-2007 ....	Gaumont Vidéo .....	22-02-2008
Fantômes de Goya (Les)				
To : Goya's ghosts .....	116.988 .....	05-07-2007 ....	Studio Canal Vidéo .....	26-02-2008
Transformers .....	118.062 .....	25-07-2007 ....	Paramount Home Entertainment .....	26-02-2008
Evan tout-puissant				
To : Evan Almighty .....	118.213 .....	13-07-2007 ....	Universal Pictures Vidéo .....	26-02-2008
The marine .....	117.302 .....	26-04-2007 ....	Twentieth Century Fox .....	27-02-2008
Waiter .....	118.125 .....	04-07-2007 ....	BAC Vidéo .....	27-02-2008
Caramel .....	115.533 .....	21-06-2007 ....	BAC Vidéo .....	27-02-2008



# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Pour un renouvellement, n° d'abonné :** .....

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Mme Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.